

صكنا من الامم

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14391 - 6 F

SAMEDI 4 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Avalez la pilule

Un revers pour M. Major

LES élections locales qui ont eu lieu, jeudi 2 mai, en Angleterre et au pays de Galles constituent un sérieux revers pour M. John Major. Il s'agissait du premier test important, quasiment en grandeur réelle, de la popularité de l'homme qui a succédé en novembre dernier à M. Thatcher. Les conservateurs se sont débarrassés de la « Dame de fer » précisément parce qu'il leur apparaissait que celle-ci les conduisait tout droit à une cuisante défaite lors des prochaines élections législatives. Si M. Major a redressé nettement la position de son parti, il n'a pas encore apporté la preuve qu'il pouvait lui aussi être un gagnant.

Les travaillistes accomplissent une percée remarquable dans le sud de l'Angleterre, dans des villes cossues qui votent traditionnellement pour les Tories et qui ont profité du développement des activités tertiaires tout au long de la précédente décennie. Le transfert des voix en faveur du Labour est deux fois plus important dans le Sud que dans le reste du pays. Il s'agit là d'un avertissement pour M. Major, qui paye le prix d'une récession qui, à la différence de celle de 1981, touche indistinctement le Nord et le Sud, l'industrie et les services.

LES conservateurs subissent également le contre-coup de leurs propres fautes. L'instauration de la loi sur le logement en 1980 a probablement été la plus grave erreur de politique intérieure commise par M. Thatcher. Cet impôt local par tête, identique pour tous, riches ou pauvres, sur le territoire d'une même commune, a été ressenti par l'immense majorité des Britanniques comme une injustice. M. Major a eu le tort de paraître longuement hésiter à l'abolir et à lui trouver une solution de remplacement. Il a ainsi perdu, en partie, le bénéfice qu'aurait dû lui apporter la baisse considérable de l'impôt local à laquelle il a procédé.

Les travaillistes ont bénéficié de ce climat, mais le mécontentement des classes moyennes a aussi profité aux démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown. Ce dernier a qualifié de « stupéfiants » les progrès réalisés par son parti dans de nombreux conseils municipaux. Pour une formation qu'on disait en perte de vitesse à la fin de l'ère Thatcher, il s'agit d'une remarquable remontée. Les démocrates-libéraux pourraient être en mesure, le jour venu, de jouer les arbitres si aucun des deux grands partis n'obtenait une nette majorité aux Communes.

TOUS les regards sont désormais tournés vers les prochaines élections législatives. Celles-ci doivent avoir lieu, au plus tard, en juillet 1992. L'usage veut que le parti au pouvoir remette son mandat en jeu avant la date-butoir légale. Il semble désormais exclu que M. Major appelle à des élections anticipées avant cet été, et même peu probable qu'il y procède dès cette année. Un proche du premier ministre confiait en privé qu'une perte de l'ordre de 600 sièges aux élections locales était acceptable. Cette hypothèse pessimiste ayant été largement dépassée, M. Major sera probablement tenté d'attendre que le creux de la récession soit passé, et le fiasco de la loi sur le logement, avant de se présenter devant les électeurs.

Lire page 5 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES

M0147 - 0504 0 - 6.00 F



Une nouvelle ouverture du président De Klerk

Des Noirs pourraient participer au gouvernement sud-africain

Le président De Klerk vient de faire un nouveau geste en direction du Congrès national africain. Dans un discours devant le Parlement, jeudi 2 mai, il a promis d'« étudier avec sérieux » l'idée d'un gouvernement de transition qui pourrait inclure des représentants de la Communauté noire. Il a annoncé la prochaine révision de la loi sur la sécurité intérieure et la suppression des dispositions les plus répressives de cette législation.

L'éventualité d'un gouvernement de transition, incluant « un assez large éventail de Sud-Africains compétents », mérite d'être « étudiée avec sérieux » : ces quelques mots du président Frederik De Klerk, prononcés jeudi 2 mai au Cap, devant le Parlement, marquent un moment important du débat politique. Un tabou est levé : pour la première fois est suggérée — et implicitement approuvée — l'idée d'un gouvernement où l'opposition noire pourrait être représentée.

Sans citer nommément le Congrès national africain (ANC), le chef de l'Etat a admis que les principaux groupes qui participent aux négociations pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution devraient pouvoir faire partie d'un tel gouvernement.

Ce nouveau geste d'ouverture — qui ne manquera pas de déclen-

cher la fureur des partisans du système d'apartheid — constitue un appel du pied ostensible aux dirigeants de l'ANC qui réclament, depuis plusieurs semaines, la formation d'un « cabinet de transition ». Le gouvernement, a rappelé M. De Klerk, avait déjà « admis la nécessité d'associer les partis et les associations non représentés au Parlement à la prise de toute décision importante ». Cette précision concerne l'ANC, mais aussi le mouvement Inkatha du chef Zoulu Buthelezi.

Autre concession de taille : le chef de l'Etat a annoncé la prochaine abrogation des dispositions les plus sévères de l'Internal Security Act (loi sur la sécurité intérieure), dont celle ayant trait à la détention préventive.

C. S.

Lire la suite page 5

Alors qu'un bilan provisoire fait état de 92 000 morts

L'aide internationale afflue au Bangladesh

Tandis que les bilans officiels faisaient état, vendredi 3 mai, de 92 000 personnes tuées dans le cyclone qui a dévasté la côte orientale du Bangladesh, l'aide internationale s'organise pour faire converger vers la région sinistrée des moyens matériels et financiers. Les secours n'avaient pas pu atteindre, à ce jour, toutes les zones touchées par la catastrophe.



Lire page 8 l'enquête de LAURENT ZECCHINI : Apprendre à vivre avec les inondations

France-OTAN : le chat et la souris

Paris n'entend pas rejoindre les structures intégrées de l'alliance mais cherche à promouvoir une « identité européenne de défense »

par Claire Tréan

Fondement quasi théologique de la diplomatie française du dernier quart de siècle, le statut d'indépendance de la France dans l'OTAN est-il actuellement remis en cause de façon subreptice ? Dans la classe politique française, certains, comme M. Chevènement, le redoutent désormais publiquement, en vigilants gardiens d'un dogme dont d'autres, pourtant issus des rangs gaullistes, réclament au contraire la révision.

Posée de but en blanc, la question ne suscite de la part des dirigeants que fermes dénégations :

non, la France ne se prépare pas à rejoindre la structure militaire intégrée de l'OTAN dont de Gaulle l'a fait sortir en 1966. Mais l'affaire est un peu plus complexe. Si aucun dirigeant n'a encore entrepris à ce jour d'exposer avec précision la politique de Paris en la matière, c'est sans doute parce que la position de la France dépend dans une large mesure de ce que sera celle de ses partenaires dans un débat non encore tranché, en cours en deux lieux différents — l'alliance atlantique et la Communauté des Douze —, portant sur l'« identité européenne » en matière de défense.

Dans l'OTAN, ce débat était

inductible : la désintégration du pacte de Varsovie, les réductions d'armement auxquelles l'URSS a en principe consenti, obligent à repenser de fond en comble un dispositif tout entier construit pour répondre à la « menace de l'Est », à savoir à l'hypothèse d'une attaque massive menée contre l'Europe occidentale sur la ligne-frontière entre les deux blocs, laquelle passait par l'Allemagne. Cette menace-là n'existe plus, même si demeure la prépondérance soviétique sur le continent en matière nucléaire et conventionnelle, une prépondérance que seuls les États-Unis sont en mesure de tenir en échec.

Lire la suite page 3

Les grands écrans d'Akihabara

Les Japonais croient plus que jamais à l'avenir des images haute définition. Pas seulement en télévision

TOKYO

de notre envoyé spécial
Agenouillé sur le tatami traditionnel, le visiteur contemple par une fenêtre la lune qui s'accroche au toit d'une pagode ; en se tournant, il admire une cascade dont le murmure envahit la pièce. Le murmure est en stéréo, et la lune fac-tice. Car les fenêtres sont en réalité des écrans ou des projections de télévision haute définition (TVHD), ces images électroniques dont la qualité rivalise avec celles du cinéma.

Toute la scène n'est qu'une démonstration du centre de promotion de la haute technologie japonaise TEPIA — contraction de

Technology Utopia (utopie technologique). L'ensemble du bâtiment futuriste de Tokyo est irrigué par la TVHD. Dans les pièces avoisinantes, une chambre d'enfant illustre ces aspects ludiques, un bureau à domicile offre la traduction automatique en japonais de journaux américains. Dans le cabinet médical, un siège d'autodiagnostic est également relié aux écrans larges de la TVHD. Et dans la salle de concert les touches du piano bougent toutes seules : le concert est enregistré, l'artiste est sur écran, mais le son est ainsi « naturellement » reconstitué.

Ouvert au public, TEPIA n'est pas la seule illustration des ambitions japonaises de la TVHD, qui vise bien plus que l'amélioration de la télévision traditionnelle. Également à Tokyo, le centre de promotion HVC a été monté par plus de soixante industriels avec l'aide du puissant MITI, le ministère qui regroupe industrie et commerce extérieur. Il a constitué des groupes de travail pour les applications médicales, muséographiques, éducatives, cinématographiques et de simulation à la norme japonaise Hi-Vision.

Déjà, plus de cinquante opérations chirurgicales ont été filmées avec cette norme, à l'usage des étudiants et chercheurs, qui peuvent aussi stocker des clichés de rayons X ou de tomographies. Une dizaine de galeries et musées offrent aux visiteurs des œuvres stockées sur disques vidéo. Publicitaires et éditeurs s'inscrivent au luxe de détails permis par la haute définition, dont les écrans s'affichent dans les grands magasins de Ginza, le quartier chic de Tokyo. Architectes et constructeurs de ponts s'appliquent à présenter leurs œuvres dans leur environnement naturel avant même de les construire. L'an dernier, une dizaine de longs-métrages de cinéma ont été partiellement tournés en TVHD.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
Lire la suite page 11

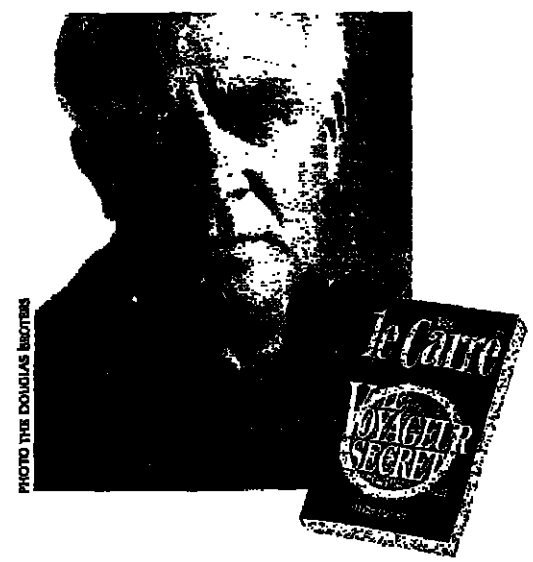
Une réforme pour le cinéma d'art et d'essai

M. Dominique Wallon, directeur du Centre national de la cinématographie, a présenté, jeudi 2 mai, un plan de réforme du cinéma d'art et d'essai, qui tend à rendre plus exigeants les critères donnant droit à ce label. L'objectif de cette réforme est de privilégier la qualité des salles plutôt que leur quantité. Modification du classement des établissements, modernisation du parc parisien, renforcement de l'aide à la distribution et accroissement du soutien aux cinémathèques peu diffusées : la barre est placée très haut : le club des salles art et essai devrait passer de 800 à 500 salles en 1992.

Lire page 11 l'article de BÉNÉDICTE MATHIEU

Demiers souvenirs d'une guerre trop froide, qui a tout perdu jusqu'à son existence.

John le Carré
Le voyageur secret



ROBERT LAFFONT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 496 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 55 p.; Grèce, 200 DR ; Italie, 1,10 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Justice

De l'étatisme à l'Etat de droit

par Alain Madelin

VOICI notre justice malade. Certes, l'intervention du pouvoir politique dans les cours de la justice n'est pas chose nouvelle en France, et la justice n'est pas la seule institution en crise. On aurait tort, cependant, de considérer les convulsions d'aujourd'hui de notre système judiciaire comme de passagères péripéties. La crise de la justice est au cœur de la crise de la démocratie française. Son renouveau est aussi le point de passage obligé pour parvenir à un véritable Etat de droit.

La crise de la justice est une crise de trop. Il est de fait que l'Etat assume mal les fonctions dont il a par nature la charge — de la sécurité à l'immigration, de l'éducation au logement social, de l'hôpital aux retraites — ou dont il a prétendu assumer la charge. Mais la justice n'est pas une institution comme les autres. Elle est recourue de la liberté contre l'arbitraire, protection des plus faibles contre les plus puissants. Les Français ont eu de tout temps la passion de la justice, de l'égalité devant la loi. Aujourd'hui, ils ont le sentiment qu'un pouvoir politique et sa nomenclature se considèrent au-dessus des lois, de la justice et de la morale. Ils présentent l'ampleur des réseaux de trafic d'influence et de corruption en tout genre, dont la politique n'est souvent que l'alibi. Ils constatent les désarrois d'un pouvoir qui cherche à étouffer une affaire sans doute bien compromettante au moyen d'une très douteuse amnistie taillée à la hâte aux mesures de cette affaire, et qui tente d'en éloigner les policiers trop curieux ou les magistrats trop indépendants. Dès lors, au nom de quel ordre public condamner un petit délinquant ? Notre pacte social est déchiré.

Suspicion permanente

Le renouveau de la justice n'est pas un enjeu subsidiaire. Ce qui se joue en cette fin de siècle, c'est la redéfinition du rôle de l'Etat. Le nécessaire recul de l'Etat doit s'accompagner d'un progrès du droit. Pour assurer le contrôle social, il faut, à contre-courant de notre tradition politique, substituer au pilotage manuel autoritaire politico-administratif le pilotage automatique et l'autorégulation de l'Etat de droit. L'enjeu, c'est de passer de la démocratie jacobine à l'Etat de droit, c'est-à-dire à ce que les Anglo-Saxons appellent — dans une formule à mon sens plus claire — le « règne du droit » (« rule of law »).

L'Etat de droit, c'est l'Etat soumis au droit. La souveraineté du droit, la supériorité des droits indi-

viduels, caractéristique de l'Etat de droit, s'oppose à l'étatisme qui est la théorie de la souveraineté de l'Etat. Il nous faut non seulement revaloriser la justice, garantir son indépendance mais aussi revaloriser le droit.

Pas d'Etat de droit sans institution judiciaire indépendante. Sans doute la justice est-elle plus indépendante qu'on ne le dit. Ce qui compte cependant, ce n'est pas ce que le pouvoir fait vraiment de l'institution judiciaire, mais ce que cette institution lui donne pouvoir de faire. Or le pouvoir, en contrôlant directement la carrière des magistrats, peut prétendre contrôler indirectement les décisions de justice, ouvrant ainsi la porte à de vrais abus, parfois, et à une légitime suspicion permanente. Les Français ne cessent de douter de l'indépendance de la justice que lorsque tous les ponts auront été coupés.

Pour cela, il faut assurer l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature. Sa composition doit échapper à la mainmise du politique. Il doit assurer la gestion de la carrière des magistrats et devenir le garant du bon fonctionnement de l'institution judiciaire.

Dans un Etat de droit, il ne s'agit pas seulement de garantir l'indépendance du juge mais aussi de revaloriser le droit et la fonction même du juge. Celui-ci doit être autre chose qu'une simple machine à appliquer les lois. Le travail judiciaire et le travail doctrinal doivent faire de la jurisprudence une source de droit à part entière.

On a, en effet, trop longtemps identifié le droit à l'activité législative, alors que le droit est plus ancien que la législation. On a coupé les ponts entre la production du droit par le législateur et la production du droit par le juge et son activité jurisprudentielle. Que survienne un problème, que vienne une loi. On a progressivement confondu le pouvoir politique, le pouvoir administratif et le pouvoir parlementaire. Si l'Etat fait la loi, l'Etat est au-dessus de la loi. Si la loi dérange, qu'on change la loi.

Ainsi, nous avons beaucoup de lois, mais nous avons peu de droit. Le flot montant des lois modernes ne crée pas du droit. L'inflation législative comme l'inflation monétaire conduit à la dévaluation du Droit. Un Etat de droit ne consiste pas seulement en un ensemble de règles, mais en un ensemble de règles justes.

Le peuple ne s'y trompe pas, il sait bien distinguer le vrai droit — règles générales qui méritent le respect — des lois de circonstance que la majorité d'un jour a faites et

que la majorité d'un autre peut défaire. La philosophie libérale ne nous dit pas seulement comment doit être fait le droit, mais aussi ce que le droit doit être, c'est-à-dire la recherche du juste.

Dans notre culture politique — jacobine — la loi est l'expression de la souveraineté du peuple, c'est-à-dire la loi de la majorité. Elle est ainsi la loi du plus fort ou du moins celle du plus nombreux ou du plus influent. La règle de la majorité ne suffit donc pas à déterminer qu'une loi soit bonne. Le vrai droit, ce sont des règles non discriminatoires, abstraites et générales. Elles ne visent pas d'objectif particulier. Elles bornent le champ le plus large possible de la libre initiative des citoyens.

Pacte social

Nous avons déjà commencé de repenser le droit en ce sens. Ce qui est en cause, c'est de plus en plus le pouvoir politique tant législatif qu'exécutif sous le contrôle du droit. C'est affirmer la primauté du droit et des libertés fondamentales sur tout pouvoir. Longtemps les socialistes, sous l'influence du marxisme, ont refusé de reconnaître l'existence de droits individuels supérieurs aux droits de l'Etat. Aujourd'hui, ils reconnaissent l'autorité du Conseil constitutionnel, garant de la primauté du droit et ont même — à mon sens heureusement — proposé d'ouvrir une possibilité de saisie directe de ce Conseil. De même voit-on aujourd'hui nombre de problèmes échapper à la régulation politique directe pour être confiés à des autorités indépendantes baptisées autorités administratives mais plus proches en fait du juge ou de l'arbitre dans les domaines de la concurrence, de l'audiovisuel, de la Bourse, de l'informatique ou de la bioéthique.

Ainsi s'ouvre le chantier des institutions les plus aptes à assurer une vraie séparation entre le législatif et le pouvoir exécutif, et la primauté du vrai droit — c'est-à-dire des règles de justice — sur les lois de circonstance.

Le débat sur la justice est sûrement le plus important de nos débats politiques. On n'acquiesce pas ce débat ni les réformes nécessaires par quelques brigiotes du Conseil supérieur de la magistrature ou du recrutement des magistrats. La crise de la justice peut ainsi être féconde si elle nous aide à fonder notre pacte social, celui d'un Etat de droit au travers de vraies réformes institutionnelles.

► Alain Madelin est vice-président du Parti républicain.

Un système obsolète

par Alain Mikowski

Il est un épisode de l'affaire dite du Mans que l'on passe généralement sous silence mais qui en constitue bien l'un des moments les plus désagréables. Il s'agit de l'incarcération, le samedi 6 avril à 22 heures, par M. Jean-Pierre, d'un inculpé privé de tout droit à l'assistance d'un avocat choisi par lui-même ou désigné par le bâtonnier de l'ordre.

Selon les propres termes de M. le procureur de la République du Mans, « cette incarcération a eu lieu un samedi soir à 22 heures dans des conditions tout à fait surprenantes... De plus, M. Giraudon n'avait pas d'avocat et, à ma connaissance, l'avocat de permanence du tribunal n'a même pas été contacté... Cette incarcération a eu lieu de manière quasiment clandestine » (Le Monde du 24 avril 1991).

Le lecteur — et donc le justiciable — ne peut qu'être choqué par la lecture de ces déclarations, surtout quand on sait qu'elles émanent du chef du parquet local et que l'on apprend par ailleurs qu'aucune réquisition écrite n'a été prise et que c'est en téléphonant à la maison d'arrêt du Mans que ce même

magistrat a appris qu'une incarcération devait avoir lieu vers 22 heures ! Il semblerait donc que la maison d'arrêt ait été avisée de l'incarcération de l'inculpé avant que le juge d'instruction ait pris formellement, au terme, semble-t-il, d'un débat différé, sa clandestine décision.

Il est vrai que M. Jean-Pierre a l'habitude de se servir de la détention comme d'un moyen de promotion de ses idées en matière de financement des partis politiques. Voilà à peu près un an, il avait brillamment réussi à sortir de l'anonymat (en compagnie de quelques-uns de ses collègues) en remettant un libéré des inculpés qu'il avait lui-même fait incarcérer quelques jours auparavant. Le Syndicat des avocats de France avait alors vivement protesté contre cette attitude que nous avions qualifiée d'indigne tellement elle était contraire à l'idée même que nous nous faisons de la justice pénale et des libertés individuelles.

Mais ne nous trompons pas de cible. Au-delà du phénomène, hélas ! de plus en plus fréquent, de médiatisation forcée qui pousse

vers le vedettariat de trop nombreux magistrats ou officiers de police judiciaire, c'est bien l'ensemble de notre système de procédure pénale qui vient d'atteindre ses limites.

Dérapages incessants

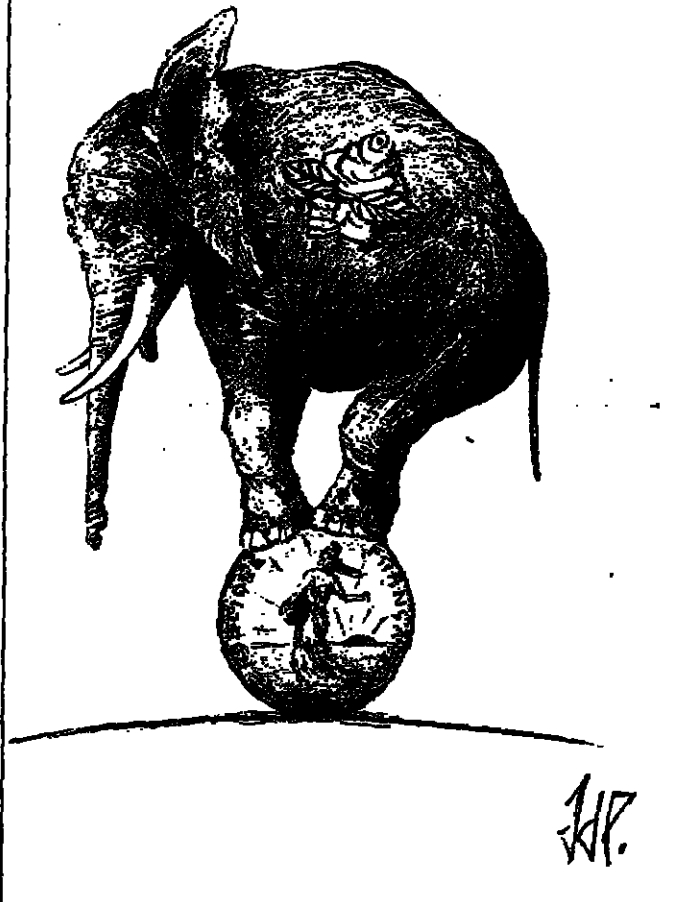
Un juge d'instruction partisan peut faire légalement à peu près tout ce qu'il a envie de faire parce que le code de procédure pénale le lui permet. Les incarcérations expresses sans véritable défense, les procès-verbaux de première comparution longs de quatre pages, les détentions provisoires de plusieurs années, les condamnations sans véritable examen contradictoire des preuves ou confrontation avec les témoins sont le lot quotidien de nos palais de justice. Répétons-le, si M. Jean-Pierre peut faire emprisonner un samedi soir, à 22 heures, un individu qui lui servira de pion dans son jeu personnel, c'est parce que le système le lui permet.

Depuis plusieurs années, le Syndicat des avocats de France réclame la réforme du code de procédure pénale. La commission présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty a déposé un rapport désormais bien connu, dont nous approuvons les orientations. Certes, il est probable que la corporation des juges d'instruction, conduite par la crainte de perdre ses prérogatives, fera corps pour empêcher toute réforme. Il est également vrai que le ministre délégué à la justice a lui-même ouvertement fait part de sa propre opposition à ce rapport. Cependant, ce n'est pas en avançant perpétuellement l'exemple italien (ce qui constitue d'ailleurs un mauvais argument) que les opposants au projet mettront fin aux dérapages incessants d'un système obsolète.

Rappelons que la France a déjà été condamnée à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme, entre autres, dans des affaires où des détentions provisoires de plusieurs années se terminaient par la remise en liberté de l'inculpé, faute de preuve, ou bien pour l'absence de garantie qu'offrent les audiences de comparution immédiate. Il nous faut souhaiter que, à l'avenir, notre système ne permette plus d'incarcérer de nuit, sans l'aide d'un défenseur, un individu qu'un autre individu a décidé, seul, et sans en référer à quiconque, de priver de liberté. Il en va de la confiance du citoyen dans les institutions.

► Alain Mikowski est secrétaire général du Syndicat des avocats de France.

TRAIT LIBRE



Trois énigmes

par Jean-Louis Bessis et Maurice Ronai

La manipulation de l'institution judiciaire requiert du métier. Manifestement, nos deux ministres de la justice n'ont pas le savoir de leurs détracteurs. Si Albin Chalandon n'avait pas une grande expérience des rouages judiciaires, au moins avait-il su s'entourer de véritables techniciens de l'ingénierie. Dessaisir un juge est un art simple, mais tout d'exécution.

C'est ce qu'illustre le vaudeville judiciaire auquel le pays assiste depuis quelques semaines. La pièce met en présence quatre groupes. Dans l'ordre d'apparition, le « groupe des mutins », les « deux candides », le « petit couple de province », le « trio infernal ». On aura reconnu le juge Jean-Pierre et ses amis, les deux ministres, le procureur du Mans et sa plus proche collègue, présidente du même tribunal, coauteurs du mémorable dessaisissement dominical par télécopie, enfin, les trois conseillers de la chambre d'accusation d'Angers.

Trois énigmes. Pourquoi le procureur a-t-il retenu le mode de dessaisissement le plus imprudent ? Pourquoi n'a-t-il pas soumis la totalité de la délicate procédure à la chambre d'accusation ? Enfin, quels mobiles ont bien pu conduire les magistrats d'Angers à la validé ?

Dimanche 7 avril, le procureur informe la chancellerie qu'un juge-froudeur s'apprete à entreprendre des investigations douteuses. Pour le contrecarrer, elle dispose d'une palette de procédures éprouvées : faire saisir la chambre d'accusation

par le parquet en lui soumettant la régularité de l'instruction, ou bien tenter d'obtenir la récusation du juge par le premier président de la cour d'Angers, ou encore présenter à la Cour de cassation une requête en suspension légitime.

Curieusement, il est décidé de solliciter le dessaisissement auprès de la présidente du tribunal du Mans. Pour deux raisons : célérité et sécurité. En effet, les trois autres voies requerraient quelques heures de patience pour aboutir et comportaient un léger aléa. Mais mesurait-on que les deux avantages attendus se révéleraient contre-productifs ? On souhaitait écarter le « mutin » le jour même, dimanche après-midi, mais c'est précisément cette célérité exceptionnelle du dessaisissement, sa « dominicalité » qui vont heurter l'opinion. Sécurité : on souhaitait dessaisir à coup sûr. Le procureur se porte garant de l'issue : avant même d'introduire la requête, il s'est assuré de l'assentiment de la présidente du tribunal. Il entretient avec elle des relations privilégiées : n'appartiennent-ils pas au même tribunal de province, ne sont-ils pas du même grade, ne se rencontrent-ils pas quotidiennement ? Cela crée des liens. « Je lui ai annoncé que j'allais la saisir d'une requête en dessaisissement... Elle a réfléchi, donné son accord et j'ai averti le parquet général, qui en a informé la chancellerie. » Il est confortable de connaître par avance l'issue d'une procédure, mais qui ne risque rien n'a rien.

Inexpérience dans l'ingénierie

Deuxième énigme. Pourquoi le procureur du Mans n'a-t-il soumis à la chambre d'accusation qu'une partie de la procédure ? Deux hypothèses. Celle qu'il évoque lui-même : « La nullité du réquisitoire entraînant à mes yeux la nullité de l'ensemble des actes de l'instruction. » Ou alors, incertain quant à l'issue de son recours, il se sera réservé la possibilité de soumettre dans un second temps à la chambre d'accusation la validité de la perquisition. Celle-ci se révélant plus contestable encore que le réquisitoire lui-même, il eût été plus difficile à la chambre d'accusation de ne pas faire droit à une

demande d'annulation globale : n'avoir pas formé pareille requête tenait du coup de poker. S'agissant désormais d'une affaire d'Etat, il n'aurait pas été ridicule de mettre « toutes les chances de son côté ».

Troisième énigme. Pourquoi la chambre d'accusation a-t-elle pris une telle position ? Indignation ? Les magistrats auraient été heurtés par l'insolite dessaisissement dominical : à démarche aberrante, réponse aberrante. Volonté politique d'affirmer l'indépendance de la justice ? Enfin, on ne peut exclure des considérations de carrière : en milieu judiciaire, l'indépendance apparente vis-à-vis du pouvoir en place procède souvent d'un calcul sur une alternance éventuelle et s'avère « dépendance par anticipation ». Morale, politique, carrière : il est clair que les considérations proprement juridiques ne pèsent pas lourd dans les affaires de ce type.

La chancellerie a-t-elle conduit les choix étranges de procédure ou en a-t-elle laissé l'initiative à un aimable procureur provincial ? Dans un cas comme dans l'autre, force est de constater l'inexpérience de l'ingénierie. Il n'est pas interdit de voir dans un tel amateurisme une marque de probité, quand on se souvient du professionnalisme dont a su faire preuve l'opposition dans un passé récent.

► Jean-Louis Bessis est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris ; Maurice Ronai est chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voile normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	25
2 mois	330 F	560 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

سكنا من الامم

صكناث الادل

ETRANGER

Le Monde • Samedi 4 mai 1991 3

obsoleète

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de vie, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Derapages incessants. Les idées, les modes de vie, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Le monde est en train de changer. Les idées, les modes de vie, les technologies, tout évolue rapidement. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui. Il faut donc se tenir informé, se tenir à jour, pour ne pas être dépassé par le temps.

Au cours d'un séjour au Sénégal

M. Delors préconise un nouveau « partenariat » entre les Douze et l'Afrique

M. Jacques Delors, s'exprimant, jeudi 2 mai, devant l'Assemblée nationale du Sénégal, a suggéré que la Communauté européenne propose « un partenariat entièrement renouvelé » à ses partenaires africains signataires de la convention de Lomé.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le président de la Commission de Bruxelles, dont c'était le premier voyage en Afrique, après six ans de mandat, estime que l'aide des Douze devrait davantage que dans le passé être subordonnée à un effort de démocratisation et de réformes économiques de la part des pays ACP (1).

Les discours de M. Delors s'adressaient autant aux Douze qu'au Sénégal et aux autres partenaires ACP. « Alors que la Communauté va accéder à une responsabilité politique pleine et entière, il lui faut prendre en compte des responsabilités internationales. L'an prochain, nous devons décider des moyens

budgétaires à lui affecter pour les années à venir, et je veux alors poser le problème des pays en voie de développement », a-t-il indiqué devant les journalistes. Aux yeux de M. Delors, ces priorités extérieures, qu'il souhaite voir confirmées par le Conseil européen, sont au nombre de trois : les pays de l'Est, certes, mais aussi et surtout le Maghreb - il y a fait référence en termes très forts, lors de son séjour à Dakar - ainsi que les pays de l'Afrique sub-saharienne.

S'agissant de ceux-ci, le nouveau partenariat qu'il préconise part d'un constat d'échec au moins relatif de la politique mise en œuvre au titre de la convention de Lomé, impuissante, selon lui, à faire face aux défis structurels que représentent notamment la baisse régulière des matières premières, le service d'une dette considérable, une démographie galopante, un environnement dégradé.

Réformes économiques et démocratie

« La nouvelle conscience du développement - qu'il espère voir émerger - reconnaît les limites du volontarisme. Elle se préoccupe non seulement de présenter un programme mais aussi des conditions structurelles de son succès, c'est-à-dire, en définitive, de la motivation et de la responsabilisation de tous les acteurs », a souligné M. Delors devant les députés sénégalais.

La dernière convention de Lomé prévoit explicitement une aide financière aux programmes dits d'ajustements structurels, qui visent à l'assainissement des finances de l'Etat, de celles de la

gestion des entreprises publiques, à davantage d'ouverture à l'initiative privée. Mais encore faudrait-il, pour que ces interventions communautaires aient lieu, que les Africains « prennent davantage en main leur destin ». C'était là, à Dakar, le point sensible, le gouvernement sénégalais, fier de réforme au niveau du discours, hésitant à décider des ajustements en matière de prix agricoles et d'organisation des marchés, qui sont jugés indispensables par la CEE.

M. Manuel Marin poursuit ses tractations discrètes avec les autorités sénégalaises, mais, pour l'instant, l'aide susceptible d'être consentie pour accompagner les réformes reste bloquée. M. Delors est revenu à plusieurs reprises devant ses interlocuteurs sur la nécessité, malgré les échecs et déceptions passés, de promouvoir davantage la coopération régionale.

Ces efforts de renouveau, a souligné le président de la Commission, seraient voués à l'échec sans approfondissement de la démocratie : « Aucune réforme de structures ne peut se poursuivre dans la durée sans le secours des mécanismes de la démocratie. Sans un minimum de transparence et de débat public, comment imposer rigueur et sacrifices ? Sans les contrôles et les vérifications parlementaires, comment assurer une réorganisation profonde des services publics ? »

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Il s'agit des soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), signataires de la convention de Lomé.

La visite de M. Michel Rocard en Corée du sud

L'incontournable dossier du TGV...

Arrivé mercredi soir 1^{er} mai à Séoul en visite officielle, venant de Nouvelle-Zélande, M. Michel Rocard s'est entretenu jeudi avec son homologue sud-coréen, M. Ro Jai-bong, et a été reçu par le président Roh Tae-woo. Le premier ministre français, qui est notamment accompagné par une délégation d'hommes d'affaires, devait regagner Paris dans la soirée de vendredi.

SEUL

de notre envoyé spécial
Il n'y a rien à faire. Le TGV est devenu indissociable des relations franco-coréennes. M. Rocard a eu beau vouloir étendre le débat aux grands problèmes de ce monde, à l'ensemble des relations bilatérales avec un « partenaire majeur », et lui promettre d'appuyer sa demande d'admission séparée aux Nations unies, le dossier TGV est chaque fois remonté à la surface.

Pour la presse locale, cette affaire de train a occulté la question de l'entrée à l'ONU. Citant une phrase de l'entretien que M. Rocard lui avait accordé - « Je ne peux pas dire que le résultat (du choix de Séoul) n'exercera aucune influence sur les relations franco-coréennes car c'est un projet important » - le quotidien le plus prestigieux, le *Dong-A Ilbo* a écrit que le premier ministre français « a cruiment montré que sa motivation essentielle est la volonté de vendre le TGV ». Rocard, le 1^{er} mai, a déclaré à la presse que lors de sa conférence de presse, Paris n'entendait pas faire de « pressions » et que le soutien français à l'ONU n'était soumis à aucune condition.

Les entretiens ont néanmoins été aussi chaleureux que l'impeccable mais contraignant protocole coréen

le permettait. Accueilli à l'aéroport au son de « Sur le pont d'Avignon », le premier ministre n'a pas perdu de temps pour assurer ses interlocuteurs du soutien de Paris à une entrée à l'ONU que Séoul veut demander dès l'automne. « Votre absence du principal forum international (...) apparaît comme l'un des derniers vestiges de la guerre froide, un anachronisme auquel il est urgent de mettre fin (...). La Corée pour, sur ce plan, compter sur l'appui de la France », a déclaré jeudi M. Rocard.

Le premier ministre sud-coréen a présenté ses « profonds remerciements pour la compréhension » de la France et s'est félicité du « partenariat confiant » instauré entre les deux pays depuis la visite, en 1989, du président Roh. « Nous apprécions vraiment les efforts diplomatiques du gouvernement français pour transmettre notre position aux Chinois » - une allusion aux entretiens que M. Rocard a eus à Pékin - nous a déclaré pour sa part M. Lee Jung-binn, ministre-adjoint des affaires étrangères.

Les leçons de l'Allemagne et du Vietnam

Assurée du soutien de quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Corée du Sud espère convaincre le cinquième, la Chine, de ne pas lui opposer son veto ; ce sur quoi le président Roh croit avoir obtenu des assurances, selon l'entretien qu'il vient de donner à la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, assise des tergiversations d'une Corée du Nord qui continue d'exiger le partage par les deux Corées d'un seul siège à l'ONU. Séoul a décidé de franchir le pas. D'autant que le plan de Pyongyang n'est soutenu ni par Moscou ni par Pékin.

L'attitude de Séoul à l'égard du régime du vieux maréchal Kim Il-sung a changé. Forte de sa supériorité économique, mais marquée par le « choc allemand », Séoul - toujours selon le président Roh - souhaite un « changement graduel » au Nord, qui éviterait l'effondrement du régime, lequel coûterait très cher au Sud ; certains parlent d'un montant de 20 à 100 milliards de dollars. « Nous sommes très heureux d'avoir tiré les bonnes leçons de l'unification de l'Allemagne, et du Vietnam », a ajouté M. Lee, nous devons nous porter au secours du Nord pour l'aider à sortir de l'impasse », à s'ouvrir au monde et à entrer dans la communauté internationale, à l'ONU par exemple, ce qui lui enlèverait de son agressivité.

La Corée demeure le dernier bastion de la guerre froide ; la tension est sensible, par exemple, dans les affrontements réguliers entre forces de l'ordre et étudiants extrémistes, généralement favorables au Nord. Cette tension a obligé M. Rocard à annuler à la dernière minute la visite qu'il devait faire à l'université de Séoul, une semaine après la mort d'un étudiant tué par des policiers.

Les manifestations devraient reprendre dans les jours prochains, et surtout au moment des obsèques de l'étudiant tué, mais aussi de celles de celui qui s'est immolé mercredi par le feu (*le Monde* du 3 mai), décédé jeudi. Deux autres étudiants, suite au même geste, se trouvent dans un état désespéré. La situation est sérieuse, mais la Corée qu'a visitée M. Rocard ne semble toutefois pas au bord de l'explosion. Ces manifestations sont loin d'avoir l'ampleur de celles qui firent tomber le régime précédent, en 1987.

PATRICE DE BEER

France-OTAN : le chat et la souris

Suite de la première page

A quoi s'ajoutent aujourd'hui d'autres enjeux, moins définis, auxquels l'OTAN n'est pas préparée : ceux qui proviennent de l'instabilité en Europe centrale ou ceux qui, depuis d'autres régions du monde comme le Golfe, peuvent peser sur la sécurité européenne. Bref, tout est à revoir.

Simultanément, l'administration américaine doit impérativement réduire son budget de défense : de 320 000 hommes en 1989, le nombre des soldats américains en Europe sera ramené à moins de 100 000 en 1995. Un retrait d'une telle ampleur appelle logiquement un réajustement des responsabilités entre Européens et Américains dans une organisation jusqu'à dominer par les seconds.

Pour les Etats-Unis, l'enjeu est considérable : sauver l'OTAN et leur contrôle sur l'OTAN, c'est préserver l'un des instruments majeurs de leur influence dans le monde. Leur désir est évidemment que l'indivisible « euro-péanisation » de l'alliance leur coûte le moins possible en termes de pouvoir.

Les leçons de la guerre du Golfe

Parmi les Douze, le débat se présente de façon différente, puisqu'il s'agit non de réformer, mais d'inventer quelque chose qui n'existe pas, le traité de Rome n'attribuant aucune compétence à la Communauté en matière de défense. Les révolutions en Europe de l'Est comme la grande peur née de l'unité allemande ont en un effet accélérateur sur l'intégration communautaire : la CEE en congut l'ambition de se transformer en une « union politique ». Pour MM. Mitterrand et Kohl, qui en ébauchèrent les premiers la définition l'an dernier, il faut doter cette future union européenne des attributs d'une grande puissance, parmi lesquels une politique étrangère et, à terme, une politique de défense communes.

Envoi à Washington, bien sûr, quand la France et l'Allemagne annoncent le couler. Car leur projet n'a plus rien à voir avec le fameux « pilier européen » de l'alliance dont on parlait depuis Kennedy : il se situe bien au-delà. Mais émoi parmi les Douze aussi : Britanniques, Néerlandais, Portugais mènent la contre-offensive contre le projet franco-allemand.

La désolante prestation collective des Douze pendant la crise du Golfe a renforcé les uns dans leur désir d'en finir avec cette infirmité de l'Europe sur la scène internationale ; elle a conforté les autres dans la conviction qu'il n'est pas de salut sans les Américains et qu'il serait néfaste de continuer à se bercer de rêves d'émancipation. Elle a aussi avivé enfin les susceptibilités de certains Américains qui, s'estimant bien mal payés de

retour par l'Europe, font un discret chantage au désengagement total. En Europe, le débat se déroule au sein de la conférence intergouvernementale sur l'union politique, laquelle doit présenter avant la fin de cette année ses propositions de révision du traité de Rome. Il se déroule aussi dans les instances politiques de l'OTAN, aux-

quelles la France participe, et dans ses instances militaires, où elle n'est pas représentée. Au dernier sommet atlantique de juillet 1990, un comité d'experts a été spécialement créé pour réfléchir à la réforme stratégique. La France, qui avait initialement jugé n'y avoir pas sa place, vient de le rejoindre, estimant qu'elle était concernée par une partie au moins des débats.

Une seule institution a pour l'instant vocation à traiter de questions de défense en Europe : l'Union de l'Europe occidentale (UEO). C'est une coquille vide : une instance de concertation qui réunit régulièrement les ministres de la défense et des affaires étrangères des pays membres, à l'occasion d'une instance de coordination, comme dans les deux guerres du Golfe, mais non une organisation militaire, puisqu'elle ne dispose ni de forces ni de commandement propres (1). Aujourd'hui, on se l'arrache. Dans chacun des deux forums concurrents on cherche à avaler l'UEO : dans l'OTAN où l'on veut en faire l'instrument de l'alliance, et dans la Communauté où on la présente comme la branche sécurité-défense des futures institutions.

Au siège de l'OTAN, à Bruxelles, on n'en est encore qu'à la phase du « brasseage d'idées ». Seul se dégage pour l'instant un schéma de restructuration des forces encore à préciser, mais qui prévoit de remplacer le dispositif massif de la « défense de l'avant » par des forces réduites en volume mais plus mobiles et plus souples, des renforts plus lourds à l'arrière et la création d'une « force de réaction rapide » d'environ 70 000 hommes. Les forces principales seraient composées d'unités multinationales, une idée américaine qui vise notamment à la rendre politiquement plus acceptable aux yeux de certaines opinions, dont l'allemande.

Quant à la force de réaction rapide, elle serait, dans l'esprit des Britanniques - qui en ont prôné l'idée et qui en réclament le commandement, et l'incarnation de la composante euro-

Une force d'action rapide purement européenne ne serait-elle pas mieux à même de faire face à certaines crises comme celles que pourraient engendrer des tensions inter-ethniques en Europe centrale ? demande la France. Toute implication de l'OTAN dans un tel cas de figure n'apparaîtrait-elle pas comme une provocation à l'égard de l'URSS ? D'ailleurs, les Américains s'y risqueraient-ils, et le fait qu'ils aient voix au chapitre ne serait-il pas tout simplement paralysant ? L'UEO n'a pas de forces propres, objectent les plus atlantistes. Les armées, en temps de paix, appartiennent aux nations, répond Paris : qu'est-ce qui empêche une institution purement européenne

de les assigner le moment venu à telle ou telle mission ? « Nous ne sommes plus dans la perspective de la troisième guerre mondiale, où l'on devait préparer la riposte massive à une attaque massive assez clairement identifiée, dit un diplomate français en charge du dossier. Une structure intégrée permanente ne se justifiait que dans cette perspective. Les crises futures seront plus complexes : chaque mouvement des armées devra être politiquement beaucoup plus savamment dosé ».

En bref, la France conteste l'utilité des structures militaires intégrées en temps de paix, véritable instrument du pouvoir américain dans l'alliance, et leur préférerait une formule plus souple de coopération. Elle fait remarquer qu'en l'état actuel des choses sa non-appartenance à ces structures intégrées ne l'empêcherait pas de participer aux opérations en cas de conflit. Si l'Allemagne avait été attaquée, la France aurait été passée sous contrôle opérationnel allié, comme les forces françaises sont passées sous contrôle opérationnel américain dans la guerre du Golfe. « Si rapprochement il y avait, ce serait avec quelque chose qui ne serait plus la structure intégrée », conclut le diplomate.

On est assez pessimiste à Paris sur l'aboutissement de ce brainstorming dans l'OTAN : les Américains so-

défendent fermement ; pour la troisième fois ils viennent d'envoyer aux Douze un message en forme d'avertissement (*le Monde* du 2 mai). Certains Européens sont résolument hostiles à l'argumentation de la France et les autres, y compris l'Allemagne, très timorés dans leur soutien.

Tout d'abord

Alors, si l'on place aussi peu d'attente à Paris dans la capacité de l'OTAN à se réformer vraiment, à quoi bon promouvoir un projet autonome au sein de la CEE ? Il s'agit, répond-on, de planter des jalons, de faire figurer dans le traité qui, au 1^{er} janvier 1993, se substituera au traité de Rome, un article dans lequel la Communauté se reconnaît une légitimité en matière de défense. C'est tout.

Cette disposition n'implique rien de concret et pourrait même, dit-on, n'être jamais utilisée si le système de l'OTAN donnait toute satisfaction aux Européens. On parle simplement sur le fait que l'alliance, en cas de coup dur (réveil de la menace soviétique, instabilité en Europe centrale...), pourrait révéler ses faiblesses, une révélation américaine à s'engager, par exemple. On veut que, dans une telle éventualité, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze aient la possibilité de réagir, de constituer le cas échéant un état-major commun, de coordonner une éventuelle intervention des forces d'action rapide nationales.

Cela n'a plus rien à voir avec l'idée d'armée européenne intégrée qui bannit les esprits il y a quelques années, et dont la brigade franco-allemande se voulait une sorte de préfiguration embryonnaire. La démarche aujourd'hui est inverse : c'est la coordination de forces nationales qui est prônée, non l'intégration supranationale. « On ne peut pas faire la défense européenne sans les Européens, ni aujourd'hui contre les Américains », dit un proche de M. Mitterrand. A quoi certains de ses partenaires répondent que la France pourrait peut-être enfin envisager de la faire avec eux, dans l'OTAN. Les plus atlantistes lui reprochent la mauvaise foi ; ils la soupçonnent de se crispier dans sa tour d'ivoire et de ne critiquer les réformes en cours que pour ne pas avoir à s'impliquer davantage dans l'alliance. Cercle vicieux.

CLAIRE TRÉAN

(1) L'UEO comprend les douze pays membres de la Communauté sauf le Danemark, l'Irlande et la Grèce. Elle a coordonné des opérations de soutien logistique aux forces engagées dans la guerre contre l'Irak et des opérations de déminage dans le Golfe.

(2) La zone d'opération de l'OTAN est limitée par le traité de 1949 à l'Amérique du Nord, l'Atlantique Nord et l'Europe occidentale.

Prochain article : Quand l'OTAN triomphe à l'Est, par Michel Tatu.

La communauté internationale tente de persuader les boatpeople de rentrer au Vietnam

Les vingt-neuf pays participants à Genève à une conférence des Nations unies sur les réfugiés indochinois organisée par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) ont tenté de persuader les quelque 110 000 boatpeople qui se trouvent dans les camps du Sud-Est asiatique qu'il n'y avait pour eux aucun avenir hors du Vietnam. La conférence n'a pas tranché sur l'éventualité de mesures de rapatriement forcées auxquelles Hongkong menace de recourir.

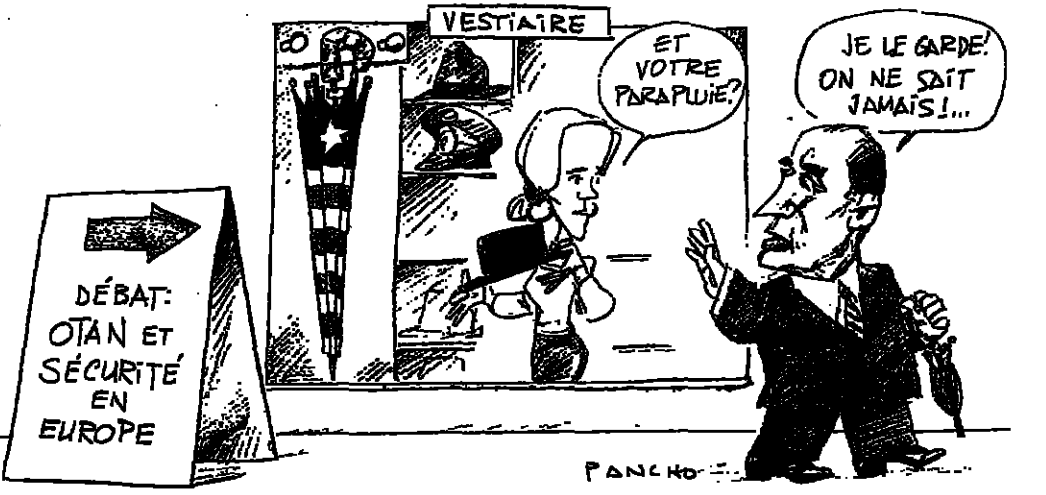
Selon un communiqué du HCR, publié le 1^{er} mai, les participants ont voulu « contrecarrer les rumeurs qui ont engendré l'aggravation de faux espoirs parmi les Vietnamiens dans les camps temporaires de premier asile ». Parmi ces rumeurs qui freinent les retours volontaires, circule celle que le Koweït serait prêt à embaucher des réfugiés vietnamiens pour la reconstruction du pays.

Selon le communiqué, « les personnes qui ne sont pas reconnues comme réfugiés doivent savoir qu'elles n'auront finalement pas d'autre solution que de rentrer au Vietnam avec des garanties pour leur sécurité et la dignité supervisées par le HCR ». Jusqu'à présent 80 % des boatpeople soumis aux opérations de sélection à Hongkong depuis 1988 n'ont pas été reconnus comme réfugiés politiques, mais comme des migrants économiques en quête de travail.

« La patience des pays de premier asile (Indonésie, Hongkong, Thaïlande, Malaisie, Philippines) n'est pas illimitée », a souligné l'un des participants. Un représentant britannique a estimé que la situation était devenue intolérable à Hongkong où se trouvent près de la moitié des boatpeople d'Asie du Sud-Est. Il a précisé que la colonie britannique serait peut-être amenée à prendre prochainement « d'autres mesures », laissant présager des rapatriements forcés.

Le HCR, a souligné un de ses responsables, M. Jamshid Anvar, ne veut en aucun cas s'associer à des rapatriements forcés, auxquels les Etats-Unis ont aussi rappelé leur opposition.

La CEE a confirmé le début d'un programme de quelque 12 millions de dollars visant à des créations d'emploi pour inciter les Vietnamiens à rentrer chez eux. Le directeur du programme pour les réfugiés au département d'Etat américain, M. Princeton Lyman, a déclaré que Washington n'envisage pas d'y participer ni de lever son embargo économique. - (AFP, Reuters)



ASIE

THAÏLANDE : malgré la levée de la loi martiale

Les militaires conservent les leviers de commande

Le Conseil national de maintien de la paix, qui a pris le pouvoir lors du coup d'Etat du 23 février en Thaïlande, a annoncé, jeudi 2 mai, la levée de la loi martiale, le calme prévalant dans l'ensemble du royaume. Cette mesure n'affecte pas, cependant, certains districts frontaliers jugés trop sensibles par les militaires.

BANGKOK

de notre correspondant

Les généraux thaïlandais n'ont pas à se plaindre. Voilà déjà plus de neuf semaines, le renvoi du gouvernement de M. Chatichai Choonavan, la dissolution du Parlement et l'abolition de la Constitution s'étaient déroulés sans incident et n'avaient provoqué aucun mouvement de protestation. Au plus, quelques gestes d'humour.

Il est vrai que les forces armées avaient fait preuve à l'occasion d'une belle unanimité, ce qui ne pouvait que décourager toute velléité d'opposition. Pourquoi, alors, imposer pendant une si longue période une loi martiale qui n'a guère affecté la vie quotidienne des Thaïlandais tout en étant du plus mauvais effet à l'étranger ?

La seule réponse est sans doute une combinaison entre la méfiance et la

volonté d'afficher une autorité. Toutefois, est-il que les militaires ont profité de l'intervalle pour remettre les pendules à l'heure, parfois de façon pesante mais, dans certains cas, non sans habileté. Leur manœuvre la plus adroite a été la nomination d'un gouvernement intérimaire, dirigé par un talentueux ancien fonctionnaire devenu entrepreneur, M. Anand Panyarachun, qui a su rassembler autour de lui une solide équipe de technocrates. Les milieux d'affaires pouvaient d'autant plus respirer que M. Anand a su donner une crédibilité à l'intention affichée des généraux de restaurer un régime démocratiquement élu dans un délai de quatorze mois.

Les généraux n'ont pas pour autant cédé les principaux leviers de commande à un cabinet dont la majorité des membres sont des civils, redevables devant eux et dont ils contrôlent deux portefeuilles-clés, la défense et l'intérieur. Ils ont promulgué une Constitution intérimaire qui leur accorde de très larges pouvoirs et nommé une Assemblée, également intérimaire, dont la majorité des membres sont issus de leurs rangs et qui a déjà voté la dissolution des syndicats dans les entreprises nationales. Ils seront les maîtres d'œuvre de la future Constitution et ont déjà procédé à des nominations qui leur ont permis, par exemple, de reprendre le contrôle d'entreprises nationales. Ils ont également réaffirmé leur autorité

en matière de politique étrangère, du moins en ce qui concerne les pays frontaliers de la Thaïlande. Et même le projet de budget national, présenté le 30 avril, leur fait la part belle, avec une augmentation de 13,5 % octroyée au ministère de la défense, l'éducation nationale venant en deuxième position avec une hausse de 10,6 % de ses crédits.

Rétablir rapidement un régime élu

En bref, le régime précédent avait un peu fait oublier ce qui demeure une réalité de la politique thaïlandaise : l'établissement politico-militaire perdure parce que la démocratie demeure encore mal ancrée dans les mœurs et que sa pratique laisse trop de place à la corruption. Le régime parlementaire était très vulnérable et, en lui-même, le coup d'Etat du 23 février, mené dans l'indifférence, a suscité moins de vagues que l'appréhension, ultérieure, de voir les généraux avoir la main trop lourde, en particulier en maintenant une loi martiale dont peu de gens comprennent encore la nécessité. Même un ancien patron de l'armée, le général Chaovavith, reconverti depuis un an dans la politique, avait conseillé aux généraux de rétablir « rapidement » un régime élu.

Cette loi est désormais levée sur la majeure partie du territoire et la classe politique thaïlandaise va pou-

voir songer à la prochaine échéance, celle d'élections générales, qui pourraient avoir lieu avant la fin de l'année. Dans ce domaine, les traditions locales de clientélisme reprendront leurs droits, quel que soit le système retenu. Il reste cependant à savoir si l'armée résistera à la tentation de former son propre parti, ce qu'elle a toujours renoncé à faire ouvertement par le passé.

Sur le plan diplomatique, la Thaïlande n'a pas trop souffert, jusqu'ici, de l'opprobre de certains de ses alliés. Le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, vient de passer quarante-huit heures en visite officielle à Bangkok, donc sans attendre la levée annoncée de la loi martiale, ce qui assure bien d'une coopération de plus en plus étroite entre les deux pays. Les Américains attendront sans doute les prochaines élections pour décaler une aide relativement modeste, mais les relations entre Bangkok et Washington n'en demeurent pas moins solides.

Quant aux milieux d'affaires, ils se satisfont à l'idée que la croissance prévue de la Thaïlande devrait se poursuivre, dans les années à venir, à un taux supérieur à 8 %. C'est un peu moins bien que les cinq dernières années mais cela fait toujours de ce royaume un très bon champ d'investissements.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CAMBODGE

Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir rompu le cessez-le-feu

BANGKOK

de notre correspondant

Les factions en présence au Cambodge se sont accusées mutuellement d'avoir violé le cessez-le-feu qu'elles s'étaient engagées à respecter à compter du mercredi 1^{er} mai. Mais rien n'indique, pour l'instant, qu'il s'agisse de graves violations ni que d'intenses combats aient eu lieu.

Les sihanoukistes ont été les premiers, dès mercredi, à protester contre des attaques de leurs adversaires dans les provinces de Siem Reap et de Kompong-Thom. De son côté, dans une lettre adressée jeudi aux coprésidents indonésien et français de la conférence de Paris ainsi qu'au secrétaire général de l'ONU, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, a fait état de violations du cessez-le-feu par les guérillas dans trois provinces du nord et de l'ouest du pays.

Les Khmers rouges, groupe de guérilla le plus important, ont été, vendredi, les derniers à faire état de violations du cessez-le-feu par leurs adversaires. Mais leur radio avait, la veille, affirmé que les forces de Phnom-Penh avaient reçu l'ordre de s'emparer, « à n'importe quel prix », du centre minier de Pailin. Ce secteur est situé à

proximité de la frontière thaïlandaise et demeure, pour l'essentiel, sous le contrôle des Khmers rouges en dépit d'attaques menées en mars par Phnom-Penh.

Aucun contrôle indépendant du cessez-le-feu n'a été mis en place. Paris et Djakarta ont simplement demandé son instauration pour faciliter des négociations qui doivent reprendre, en principe en juin, dans la capitale indonésienne. Mais les échanges d'accusation ne signifient pas pour autant que les combats n'aient pas diminué d'intensité depuis mercredi. Il semblerait même, selon certains observateurs, que le contraire se soit produit. De toute façon, les combats se résument souvent à des échanges de tirs d'artillerie et, avec l'arrivée des pluies, ils perdent traditionnellement de leur intensité. Enfin, des soldats de plus en plus nombreux manifesteront, dans les deux camps, leur lassitude de la guerre, à l'exception, apparemment, des Khmers rouges, d'ailleurs, mais ces derniers ne cherchent pas à se faire remarquer et consacrent plutôt, ces derniers temps, leur énergie à tenter de quadriller les campagnes et d'y saper l'autorité de leurs adversaires.

J.-C. P.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les prémices de la campagne présidentielle

Le grand désarroi des démocrates

Dix-huit mois avant l'élection présidentielle de novembre 1992, les démocrates n'ont encore trouvé aucun candidat sérieux pour tenter d'affronter un président George Bush encore auréolé de la gloire de la guerre du Golfe. Plus grave, ce sont les orientations mêmes du Parti démocrate qui, incapable de se renouveler et de damer le pion aux républicains, sont en jeu.

WASHINGTON

de notre correspondant

Un démocrate, enfin, s'est jeté à l'eau, lancé dans la longue aventure qui peut conduire à la présidence des États-Unis en 1992. C'est un ex-sénateur du Massachusetts, M. Paul Tsongas, libéral, visage doux et avenant, et chances de gagner à peu près nulles, qui le premier s'est porté candidat à l'investiture de son parti, et a promis - refrain connu - d'en décider avec « la médiocrité de Washington ».

L'échec est encore bien lointain - dix-huit mois, - et pourtant la campagne démarre avec beaucoup de retard : à la même époque, il y a quatre ans, quatre candidats décimés depuis des mois les campagnes de l'Iowa et du New-Hampshire, lieu des premières « primaires » et donc de la première bataille, considérée comme essentielle pour la suite des opérations.

Si cette fois les prétendants semblent beaucoup moins pressés, c'est pour une part parce que, de l'avis général, la dernière campagne fut beaucoup trop longue : le public ne s'y intéressait pas encore que déjà certains candidats (le souvenir-on du beau Gary Hart ?) s'étaient brûlés les ailes, en mettant imprudemment la presse au défi de prouver leurs infidélités conjugales. L'épreuve était trop longue, et les

efforts acharnés consentis dans l'Iowa et le New-Hampshire se sont révélés vains, les vainqueurs à ces premières escarmouches mordant bien vite la poussière.

Une autre raison majeure du peu d'empressement des candidats est la nature de l'élection à venir : cette fois, le président sortant peut se représenter, alors qu'en 1988 M. Ronald Reagan arrivait au terme de son mandat et que son vice-président et successeur naturel, M. George Bush, semblait un personnage bien fat et un candidat assez peu redoutable.

Le George Bush d'aujourd'hui est au contraire un adversaire formidable, doté de tous les avantages que procure la Maison Blanche, et fort de la « gloire » acquise au Panama et en Irak. Sans doute sa popularité n'est plus tout à fait ce qu'elle était à l'apogée de la guerre du Golfe - plus de 90 %... - et sans doute un nombre croissant, mais encore très minoritaire, d'Américains commencent à éprouver quelques doutes sur la valeur d'une victoire acquise sur un adversaire au produit national égal à celui du Kentucky, soit un centième de celui des États-Unis.

La hantise du déclin

Le gâchis humain provoqué par le conflit et ses suites tempère aussi un peu le triomphisme initial, d'autant que « Saddam Hussein-Hitler » est toujours là, que « l'après-guerre » se révèle bien difficile à gérer et que le « nouvel ordre mondial » se perd dans les sables. Du coup, ceux qui s'étaient opposés au choix de la guerre, longtemps contraints au silence sous la pression des événements et de l'opinion, retrouvent leur voix et leurs convictions.

Mais, même si les lauriers perdent un peu de leur fraîcheur, on n' imagine pas un candidat assez fou pour aller attaquer M. Bush sur

ce flanc-là, sous peine de provoquer l'indignation générale. Le défaut de la cuirasse est ailleurs : une économie languissante, des problèmes sociaux qui persistent ou s'aggravent, un système de santé de plus en plus inadéquat, la hantise du déclin de l'Amérique, qu'une facile victoire contre un adversaire trop faible n'a pas vraiment effacée.

Il y aurait là, en théorie, matière à une belle empoignade politique, d'autant que M. Bush a donné, à l'automne dernier, des signes de faiblesse, menant avec beaucoup de maladresse et d'indécision les négociations sur le budget, après avoir été contraint de renier sa promesse de ne pas augmenter les impôts.

Usés avant d'avoir servi

Pourtant, conscients du danger qu'il y aurait à trop dégrader le « front intérieur », l'administration républicaine s'est un peu ressaisie. M. Bush a fini par obtenir une baisse des taux d'intérêt, dans l'espoir de faire redémarrer l'économie. Une récente initiative sur l'éducation est également venue rappeler que le titre revendiqué par le candidat Bush : « Je serai le président de l'éducation », était un peu plus qu'un slogan électoral, même si les moyens mis en œuvre sont très modestes.

Mais, y compris sur ce front intérieur, le plus grand force de M. Bush, c'est la faiblesse de la partie adverse, l'absence de tout concurrent menaçant chez les démocrates. M. Paul Tsongas, son premier adversaire déclaré, est si peu pris au sérieux que la chaîne ABC a expédié en deux phrases l'annonce de sa candidature. Il est vrai qu'entre gréco-américain, libéral, et du Massachusetts, ce n'est vraiment pas le moyen de faire oublier la défaite d'un certain Michael Dukakis, alors gouverneur de l'État

et écrasé par George Bush en 1988 avant d'être rejeté par ses propres administrés.

Qui pourrait alors faire figure d'adversaire vraiment dangereux ? Plusieurs candidats présumés ou du moins candidats ont déjà été pratiquement rayés des tablettes, parce qu'ils ont voté contre la guerre du Golfe : M. Sam Nunn, redoutable président de la commission des forces armées du Sénat, ou M. Bill Bradley, ex-étoile montante du Parti démocrate (mais à vrai dire on imaginait bien, mal le premier, homme froid et raide, sur des tréteaux électoraux, et le second s'est embourbé localement dans des problèmes budgétaires).

D'autres « potentiels » de toujours semblent usés avant d'avoir servi, tel M. Mario Cuomo, le gouverneur de New-York, dont les conquêtes laissent à peu près tout le monde, et qui de plus a compromis ses chances en étant contraint à augmenter massivement les impôts locaux. Certains malsent sur M. Charles Robb, démocrate de Virginie et gendre de feu le président Lyndon Johnson, mais, depuis que la chaîne NBC a fait écho de ses relations supposées avec un ex-mannequin (l'intéressé admet seulement s'être laissé « masser »), et le regrette profondément, ses ambitions semblent réduites à néant.

Resteraient donc le sénateur Al Gore, rescapé de la dernière campagne, où son agressivité et un certain opportunisme n'avaient pas suffi à le faire aller très loin. Il présente, lui, l'avantage d'avoir « bien » voté, c'est-à-dire pour la guerre du Golfe, et c'est en lui que les hommes de la Maison Blanche voient, à ce stade, l'adversaire le plus vraisemblable.

Et puis, une fois de plus, M. Jesse Jackson aura peut-être du mal à résister à l'appel des micros et des foules, et, une fois de plus, il fera semblant de croire qu'il a une

chance de gagner et de prouver que « l'espoir est vivant ». Mais même si le « révérend Jackson » possède cette chaleur humaine, cette électricité qui manque à presque tous les autres, lui aussi est usé, on connaît ses stances, ses discours rimés, ses trucs, et son « radicalisme » qui sent le souffre. D'ailleurs, cette fois, il n'est même pas certain d'être le seul candidat noir - le gouverneur de Virginie, M. Douglas Wilder, pourrait lui aussi se mettre sur les rangs, et donner lui, non dans le lyrisme, mais dans le pragmatisme, sans autre espoir que celui d'obtenir un succès d'estime. La liste, bien sûr, n'est pas close, mais la difficulté, pour le Parti démocrate, ne tient pas tant à l'absence d'oiseau rare, de candidat de choc, qu'à la faiblesse du parti lui-même, à l'incapacité de ses positions politiques, et, disent certains militants amers, à un certain manque de courage politique.

Même sur un sujet aussi « simple » que la nécessité d'introduire, sur le territoire américain, un minimum de contrôle sur la vente des armes à feu, on trouve des dirigeants du parti pour hésiter, freiner des quatre fers... Comment dans ces conditions aborder des problèmes autrement difficiles, comme la réforme du système de santé, l'éducation, ou la situation de plus en plus désespérée où s'enfoncent une forte proportion de la population noire des grandes villes ?

Des candidats faibles et un parti divisé et indécis en face d'un président en malade, comment les démocrates auraient-ils le moral à l'aube de cette campagne présidentielle ? Et pourtant, même si l'année ne leur apporte aucune divine surprise, il leur faudra bien aller au charbon, livrer bataille, quitta à perdre à nouveau. Mais à perdre, au moins, honnêtement, sous peine de compromettre leurs chances pour... 1996.

JAN KRAUZE

EN BREF

■ CHINE : M. Han Dongfang, fondateur du premier syndicat indépendant, a été libéré. - M. Han Dongfang, fondateur et dirigeant du premier syndicat ouvrier chinois indépendant depuis 1949, emprisonné après l'écrasement du « printemps de Pékin », a été libéré dimanche 28 avril, a annoncé mercredi, à New-York, le groupe de défense des droits de l'homme Asia Watch, sans identifier ses sources. - (AFP)

■ Visite du ministre soviétique de la défense. - Le maréchal Dimitri Iassov, ministre soviétique de la défense, est arrivé vendredi 3 mai à Pékin pour une visite, qui avait dû être reportée l'an dernier en raison de la situation internationale et de la crise intérieure en URSS. La Chine souhaite acquiescer des armements soviétiques sophistiqués, y compris des chasseurs et peut-être des missiles, ont indiqué des sources diplomatiques. - (Reuters)

■ VIETNAM : les camps de rééducation. - Il ne reste plus dans les camps de rééducation datant de la fin de la guerre, en 1975, qu'une centaine de criminels assésés de sang, téus, qui refusent d'être rééduqués », a déclaré le ministre vietnamien de l'intérieur, M. Mai Chi Tho, dans un entretien publié mardi 30 avril par l'hebdomadaire officiel *Grande Solidarité*. La libération de toutes les personnes détenues dans ces camps est une des conditions posées par Washington à la normalisation de ses relations avec Hanoï (le Monde du 23 avril). - (Reuters)

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lemaire, gérant

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Gollu

directeur de la gestion

Manuel Luciani

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amic

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(joindre au directeur de la rédaction)

Thierry Fereczi

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Bourne-Méry (1944-1989)

Jacques Lemaire (1989-1992)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGÈRE

75001 PARIS CEDEX 6

Tél. : (1) 40-95-25-25

Télécopieur : 40-95-25-99

ADMINISTRATIF :

1, PLACE HUBERT-BOURNE-MÉRY

94802 NITVY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-95-25-25

Télécopieur : 40-95-30-10

Le Monde des
PHILATELISTES
MAI 1991
DOSSIER
LES TIMBRES ET LES CARTES POSTALES CITROËN
● Histoire postale : l'exposition coloniale de 1931 à Paris.
● Les timbres postaux d'Alsace.
● Collections : les carnets de timbres des îles Anglo-Normandes.
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ALANTOURS « NORVÈGE »
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE DES FJORDS
Circuits accompagnés
8 jours/7 nuits Paris-Paris,
pension complète : 7 680 F
(départs juillet et août).
Demandez la brochure SCANDINAVIE
à votre agent de voyage ou ALANTOURS,
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
☎ (1) 42 96 59 78.

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions
Chaque samedi - date d'impression

سكنا في الامم

50 كتاب الامل

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : un revers pour M. Major

Les travaillistes ont remporté les élections locales en Angleterre et au pays de Galles

Le Parti travailliste sort nettement vainqueur des élections locales qui ont eu lieu, jeudi 2 mai, en Angleterre et au pays de Galles. Le transfert des voix en sa faveur par rapport au scrutin local de 1987 est de l'ordre de 5 %. Les travaillistes ont obtenu environ 38 % des suffrages et les conservateurs 36 %. Les démocrates libéraux enregistrèrent également des succès importants. Il semble donc désormais exclu que M. John Major procède à des élections générales anticipées avant cet été.

Labour a été de l'ordre de 10 % dans le Sud, nettement plus que dans le reste du pays. La chute de Plymouth, le grand port de guerre du Devon, à la frontière de la Cornouaille, est symbolique de ce mouvement. La ville était tenue depuis vingt-cinq ans par les conservateurs. Ceux-ci peuvent désormais s'interroger sur le bénéfice éventuel que leur apporterait le ralliement de M. David Owen, député de Plymouth, ancien transfuge du Parti travailliste, qui a fini par abandonner sa petite formation social-démocrate et n'appartient plus à aucun parti.

Séisme
le centre gauche

LONDRES
de notre correspondant

On votait jeudi dans tout le pays sauf en Ecosse, en Irlande du Nord et à Londres. Il s'agissait d'élire 12 370 conseillers locaux et municipaux. Les conservateurs ont perdu environ 780 sièges tandis que les travaillistes en ont gagné plus de 420 et les démocrates libéraux près de 450. Ce n'est pas un véritable désastre pour les Tories, mais il s'agit d'un sérieux revers.

Le phénomène le plus intéressant est la percée des travaillistes dans le sud du pays. La Grande-Bretagne est divisée depuis des lustres entre un Nord appauvri et désindustrialisé, où les travaillistes sont de loin majoritaires, et un Sud plus prospère, solidement tenu par les conservateurs. Le transfert des voix en faveur du

On prêtait à M. Major l'intention de faire entrer M. Owen dans son gouvernement pour séduire un certain nombre d'électeurs de centre gauche qui ne font pas confiance aux capacités de M. Kinnoch de gouverner un jour le pays. Le fait que les électeurs mêmes de M. Owen aient massivement voté pour les travaillistes, lors d'un scrutin local, laisse mal augurer de cette stratégie.

Les travaillistes ont également emporté Nottingham, au cœur de la vieille Angleterre, et Blackpool, la station balnéaire située sur la mer d'Irlande, qui vit du tourisme populaire et des congrès. La victoire du Labour à Cardiff, la grande cité galloise, est une bonne nouvelle pour le Galles qu'est M. Kinnoch. A Liverpool, cinq des six candidats d'extrême gauche, dissidents du Parti travailliste, qui s'étaient présentés

contre les candidats officiels du parti, ont été élus. L'événement confirme la persistance d'un courant d'extrême gauche dans cette ville mais ne semble pas constituer un véritable danger pour les travaillistes. La vie municipale a été en effet souvent mouvementée à Liverpool ces dernières années.

Les conservateurs perdent Canterbury, Winchester ainsi que l'ensemble du West-Lancashire. Les démocrates libéraux prennent le contrôle des conseils municipaux d'Eastbourne et de Torbay, deux villes plutôt cossues de la côte sud de l'Angleterre. Ils sont d'autant plus satisfaits de leur succès à Eastbourne

qu'ils ont remporté récemment une spectaculaire élection législative partielle dans cette ville. Ils deviennent également majoritaires au conseil municipal de Cheltenham, une ville moyenne située à 130 km à l'ouest de Londres, qui a été le théâtre d'une polémique interne au parti conservateur. L'état-major conservateur a décidé de présenter M. John Taylor, un candidat noir, aux prochaines élections législatives de Cheltenham. Certains conservateurs locaux ont publiquement désapprouvé ce choix, et se sont peut-être vengés en votant jeudi pour les démocrates libéraux...

DOMINIQUE DHOMBRES

AFRIQUE

Des Noirs pourraient participer au gouvernement sud-africain

Suite de la première page

Le président De Klerk a précisé que la loi serait « profondément remaniée ». Il cède ainsi, de manière spectaculaire, à l'une des sept revendications présentées au gouvernement par l'ANC, dans un ultimatum qui expire jeudi 9 mai.

Voté en 1982, l'Internal Security Act autorise les détentions arbitraires, les poursuites et déportations pour raisons politiques et le bannissement. Ce texte donne également aux autorités le pouvoir d'interdire des organisations, des publications et des rassemblements. La suppression de ces diverses mesures répressives — en vigueur de facto, depuis le début des années 80 — devrait permettre de « lever les obstacles qui empêchent une participation normale à la vie politique », a souligné M. De Klerk.

Soucieux d'éviter un affrontement majeur avec l'ANC, le président De Klerk espère sans doute, non sans habileté, mettre l'organisation nationaliste au pied du mur. En affichant, à nouveau, sa volonté de dialogue, le numéro un sud-africain pousse l'ANC à assouplir, à son tour, sa position. La conférence tripartite, à laquelle le président De Klerk a convié l'ANC et l'Inkatha, afin de tenter d'apaiser la vague des violences qui ensanguinent le pays, reste fixée aux 24 et 25 mai, a déclaré le président De Klerk. L'ANC, qui a catégoriquement refusé de participer à ce sommet, reviendra-t-elle sur sa décision ? Le chef de l'Etat en a publiquement émis le souhait : la porte « restera ouverte jusqu'au dernier moment », a-t-il insisté.

Autre mesure d'assouplissement : les derniers prisonniers de l'île de Robben-Island, où M. Nelson Mandela a passé l'essentiel de ses vingt-sept ans de captivité, vont être transférés dans une autre

prison, celle de Polmoor, située sur le continent, non loin de la ville du Cap. Selon les autorités, quarante-deux détenus se trouvent encore à Robben-Island. Celle-ci ne devrait abriter, désormais, que les seuls prisonniers de droit commun. La libération de tous les prisonniers politiques, prévue avant le 30 avril, selon les termes de l'accord signé en août par le gouvernement et l'ANC, est cependant loin encore d'être acquise. Selon la commission des droits de l'homme, seuls neuf cent trente-trois prisonniers politiques ont été relâchés depuis février 1990, et au moins sept cent trente-huit se trouvent toujours derrière les verrous.

C.S.

YUGOSLAVIE

Neuf policiers tués en Croatie par des miliciens de la minorité serbe

Selon le président croate, M. Franjo Tudjman, au moins neuf policiers croates ont été tués et trois autres sont portés disparus à la suite des fusillades qui ont opposé, jeudi 2 mai, la police de la Croatie à des membres armés de la minorité serbe vivant à Borovo-Selo et à Poljica, dans l'est de la République.

L'armée fédérale, avec des chars, a été déployée pour rétablir l'ordre. Rectifiant le bilan diffusé auparavant par la télévision croate, faisant état de trente-cinq morts, M. Franjo Tudjman a accusé, dans la nuit de jeudi à vendredi, la Serbie d'être à l'origine de ces incidents, qui sont les plus sanglants jamais intervenus entre Serbes

et Croates depuis la seconde guerre mondiale. « Nous observons, je pourrais dire, le commencement d'une guerre ouverte contre la République de Croatie », a-t-il déclaré. Il a lancé un appel au calme, tout en soulignant que les relations avec la Serbie devraient être révisées et que la Croatie défendrait son territoire si nécessaire. « Nous venons de connaître les jours les plus tragiques de la courte histoire des nouvelles autorités démocratiques, un an après la victoire de la jeune démocratie en Croatie », a déclaré le président en faisant allusion aux élections pluralistes qui ont chassé les communistes du pouvoir l'année dernière. — (Reuter, AFP.)

URSS

M. Gorbatchev promet de faire cesser les violences en Arménie

Au cours d'une conversation téléphonique avec le président du Soviet suprême arménien, M. Levon Ter-Petrosian, mercredi 1^{er} mai, M. Mikhaïl Gorbatchev a promis qu'il prendrait des mesures pour faire cesser les violences interethniques dans le Caucase.

Selon un nouveau bilan, rendu public à Moscou, trente-six personnes ont trouvé la mort dans deux villages arméniens d'Azerbaïdjan pris d'assaut, mardi, par les forces du minis-

tère soviétique de l'intérieur et des unités spéciales (OMON) azéries.

Le président arménien a affirmé avoir la preuve que cette opération avait été préparée par le ministère soviétique de l'intérieur et le gouvernement communiste d'Azerbaïdjan pour entraver la marche de l'Arménie vers l'indépendance et renforcer l'autorité du président azerbaïdjanais Ayaz Moutalibov. — (Reuter.)

NORVÈGE

"TOUR AUTO NORVÈGE"

Circuits individuels
8 jours/7 nuits Paris-Paris,
avion + voiture + hôtel
à partir de : 6 630 F
base 4 personnes
(départs juillet et août).

Demandez la brochure SCANDINAVIE
à votre agent de voyage ou ALANTOURS,
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
(1) 42 96 59 78.



Ni réforme ni révolution

Depuis deux cents ans, l'argumentaire des conservateurs est immuable. Albert Hirschman en démonte l'architecture avec brio.



C'est assez généralement à l'intersection de plusieurs approches que surgissent les livres qui bousculent les idées reçues et renouvellent les perspectives : l'axiome se vérifie une fois de plus avec le dernier livre d'Albert O. Hirschman... La simple analyse est incapable de faire saisir le jaillissement de la réflexion et la richesse des aperçus sur quelques-uns des plus grands problèmes de la pensée politique.

Albert O. Hirschman montre comment, avec les mêmes raisons formulées parfois dans les mêmes termes, les droites ont refusé les libertés au XVIII^e siècle, le suffrage universel au XIX^e, et l'Etat-providence au XX^e. Le résultat en est si édifiant et la lecture si actuelle que je recommande ce livre à tous ceux qui cherchent à établir un lien entre la politique et la politique.

Collection "L'espace du politique" dirigée par Pierre Birbaumer
FAYARD

TWA, c'est l'Amérique en non-stop.

NEW YORK
NEW YORK
BOSTON
WASHINGTON
ST LOUIS
LOS ANGELES

TWA, c'est l'Amérique sans escale depuis Paris, à partir du 2 mai. C'est l'Amérique 2 fois par jour avec les vols pour New York. C'est l'Amérique au quotidien pour Boston, Washington et St-Louis. Et 3 fois par semaine pour Los Angeles dès juin. Appelez votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11 pour de plus amples informations.



PROCHE-ORIENT

Un livre de Bob Woodward sur le conflit du Golfe

Le chef d'état-major américain aurait préféré les sanctions à la guerre

WASHINGTON
de notre correspondant

Le chef d'état-major américain, le général Colin Powell, penchait pour une politique de sanctions contre l'Irak, mais le président Bush a préféré la guerre. Telle est la «révélation» majeure d'un livre accueilli avec autant d'intérêt que de suspicion en raison de la personnalité de son auteur : Bob Woodward, célèbre pour son rôle dans la mise à nu du scandale du Watergate, mais dont les méthodes de travail et le style d'écriture font lever bien des sourcils. N'avait-il pas, dans un autre ouvrage, tiré de vastes conclusions d'un mot à peine audible qu'aurait grémelé devant lui, sur un lit d'hôpital, un ex-directeur de la CIA, mort au moment de la parution ?

Au Panama
de la

Cette fois, les morts ne parlent pas, mais le nouveau livre de Woodward, *Les Commandants*, dont le *Washington Post* a commencé à publier quelques extraits, se fonde sur des confidences faites sous la condition de l'anonymat et est écrit comme un roman : l'auteur ne cite pas ses sources, mais raconte ce qu'il dit ou pense les protagonistes.

Il semble toutefois qu'une partie des confidences recueillies proviennent du général Powell lui-même. Interrogé sur le livre, le président Bush, tout en prenant soigneuse-

ment ses distances et en disant tout le mal qu'il en pensait, n'a d'ailleurs pas démenti qu'il y ait pu y avoir différence d'opinion entre lui-même et le chef d'état-major, premier personnage de la hiérarchie militaire américaine, subordonné direct du secrétaire à la défense. « Il doit donner son avis au commandant en chef (c'est-à-dire au président), a ainsi déclaré M. Bush à propos du général Powell, mais quand le commandant en chef prend une décision, il

salue et marche conformément aux ordres ».

Bob Woodward ne surprend en tout cas personne en dépeignant un président Bush qui penchait dès le début pour une solution militaire et faisait tout son possible pour convaincre les Saoudiens d'accepter l'assistance des Etats-Unis. Et on savait aussi déjà que le général Powell avait mis en garde contre toute intervention militaire précipitée, c'est-à-dire lancée avec des moyens insuffisants.

Mais, à en croire Woodward, ses réticences allaient plus loin et, au mois d'octobre dernier, il aurait fait valoir qu'une politique d'endiguement de l'Irak pouvait être couronnée de succès, même si elle risquait de prendre un an ou deux. M. Bush lui aurait alors répondu : « Je ne pense pas que politiquement il y ait suffisamment de temps pour une telle stratégie », avant d'ordonner le doublement des forces américaines dans le Golfe, ce qui traduisait la volonté d'en finir par la force.

Auparavant, le chef d'état-major avait tenté en vain de faire valoir ses thèses auprès du secrétaire à la défense et du général Scowcroft, conseiller présidentiel. Il n'aurait retenu l'attention qu'auprès du secrétaire d'Etat James Baker — que ce dernier ait nourri peu d'enthousiasme pour la guerre est également une thèse généralement admise à Washington.

Autres indications dans ce livre : un analyste de la DIA (Defense Intelligence Agency) aurait annoncé que l'Irak allait envahir le Koweït deux jours avant que l'attaque n'ait lieu, dans l'espoir que la Maison Blanche adresserait une mise en garde dissuasive à Saddam Hussein.

Bob Woodward relate aussi les préparatifs d'une autre intervention militaire, l'invasion du Panama en décembre 1989. Cette fois encore, M. Bush aurait de longue date déterminé à agir militairement et n'aurait cherché qu'un prétexte pour lancer l'attaque, alors même que le général Noriega s'appliquait à éviter tout incident avec les Etats-Unis.

J. K.

Selon un rapport du Sénat

Washington a refusé de soutenir des dissidents militaires irakiens

Selon un rapport publié jeudi 2 mai par la commission des affaires étrangères du Sénat, les Etats-Unis ont refusé d'apporter leur soutien à un groupe de militaires irakiens dissidents qui avaient pris contact, début mars, avec l'opposition en vue de rallier la rébellion ou de préparer un éventuel coup d'Etat.

Ce rapport précise que des officiers irakiens étaient entrés en relation avec le comité d'action commune, qui regroupe toutes les tendances politiques de l'opposition en exil. « Ils envisageaient d'apporter des forces pouvant être décisives du côté des rebelles (...), mais ils voulaient d'abord recevoir

une indication que ces derniers disposaient du soutien des Etats-Unis », lit-on dans ce document.

Mais Washington, craignant un démantèlement de l'Irak, avait refusé des contacts publics avec les Kurdes et l'opposition, ce qui avait été interprété comme « une claire indication que les Etats-Unis ne désiraient pas que la rébellion réussisse », a déclaré le porte-parole de la commission en ajoutant qu'« à la suite de ces signaux négatifs, les opposants militaires potentiels » étaient restés passifs « pendant que la rébellion était écrasée ». — (AFP)

Pour assurer la protection des réfugiés kurdes

Les alliés étendent leur présence dans le nord de l'Irak

Des milliers de soldats alliés se déplaçant en camion, en jeep et en hélicoptère ont fait jeudi 2 mai un bond de 70 kilomètres à l'intérieur du nord de l'Irak, élargissant d'autant la zone de sécurité pour les réfugiés kurdes. Les alliés sont parvenus en fin d'après-midi à la ville d'Al Amadiyah, sans rencontrer de résistance de la part des quelques centaines de soldats irakiens présents dans le secteur.

Cette avancée intervient onze jours après la création par des troupes américaines, britanniques, françaises, néerlandaises et canadiennes d'une zone de sécurité autour de la ville de Zakho (nord-ouest de l'Irak), où les soldats irakiens ont été contraints de se retirer, permettant ainsi à des réfugiés kurdes de quitter les montagnes de la frontière turque pour rentrer en Irak.

Environ 2 500 hommes ont participé, sous le commandement du général américain Jay Garner, au mouvement de jeu, qui doit permettre de rapatrier des réfugiés se trouvant dans des camps à proximité de la ville turque de Cukurca. Les irakiens se sont vu intimé l'ordre de maintenir leurs forces à 30 km au moins des positions alliées. Si l'on prend en compte ce *no man's land*, le secteur contrôlé par les alliés s'étend

sur une bande de 115 km sur 50 km. A Bagdad, le président Saddam Hussein a ordonné jeudi la démolition de son palais d'été de Sarsank, en plein cœur de la nouvelle zone de protection créée par les alliés, afin d'éviter qu'il ne leur serve de base.

Fermeture
de la frontière turque

La Turquie a fermé jeudi soir le pont de Habour, principal passage frontalier avec l'Irak, interrompant les mouvements des soldats alliés, des organisations de secours et des réfugiés irakiens se rendant à Zakho, dans le nord de l'Irak. Cette mesure pourrait être une riposte des autorités d'Ankara aux informations de la presse étrangère accusant des soldats turcs d'avoir volé des vivres dans des camps de réfugiés. Jeudi, Robert Fisk, correspondant au Proche-Orient du quotidien britannique *The Independent*, a été arrêté à Diyarbakir pour avoir publié un article mettant en cause les militaires d'Ankara. Il a été conduit de son hôtel au principal poste de police de la ville par six policiers en civil. Mercredi, un porte-parole du ministère des affaires étrangères avait dénoncé vivement cet article en le qualifiant de tendancieux et de faux. — (AFP, Reuters, AP)

Malgré ses révélations
sur la crise des otages américains à Téhéran en 1980

M. Bani Sadr devrait pouvoir obtenir un visa pour les Etats-Unis

Le Département d'Etat américain a recommandé la délivrance d'un visa d'entrée aux Etats-Unis à l'ancien président iranien Abolhasan Bani Sadr. Le secrétaire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, a adressé, jeudi 2 mai, cette recommandation au Département de la Justice, à qui revient la décision finale.

Cette décision avait été retardée parce que M. Bani Sadr présidait l'Iran pendant la période de la crise des otages américains détenus à Téhéran. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater avait précisé jeudi : « Pour chaque membre du gouvernement iranien de cette époque (1979-80), nous étudions soigneusement une demande (de visa) ».

M. Bani Sadr avait adressé sa demande le 23 avril pour venir

promouvoir aux Etats-Unis, à partir du 2 mai, son dernier livre : « Mon tour de parler : Iran, la révolution et les accords secrets avec les Etats-Unis ». Dans ce livre, il affirme que les responsables de la campagne électorale de Ronald Reagan, pour assurer la défaite du président Jimmy Carter, avaient passé un accord secret avec l'Iran pour qu'il ne libère les otages américains qu'après l'élection de novembre 1980. Selon M. Bani Sadr, « il faut une tête de la CIA pour organiser un tel accord secret », et « cette tête n'était pas Reagan mais Bush ». « Donc, à mon avis, c'est Bush qui a organisé tout ça », a-t-il déclaré lors d'une interview diffusée jeudi par la télévision britannique Channel Four. — (AFP)

M. Bush affirme « ne pas être pessimiste » sur les chances de paix

Le président George Bush a affirmé, jeudi 2 mai, « ne pas être pessimiste » quant aux chances de paix au Proche-Orient malgré de « gros obstacles ». Soulignant qu'il voulait poursuivre ses efforts, il n'a pas exclu que le secrétaire d'Etat James Baker puisse se rendre à nouveau dans la région. Il a toutefois déclaré à ce sujet qu'il n'avait « pas de plan immédiat ». Mais, a-t-il ajouté, « cela peut changer à tout moment ».

Pour sa part, le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon, a accusé jeudi les Etats-Unis de vouloir contraindre Israël à accepter un échange « terre contre terre contre terre ». Le chef de file des « faucons » israéliens, qui a reçu mercredi à Washington un accueil glorieux de la part de l'administration Bush, a reproché aux Etats-Unis d'exercer des pressions inadmissibles sur Israël en menaçant de suspendre des prêts financiers destinés à l'intégration de nouveaux immigrants.

Les propos de M. Sharon témoignent des divergences croissantes entre Israël et son allié américain depuis que le premier ministre Itzhak Shamir a rejeté la proposition américaine de conférence de paix au Proche-Orient. M. Sharon n'a pu rencontrer son homologue américain, M. Jack Kemp, qu'à

titre privé et à l'ambassade d'Israël. Le secrétaire d'Etat James Baker est intervenu personnellement pour empêcher que le ministre israélien soit reçu officiellement. Le gouvernement israélien a remis jeudi une note de protestation à l'ambassadeur des Etats-Unis.

M. Hurd : l'occupation
israélienne est un « poison »

A Amman, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a sévèrement critiqué jeudi l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. « L'occupation israélienne qui continue, l'absence de solution, l'absence de justice pour les Palestiniens, sont un poison et une source d'instabilité pour le Proche-Orient », a-t-il dit à l'issue d'un entretien avec son homologue jordanien, M. Taher El Masmri.

Le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, est attendu en Jordanie, le 9 mai, dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient. Après un séjour de quarante-huit heures à Amman, il se rendra en Israël pour la première visite d'un ministre soviétique des affaires étrangères dans ce pays. — (AFP, Reuters)

En visite à Téhéran

M. Roland Dumas prépare une rencontre entre M. Rafsadjani et M. Mitterrand

M. Roland Dumas devait être reçu par le président Ali Akbar Hachemi Rafsadjani et visiter un camp de réfugiés chiites, au cours de la visite de trente-six heures qu'il a entreprise vendredi 3 mai en Iran. Il devait également s'entretenir à trois reprises avec son homologue, M. Ali Akbar Velayati, ainsi qu'avec le ministre du pétrole.

M. Dumas a indiqué, avant de quitter Hongkong pour Téhéran, qu'il s'attacherait à mettre au point une rencontre entre les présidents Mitterrand et Rafsadjani. L'idée, qui témoigne de la normalisation des relations entre les deux pays, avait été directement discutée par les deux dirigeants lors d'un entretien téléphonique pendant la guerre du Golfe, a précisé M. Dumas. Mais le choix du lieu de la rencontre, entre Paris et Téhéran, n'a pas encore été tranché.

Le ministre visitera samedi après-midi un camp de réfugiés chiites ayant fui la répression en Irak qui a été implanté par des Français dans la région septentrionale de Tabriz. Il se rendra dimanche au Koweït.

M. Dumas a indiqué que trois dossiers domineront ses discussions avec les dirigeants iraniens : l'après-guerre du Golfe et l'aménagement de la sécurité dans la région, que l'Iran souhaite débarrasser de toute ingérence étrangère, le sauvetage humanitaire des réfugiés kurdes et chiites, une entreprise dans laquelle Téhéran et Paris ont étroitement coopéré, ainsi que « la participation de la France à l'effort de reconstruction » de l'Iran. Le gouvernement iranien a prévu de consacrer à cette immense tâche quelque 120 milliards de dollars (environ 700 mil-

liards de francs) au titre du plan quinquennal de 1990 à 1994.

M. Dumas entendait d'autre part « faire avancer la solution du contentieux financier qui a longtemps pesé sur les relations bilatérales ». Il porte essentiellement sur la fin du remboursement d'un prêt de 1 milliard de dollars consenti à la France par l'Iran de chah. Six réunions de travail n'ont pas permis à ce jour de trouver une solution à l'amiable, en dépit de la volonté politique d'aboutir proclamée de part et d'autre.

Avant de quitter Hongkong à l'issue d'une réunion des ambassadeurs de France dans la région jeudi, le ministre des affaires étrangères s'est déclaré « raisonnablement ambitieux » quant au renforcement de la présence française en Asie. Soulignant la volonté politique de développer la place économique et culturelle de la France, M. Dumas a admis que des efforts restent à accomplir. La part du marché asiatique dans le commerce extérieur français plafonne aujourd'hui à 2 % seulement, au lieu de 6 % à l'échelle mondiale. La France est, qui plus est, déficitaire de 37 milliards de francs, un montant qui représente près du tiers du déficit global français. — (AFP)

M. Roland Dumas à Koweït-Ville. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, effectuera, dimanche 5 mai, une visite de quelques heures à Koweït-Ville, au cours de laquelle il sera reçu par l'émir Jaber Al Ahmad Al Sabah. Il rencontrera également son homologue koweïtien, Cheikh Salem Sabah Al-Salem.

La chute du régime éthiopien pourrait entraîner l'arrêt de l'émigration des falachas vers Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A mesure que progressent vers Addis-Abeba les troupes des rebelles tigréens opposés au régime du président Mengistu, l'inquiétude grandit à Jérusalem sur le sort des quelque 20 000 juifs éthiopiens (falachas), qui pour la plupart sont actuellement regroupés autour de la capitale. Venu principalement des provinces du Nord — Gondar et Tigré notamment — les falachas installés dans des camps de transit, vivraient dans des conditions de plus en plus difficiles.

Depuis la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, en novembre 1989, le départ des falachas vers Israël a été soumis aux aléas de la guerre civile éthiopienne, c'est-à-dire tour à tour favorisé ou, au contraire, bloqué, selon les humeurs du régime. Celui-ci entendait ainsi faire pression sur l'Etat hébreu pour obtenir ventes d'armes et soutien militaire dans sa lutte désespérée contre les rebelles du Tigré et de l'Erythrée dont les troupes ne sont plus qu'à une centaine de kilomètres de la capitale. « Nous avons peur », disent les porte-parole des juifs éthiopiens. Selon eux, la chute de Mengistu risquerait d'entraîner l'arrêt définitif de l'émigration des falachas, voire des représailles à

leur rencontre. Les rebelles nordistes, murmure-t-on à Jérusalem, bénéficieraient du soutien de la Libye et d'autres pays arabes dits « radicaux », ils considéreraient le régime d'Addis-Abeba comme « pro-israélien » et verraient dans l'Etat hébreu un des principaux soutiens au président éthiopien.

Mandaté par le président George Bush, un ancien sénateur américain, M. Rudy Boschwitz, devait se rendre sur place cette semaine, pour tenter d'accélérer le départ des falachas vers Israël. La presse israélienne se fait l'écho de multiples rumeurs concernant un possible « marché » : le colonel Mengistu se verrait garantir l'asile politique — « en Europe », assure-t-on — en contrepartie d'une transition politique « en douceur », favorable aux rebelles, et en échange aussi d'un accord sur le départ des falachas.

Toutefois, à Jérusalem, la prudence reste de rigueur. Chacun garde en mémoire les tristes péripéties de la fameuse « opération Moïse », en 1984 : un pont aérien, organisé à partir du Soudan, avait permis l'émigration de quelque 20 000 juifs éthiopiens, mais avait dû être interrompu brutalement après que la presse en eut révélé l'existence.

ALAIN FRACHON

Le Monde

Édité par la SARI, le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 437
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-66-28-33

Imprimerie
du « Monde »
11, rue de Valenciennes
93521 Ivry-les-Paris
01 40 66 28 33

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-28-33
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.808 F

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45 55 04 70 Société d'édition
du journal le Monde et Regie Presse SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composax 36-15 - Taped LEMONDE
ou 36-15 - Taped LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Taped LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 281.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEM., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 064 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyer ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Je m'engage à verser l'abonnement d'abonné tout les
mois par chèque ou mandat.

سكنا من الامم

POLITIQUE

La première visite dans l'île de M. Marchand Le ministre de l'intérieur considère le nouveau statut de la Corse comme un fait acquis

« Il n'y a plus de projet Joxe, il y a une loi de la République ! » Cette formule, lancée, jeudi 2 mai, par M. Philippe Marchand, résume le message du premier voyage en Corse du successeur de M. Pierre Joxe au ministère de l'intérieur : le nouveau statut est voté, il n'y a plus à discuter de ses orientations. Sous réserve de l'avis du Conseil constitutionnel, qui n'empêche pas de dormir M. Marchand, il faut veiller à sa mise en œuvre.

BASTIA

de notre envoyé spécial

Les hasards de la politique ayant voulu que ce soit le ministre Marchand qui fasse voter le projet Joxe, le nouveau « M. Corse » du gouvernement est venu humer l'air de l'île pour comprendre de quel il retourne exactement et, aussi, pour se présenter à des Corse qui, sans le connaître, ont beaucoup entendu parler de lui. Pour sa première prise de contact, jeudi, avec une île qu'il n'avait, jusqu'alors, visitée qu'en touriste, le nouveau ministre a adopté un style bien différent de celui de M. Joxe. Accompagné de sa femme et de l'un de ses enfants, il a parlé en ministre, mais, aussi, en avocat de profession et en élu local de la région du... cognac. A la coopérative agricole de Casinca, il s'est employé à parler en technicien des problèmes de la viticulture, de la taille de la vigne au prix des vins. A la mairie annexe de Vescovato, dans la plaine, il a dit : « Je ne me sens pas dépaycé », car il retrouvait dans les problèmes du maire socialiste, M. Marchionni, les préoccupations de beaucoup d'élus locaux du continent : animation des cités, sécurité, investissements éducatifs.

Lorsque le cortège a grimpé la route en lacets pour aller dans la montagne au vieux village de Penta-di-Casinca, lorsqu'il a parcouru à pied, sous la pluie, les rues étroites, entre les façades hautes et sévères des maisons anciennes, sous le regard immobile des vieilles du village derrière les volets mi-clos, lorsqu'il est entré dans la petite église, la magie de la Corse a commencé d'opérer. Et lorsqu'il a, en réponse à M. Castelli, le maire communiste en rupture de parti, évoqué « l'âme corse », la « nécessité de respecter ce passé magnifique » et « cette immense

culture », il était évident que ce propos dépassait la simple courtoisie envers ses hôtes.

S'il a, en ce premier après-midi, senti quelque chose de la réalité profonde de la Corse, M. Marchand ne s'est pas départi de la posture modeste qu'il avait choisie. Venu non pour annoncer des nouveautés, mais pour « travailler et écouter », il s'est employé, surtout, à assurer le suivi d'un dossier en cours de route : plus d'audience en série des forces politiques de l'île, mais des rencontres avec les acteurs de la société civile corse ; plus d'exposés longs et nourris, destinés à convaincre de la justesse des orientations retenues, mais le bref rappel que le texte du gouvernement vise à assurer un « mieux-être » de l'île, à « faciliter la décentralisation et le développement économique, social et culturel de la Corse » et que « le dynamisme des Corse eux-mêmes et, aussi, l'engagement de l'Etat seront garants des succès de l'entreprise ».

Les problèmes de sécurité

Evocuer l'engagement de l'Etat en Corse, surtout pour le ministre de la police, c'est parler, d'abord, du problème du respect de la loi et de l'ordre public. M. Marchand a abandonné le ton décontracté, presque badin, qu'il avait souvent employé, jusqu'alors, au cours de sa visite. Il a confirmé implicitement ce que l'on pressentait : maintenant que le gouvernement a mené à terme une démarche politique prenant en compte une partie des revendications autonomistes et nationalistes, la police n'a plus l'attitude relative-ment souple qu'elle devait rendre possible et accompagner cette démarche politique. M. Marchand a l'intention de faire en sorte que « les problèmes de sécurité soient mieux traités que précédemment », et il est décidé à faire en sorte que « l'autorité de l'Etat soit respectée ». Déjà, outre les nominations dans l'appareil judiciaire local, la hiérarchie policière de l'île a été renouvelée au niveau du préfet de police, mais aussi de la direction de la police judiciaire, de la police de l'île et des frontières et des renseignements généraux.

M. Marchand a été directement confronté à l'un de ces problèmes de sécurité : lors de sa visite à la coopérative de Casinca, il a rencontré deux des membres de la famille Novion, des pieds-noirs réinstallés en Corse, dont le domaine agricole de Linguzza avait été la cible d'un attentat à

l'explosif le 30 avril (le Monde du 3 mai). Ces deux personnes, qui avaient auparavant expliqué à un collaborateur du ministre que la situation ici est « pire qu'en Nouvelle-Calédonie », ont exprimé à M. Marchand leur inquiétude et leurs incertitudes sur leur avenir dans l'île. Le ministre, tout comme le préfet de la Haute-Corse, M. Henri Hurand, leur a assuré que leur sécurité sera garantie (1). Lors d'une conférence de presse à Bastia, M. Marchand a précisé qu'il s'agit, à ses yeux, d'une « affaire grave » et que des instructions ont été données « pour que le maximum soit fait » afin de « trouver les auteurs » de l'attentat.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Notre correspondant en Haute-Corse, Michel Codacci-Pisanelli, indique que ce domaine de 80 hectares avait déjà été occupé en 1983 par des agriculteurs de la FDSEA qui appartenait à la famille Novion de ne pas vivre en Corse et d'abandonner, selon eux, l'exploitation agricole des terres au bénéfice d'activités touristiques. Plus récemment, le 15 avril 1991, ce sont des militants du Syndicat corse de l'agriculture (SCA) nationalistes qui avaient occupé une autre propriété agricole de la famille Novion à Fréjus, à quelques kilomètres de là. Les agriculteurs nationalistes y dénonçaient « les risques de vente du domaine à des fins touristiques sans le contrôle de la SARF ».

Par ailleurs, les observateurs sur l'île jugent que du point de vue du mouvement Résistance, qui a signé l'attentat, il s'agit plus d'une démonstration de force que d'une volonté d'inciter au départ les rapatriés d'Algérie, toujours installés dans l'île.

Le RECOURS affirme que « 90 % des pieds-noirs » veulent quitter l'île. — A la suite de l'attentat perpétré, mardi 30 avril, contre une ferme en Corse, le mouvement de rapatriés RECOURS-France « en appelle solennellement au président de la République et au gouvernement pour que l'Etat fasse enfin respecter les lois de la République en Corse », a annoncé, son porte-parole, M. Jacques Rousseau. « Si tel n'était pas le cas », le RECOURS demande que « le départ collectif de tous les rapatriés soit organisé dans les meilleurs délais ». Citant une enquête de son mouvement, M. Rousseau affirme que « 90 % des pieds-noirs » installés en Corse désirent quitter l'île.

Deux ans après son élection

Les embarras municipaux du maire de Béziers

Béziers, deuxième ville de l'Hérault, confrontée au chômage, à la reconversion de la viticulture et au vieillissement de sa population, n'avait pas besoin d'ajouter à ces difficultés une crise municipale. Et pourtant, elle y est plongée, depuis qu'une partie de la majorité du nouveau maire socialiste, M. Alain Barrau, élu en 1989, a décidé de la quitter et qu'une autre a refusé de voter le budget de la ville avant de se rallier finalement du bout des lèvres (le Monde des 6, 14 et 15 avril).

BÉZIER

de notre correspondant

« Allons Béziers ! », la liste d'ouverture qui avait permis à M. Barrau de ravir, à quarante-trois ans, le pouvoir municipal à M. Georges Fontès, ancien secrétaire d'Etat RPR aux anciens combattants du gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac, est désormais minée par les échos d'une crise municipale. Quatre conseillers municipaux ont démissionné, dont les adjoints chargés de l'urbanisme, M. Jean-Paul Coujou (écologiste), et de la formation, M. Gilbert Aubry. La crise de confiance touche au total douze élus, et parmi eux cinq conseillers socialistes qui ne cachent plus leur amertume.

« Tout est centralisé autour de M. Barrau et de son cabinet », explique le député socialiste aux affaires sociales, M. Gilles Despaux, l'un des contestataires. Les élus n'ont aucun pouvoir et sont trop souvent désemparés de ce qui se passe dans le secret du cabinet du maire. On ne répond même pas à notre courrier. Cela nous prive de l'envie de venir à la mairie. Les Biterrois le sentaient bien et attendaient que l'on secoue le cocotier. A ces griefs s'ajoute le sentiment que les grands dossiers n'avancent pas.

La plupart sont encore à l'état d'études. Il est vrai que la dette de la ville (1,3 milliard de francs) freine

considérablement l'investissement. Le vent de la fronde soufflait depuis plusieurs mois, mais M. Barrau ne l'a pas vu venir, aveuglé peut-être par sa réussite. Le parcours hâtif de cet homme au physique imposant et au sourire jovial, s'était jusqu'à déroulé sans accroc. Formé dans l'appareil parisien du PS, ce « parachuté » avait réalisé un sans-faute en étant élu député en 1986, conseiller général en 1988, maire en 1989.

Sa liste « Allons Béziers ! » rassemblait un bel échantillon de la « société civile » locale, composée d'hommes et de femmes très ancrés localement, pas forcément socialistes, peu enclins à se contenter de rôles mineurs, et encore moins à tolérer une trop forte centralisation du pouvoir au sein d'un cabinet de maire. « Nous, Occitans, sommes ouverts aux étrangers, mais nous ne supportons pas qu'un Parisien vienne nous donner des leçons », remarque un conseiller municipal qui, hier encore, soutenait le nouveau maire.

Culture de l'échec

M. Barrau accuse le coup et sent bien qu'il lui faut rectifier le tir. « Il ne faut jamais sous-estimer ce type d'échec », dit-il. Des amis qui se retournent contre vous sans prévenir, ça n'est pas rien, explique-t-il en convenant de la nécessité de revoir le fonctionnement de son cabinet. Son rôle doit évoluer de manière à faciliter le contact entre les élus et le maire. Sur le terrain, il faut que les élus soient plus directement en prise avec le terrain. Les adjoints viennent effectivement de recevoir en toute hâte de véritables délégations, avec pouvoirs de signature. Le nouvel adjoint à l'urbanisme pourra, par exemple, signer les permis de construire alors que cette formalité lui était auparavant interdite. Quant au directeur de cabinet, le plus visé par les élus frondeurs, il devrait bientôt changer de poste.

M. Barrau reconnaît aussi qu'il a peut-être trop fait rêver, autour de lui, à un moment où les Biterrois désespéraient de la ville : « Il y a un

décalage entre l'image que l'on a donnée de notre enthousiasme au moment de la campagne, l'état réel de la ville, difficile au plan économique et démographique, et nos réalisations, un hôpital et deux IUT, le développement social des quartiers, une politique culturelle. Ces acquis sont réels et reconnus. Mais il nous faut maintenant être plus concrets, plus proches des préoccupations quotidiennes, et tenir ce que nous avons promis ».

Dans son proche entourage, on s'interroge avec angoisse sur la « culture de l'échec politique » qui semble planer sur la ville. En 1983, le maire communiste sortant, Paul Balmigère, avait fait les frais de la division de la gauche. En 1989, M. Georges Fontès avait été victime des critiques de ses propres adjoints avant de s'incliner devant M. Barrau. Un maire, un mandat.

En ville, comme dans les locaux du conseil général de l'Hérault, nombreux sont ceux qui croient voir derrière cette crise municipale la main du maire de Montpellier, M. Georges Frêche, qui contrôle la fédération socialiste de l'Hérault. Les cinq élus socialistes responsables de la fronde appartiennent, comme M. Frêche, au courant jospiniste alors que M. Barrau est fabiusien.

« Je ne vois pas qu'il inévitait M. Frêche à agir de la sorte », répond M. Barrau en refusant d'accréditer cette thèse. Les cinq conseillers socialistes nient également l'existence d'une tentative de déstabilisation tégueidienne. M. Frêche n'a-t-il pas été mandaté par la fédération de l'Hérault entre les deux votes du budget municipal pour, justement, ramener les brefs égarés dans la bergerie et ne l'a-t-il pas fait avec succès ?

Il n'en reste pas moins que la majorité du maire de Béziers ne tient qu'à un fil. On annonce et on reporte depuis quinze jours la nomination de deux nouveaux adjoints. Cette situation inconfortable contraint M. Barrau à mettre... de l'eau dans son vin, ce qui, ici, est hors norme.

JACQUES MONIN

La célébration du 10 mai par le PS

M. Mauroy souligne que l'élaboration de leur nouveau « projet » doit mobiliser les socialistes

M. Pierre Mauroy a présenté, jeudi 2 mai, la campagne du PS pour le dixième anniversaire du 10 mai 1981 (le Monde du 3 mai), en soulignant « la volonté prospective » du slogan retenu (« dix ans qu'on sème ») et en affirmant que le « projet du PS pour l'an 2000 est capital » : c'est la grande interrogation et le grand devoir des socialistes. Le bureau exécutif, qui s'est réuni jeudi, n'est pas revenu sur la préparation de ce projet ni sur la question de l'avancement de la date du congrès, à l'occasion duquel il pourrait être adopté. M. Mauroy avait réaffirmé, le 29 avril, sur RTL, son souhait d'avoir un congrès avant la fin de l'année, qui permette de mettre à plat tous les problèmes qui gênent les socialistes maintenant.

Le bureau exécutif a discuté, en revanche, de la création de commissions d'enquête parlementaires, proposée par le PS à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur les sources des partis politiques avant la loi de janvier 1990 instituant un financement public. L'opposition exigeait des postes de responsabilité dans ces commissions, les socialistes pourraient accepter de lui abandonner la présidence de celle de l'Assemblée, en prenant le poste de rapporteur, à condition que l'inverse soit fait pour celle du Sénat, où la droite est majoritaire. Les dirigeants socialistes se sont félicités, d'autre part, que le gouvernement ait présenté « les bases d'une réflexion indispensable et urgente » sur les retraites. Ils souhaitent que « le débat concerne

l'ensemble des régimes de retraite et pas uniquement le régime général ». Le PS estime, en effet, que « des enseignements utiles peuvent être tirés des modes de fonctionnement des régimes complémentaires, regardés par les partenaires sociaux comme des références ». Il souligne que « les conditions actuelles de calcul des pensions conduisent à des injustices pour les travailleurs ayant des carrières longues ». Il demande que « les mesures de renouveau puissent aller au-delà de la garantie du pouvoir d'achat » soient « prioritairement affectées aux petites pensions et, notamment, aux pensions de reversion, qui concernent beaucoup de veuves ».

« Le président a fini par découvrir que j'étais capable de loyauté »

déclare le premier ministre

La station locale Radio J a interrogé plusieurs personnalités socialistes à l'occasion du dixième anniversaire de la victoire de la gauche en 1981. Parmi les déclarations qu'elle a recueillies et qu'elle diffusera les 5 et 10 mai, celles de M. Michel Rocard portent, notamment, sur les rapports entre M. François Mitterrand et lui-même. « Je crois pouvoir dire qu'il y a, dans nos relations, une assez grande confiance, indique le premier ministre. Le président a fini par découvrir que j'étais capable de loyauté, et je m'astreins à obéir à ses injonctions ».

Comme on lui demande si sa nomination au poste de premier

ministre, en 1988, était « un remerciement pour la part [qu'il avait] prise dans la campagne, une mise à l'épreuve ou un piège », M. Rocard répond : « Ajoutez : une formidable chance, et je répondrai : tout à la fois. C'est vrai que j'ai mené activement ma part dans la campagne électorale [...]. C'était sûrement une occasion, pour le président, de vérifier si j'avais, oui ou non, des capacités à ce niveau-là. Cela a constitué une très grande chance, c'est vrai, et si j'avais échoué dans cette fonction, c'était été un piège, mais, apparemment, il n'y a pas de piège, parce que, premièrement, je suis toujours là et que, deuxièmement, au bout de trente-six mois de fonction, je me

porte un peu mieux que mes prédécesseurs. J'ai encore du travail pas fini. » Au sujet du Parti socialiste, M. Rocard estime qu'il a des statuts internes impossibles, qui transforment une compétition momentanée (le congrès) en fabrication de clientèles et en bataille permanente. Partisan d'une réforme de ces statuts, le premier ministre propose que « le comité directeur soit élu sur des bases relativement différentes, au sein de modes d'élection distincts pour une, ou deux, ou trois catégories de délégués », mais, ajoute-t-il, « je ne veux rien figer, parce que je crois qu'il faut qu'on en discute tous ensemble ».

Près de la moitié des Français jugent que la victoire de M. Mitterrand était une « bonne chose »

Selon le dernier « baromètre » de la SOFRES pour le Figaro (enquête réalisée du 22 au 24 avril auprès d'un échantillon de mille personnes), MM. François Mitterrand et Michel Rocard voient, en un mois, leur cote de confiance sensiblement baisser. Le président de la République perd cinq points par rapport au mois précédent : 52 % des Français lui font confiance, 42 % de lui une opinion négative. Le premier ministre perd trois points : 50 % d'opinions favorables, 45 % de négatives. Toutefois, M. Rocard demeure en tête (51 %) des personnalités politiques de gauche auxquelles les Français voudraient voir jouer « un rôle important au cours des mois à venir », devant MM. Jacques Delors (50 %) et Jack Lang (43 %). A droite, M. Simone Veil reste en tête (46 %), suivie de MM. Michel Noir (42 %) et Jacques Chirac (40 %).

Deux sondages situent, d'autre part, l'état d'esprit des Français après dix années de « mitterrandisme ». La première étude, faite par BVA pour Paris-Match (mille neuf personnes interrogées les 24 et 25 avril) établit que, pour 48 % des Français, l'élection en 1981 de M. Mitterrand a été « une

bonne chose pour la France », alors que 26 % d'entre eux sont d'un avis opposé : 69 % des personnes interrogées (+23 points en un an) considèrent que M. Mitterrand est « un grand homme d'Etat » et « qu'il représente bien la France ».

La montée du Front national

Mais une majorité semble ne pas connaître l'homme privé : 65 % des Français ignorent la religion d'origine du chef de l'Etat, et 10 % d'entre eux seulement épellent correctement le nom du président de la République ; 46 % des personnes interrogées estiment que le rôle de la France dans le monde s'est renforcé depuis dix ans, 30 % jugeant qu'il est identique, et 16 % qu'il est moins important. En revanche, 48 % des personnes interrogées (contre 39 %) estiment que la société française « a changé en mal », et 49 % que « l'économie française s'est affaiblie », soit une progression d'opinions négatives de 16 points en un an.

La seconde enquête, réalisée par Louis-Harris pour Profession politi-

que (mille quatre personnes interrogées les 24 et 25 avril), indique qu'aux yeux des Français la poussée du Front national et le déclin du PCF sont les deux événements les plus marquants de la décennie écoulée. Pour 38 % des personnes interrogées, la montée en puissance du parti de M. Jean-Marie Le Pen est l'événement politique majeur. Pour 28 % d'entre elles, c'est la chute du Parti communiste qui constitue cet événement.

Au cours de ces dix dernières années, les Français ont également retenu, comme faits majeurs, la cohabitation (26 %), la perte de crédit des partis politiques (24 %), ainsi que l'arrivée sur la scène politique de personnalités extérieures comme MM. Bernard Tapie ou Bernard Kouchner (23 %).

« M. Chirac : la France affaiblie. — M. Jacques Chirac, invité à dresser le bilan de la décennie écoulée, jeudi 2 mai, sur RTL, a déclaré que « la France sortira affaiblie de cette période ». Parmi les « échecs » de la décennie, l'ancien premier ministre a relevé « le chômage des jeunes, l'éducation nationale, la sécurité, la justice, qui, trop souvent, fait l'objet d'interventions de la part de l'Etat ». Favorable à certaines adaptations de la Constitution, il a cité « l'élargissement du champ d'application du référendum, la modification du Conseil supérieur de la magistrature et la réduction du mandat présidentiel à cinq ans ».

« Le PCF estime que la récolte du PS « n'est pas bonne ». — Commentant, jeudi 2 mai, le slogan de la campagne d'affiches du PS pour le dixième anniversaire de l'élection de M. François Mitterrand, « dix ans qu'on sème », M. Claude Billard, membre du bureau politique du PCF, a déclaré que « la récolte n'est pas bonne ». Selon lui, « les dix ans de la présidence de M. Mitterrand se traduisent par toujours plus d'inégalités, un chômage qui s'accroît, une précarité qui se développe ». « Nous ne nous sentons pas comptables des résultats de cette politique », a indiqué le dirigeant communiste. Pendant toute une période, un certain nombre d'avancées ont été obtenues, qui, aujourd'hui, sont remises en cause ».

A Tomblaine (Meurthe-et-Moselle)

Histoire de gifles

NANCY

de notre correspondant

La crise qui secoue, depuis des mois, la municipalité socialiste de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle) s'est enrichie, mercredi 1^{er} mai, d'un nouvel épisode. Le premier adjoint, M. Jean-Paul Lacresse, a porté plainte contre le maire, M. Job Dupuy, ancien député, qu'il accuse de l'avoir giflé au cours d'une commémoration de la fête du travail.

Le « giflé » affirme que le « gifleur » a refusé qu'il vienne fleurir, avec d'autres conseillers, les tombes des élus décédés et qu'il l'a souffleté devant témoins. A l'appui, M. Lacresse a produit un certificat médical.

B. M.

SOCIÉTÉ

Alors qu'un bilan provisoire fait état de 92 000 morts

L'aide internationale converge vers le Bangladesh

Tandis que les rescapés, de l'eau boueuse jusqu'au cou, s'agglutinent autour des rares hélicoptères et canots de sauvetage qui atteignent leurs îles submergées, le bilan du très violent cyclone tropical qui a balayé les côtes sud-est du Bangladesh le 30 avril ne cesse de s'alourdir.

Trois jours après la catastrophe, les autorités locales avançaient le chiffre officiel de 92 000 morts. Des milliers d'autres personnes sont toujours portées disparues. Le ministre des finances du Bangladesh, M. Saifur Rahman, interviewé par

la chaîne de télévision américaine CNN, a dit qu'en se fondant sur « les expériences passées », on pouvait penser que le bilan pourrait atteindre les 200 000 morts.

Dans le monde entier, on se concerte pour envoyer les aides en vivres, en matériel, en médicaments et en argent, que le gouvernement du Bangladesh a officiellement demandées.

La CEE a décidé d'allouer au Bangladesh une somme de 12 millions de dollars dont les trois quarts seront consacrés à l'achat de blé et d'huile

végétale. Le Canada vient de débiter une aide de 1,2 million de dollars (américains), dont la plus grande partie ira à différents organismes tels que la Croix-Rouge ou le Bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO).

Les États-Unis ont promis 20 millions de dollars.

Trois avions saoudiens transportant des secours devaient arriver à Dacca dans la soirée du 2 mai.

Quant à la Grande-Bretagne - le Bangladesh, alors partie intégrante des « Indes », a été colonie

britannique de 1772 à 1947, - elle a déjà accordé une aide de 2,5 millions de livres, mais le gouvernement a fait savoir qu'il pourrait envoyer une aide supplémentaire dès qu'il aura une « idée plus précise de ce qui est nécessaire dans cette situation tragique ».

L'Inde a débiter 750 000 dollars et mis trois hélicoptères à la disposition de son voisin. L'aide consentie par l'Allemagne et les Pays-Bas est respectivement de 150 000 et 1,1 million de dollars. - (AFP, UPI.)

Un pays en dérive

BANGKOK

de notre correspondant

Le Bangladesh est un mouvoir. Comment ne pas y songer en voyant défilier les images des ravages provoqués sur la côte sud-est du Bengale par le cyclone qui s'y est abattu en début de semaine ? Il y a déjà plus de 47 000 morts, avançant-on jeudi 2 mai en fin d'après-midi à Dacca, de source officielle. Le ministre bangladais des finances, M. Saifur Rahman, a même redouté que le nombre des victimes atteigne 200 000. « Des centaines de corps ont commencé à flotter en direction des côtes », a rapporté, de son côté, après avoir inspecté les régions sinistrées, le ministre chargé de l'aide, M. Lutfar Rahman Khan. Et il a évoqué une « crise nationale ».

Les vagues de 6 mètres de hauteur, la montée du niveau de la mer et les vents d'une force inouïe ont, en effet, tout balayé sur leur passage dans la région du port de Chittagong et des bouches du Brahmapoutre. Au moins 11 000 morts sur l'île de Maheshkhali, 8 000 sur celle de Kutubdia, 5 000

à Sandwip, 3 000 à Hatiya, sans parler de 10 000 victimes dans la région côtière de Chokoria. Tels étaient déjà, jeudi, les premiers décomptes en pertes humaines. Le cyclone s'est abattu sur une région où vivent une dizaine de millions de personnes, sur les 110 millions d'habitants que compte le pays.

Une demande d'hélicoptères

La population avait été alertée. Par la radio, par haut-parleur. Depuis qu'un cyclone avait fait des centaines de milliers de victimes en 1970, on avait même construit des refuges en béton un peu partout. Mais comment avertir les pêcheurs et les paysans trop pauvres pour s'offrir une radio ? Et comment, de toute façon, faire face à de telles catastrophes dans l'un des pays les plus démunis de la planète, où le revenu par tête est évalué à 1 000 F par an et où la densité de la population s'élève à pas moins de 770 habitants par kilomètre carré ?

Depuis mardi, des embarcations dont les passagers ont été balayés

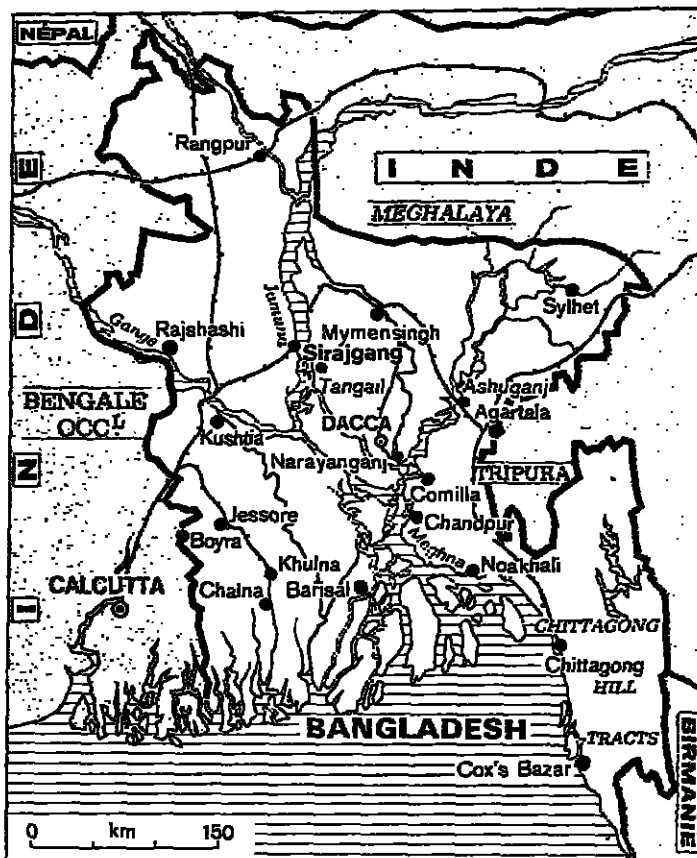
par le cyclone dérivent un peu partout sur les côtes comme à l'embouchure des fleuves. Des dizaines de milliers de survivants, sans abri et privés de toute nourriture, attendent désespérément les premiers secours. Car, aux pertes humaines déjà enregistrées, il faut ajouter celle des biens. Logements détruits, provisions évanouies, troupeaux dévastés. Le port de Chittagong a subi de graves dommages. Aux alentours, les deux tiers du cheptel seraient perdus. Les récoltes ont été dévastées. Les dégâts subis sont déjà estimés à près d'un demi-milliard de dollars, et certains pensent qu'ils atteindront le double. Pour se faire une idée de l'ampleur du désastre, il suffit de se rappeler que le budget national du Bangladesh est d'environ 2 milliards de dollars, ce qui représente également le montant global de l'aide étrangère perçue par ce pays chaque année.

Il est encore bien trop tôt pour mesurer tous les effets du cyclone, mais la région dévastée sera durablement menacée par la disette. A cela, il faut ajouter tous les maux qui accompagnent ce genre de catastrophe, des épidémies de dys-

enterie et de la propagation du paludisme aux classiques morsures de serpent. L'assistance étrangère, qui se manifeste plus lentement que par le passé, est impérieuse. Les autorités réclament non seulement des aides alimentaires et sanitaires, mais également des moyens de transport, notamment des hélicoptères, pour tenter de secourir les populations isolées par les eaux et sans moyen de communication avec le reste du monde.

Sur le plan politique, enfin, l'épreuve est redoutable pour le jeune gouvernement de M^{re} Khaleda Zia, qui a pris ses fonctions le 19 mars au lendemain de sa victoire électorale. Il va falloir gérer l'aide et le faire sans prêter aux accusations de détournement et de corruption, comme ce fut souvent le cas lors des catastrophes précédentes. Des dirigeants de l'opposition ont déjà souhaité être associés à l'organisation des secours, de façon à limiter une polémique sur la distribution de l'aide. De toute façon, M^{re} Khaleda doit trouver un moyen d'éviter la politisation de ce débat-là.

JEAN-CLAUDE POMONTI



Apprendre à vivre avec les inondations

Avant la catastrophe du 30 avril, on débattait de projets pharaoniques pour domestiquer les fleuves

Faut-il domestiquer les trois « Tigres » du Bengale, le Brahmapoutre, le Gange et la Meghna, ces fleuves monstrueux et imprévisibles, mais nourriciers ? L'équilibre naturel, économique et humain, du « pays éponge » ainsi transformé, ses 115 millions d'habitants vivront-ils mieux ? Notre envoyé spécial Laurent Zecchini, qui se trouvait au Bangladesh juste avant la catastrophe du 30 avril, a constaté que les experts occidentaux, qui présentaient des projets pharaoniques, font preuve désormais d'une grande modestie. Les Bangladais, eux, se demandent s'ils ne sont pas condamnés à vivre avec les inondations.

SIRAJGANJ
(rive du Brahmapoutre)
de notre envoyé spécial

La largeur du fleuve dépasse l'horizon brumeux. Des pirogues effilées, la tisse au ras de l'eau, transportent des sacs de farine. Elles sont propulsées par des moteurs de pompe hydraulique que les organisations humanitaires destinaient à un autre usage. Un fouillis de véhicules, d'animaux et de voyageurs encombre des bacs pouilleux qui traversent avec un « teuf-teuf » nonchalant. Un vieux pêcheur, habillé d'un chapeau de paille et d'un bout de pagne, jette dans un arc de son bras un filet soulevé bredouille. Il travaille quinze jours par mois, la quinzaine autorisée par le cycle de la lune. Sa prise est de 1 à 3 kilos par jour et, au marché, on lui donne environ 8 takas (1) pour une poignée de poissons.

Sur le fleuve, les « chars », ces bancs de sable blanc, envient la surface de l'eau, comme des dos d'hippopotames baladeurs. Ils naissent et disparaissent au gré d'une alchimie de courants. Le fleuve est vivant, insaisissable. Le Brahmapoutre est un fleuve « à tresses », il croise sans arrêt son lit, se dédouble à l'infini. En saison sèche, sa largeur, à Sirajganj, est d'environ 4 kilomètres. Sous l'influence des pluies de la mousson, les paysages s'évanouissent. Les basses terres immergées, l'univers aquatique devient sans limites : c'est le moment privilégié du cycle de reproduction des pois-

sons. Chacun, même les cultivateurs, devient alors pêcheur. Le poisson fournit 80 % des protéines animales consommées par les Bangladais. En un sens, le Bangladesh est un « don » du Brahmapoutre, du Gange et de la Meghna.

Nul ne sait ce qu'il adviendra des pêcheurs et de leurs poissons, si l'on s'avise de domestiquer les trois « Tigres » du Bengale en les contraignant dans leur lit. Mais, en effet, il faut « faire quelque chose » pour tenter de limiter leurs excès. Parfois, l'eau tue davantage qu'elle ne nourrit. C'était en septembre 1988 et la mémoire collective ne se souvenait pas d'un tel spectacle : Dacca, la capitale, devenue Venise lépreuse, patauguait, assiégée par la « mer ». Le pays, noyé sur 60 % de son territoire, était à la dérive. 45 millions d'habitants avaient trouvé refuge sur les moindres hauteurs. Il y eut environ 1 700 morts, et les dégâts s'élevèrent à 1,3 milliard de dollars. La communauté internationale, qui assistait sur ses écrans de télévision au spectacle d'un pays devenu Atlantide, en fut choquée.

Une mentalité d'assisté

Les autorités du Bangladesh, exploitent cette compassion occidentale, quitte à exagérer les conséquences de la catastrophe. Les paysans firent de même, pour obtenir davantage d'aides gouvernementales. En 1988, comme en 1987, cette mentalité d'assisté qui était devenue un trait dominant de la société bangladaise, se renforça. M^{re} Danielle Mitterrand, venue exprimer la « solidarité » française, fit part de son émotion. La France prit son bâton de pèlerin pour mobiliser la communauté internationale. Devant les Nations unies, le chef de l'Etat proposa que la « stabilisation des fleuves qui inondent le Bangladesh » devienne un « grand projet d'intérêt mondial capable de mobiliser les énergies au service de telle ou telle région blessée par la nature ».

Une équipe d'experts français fut envoyée au Bangladesh, de janvier à mai 1989, pour se pencher, à grand renfort de modèles mathématiques, sur le problème des inondations. « Disons », précise Jean-Marie Lacombe, représentant du BCEOM (2), « que nous avons sans doute trop réfléchi dans l'absolu, en sous-estimant l'élément humain. Nous avons raisonné en termes de

volumes d'eau qui traversaient le pays. Surtout, nous nous sommes appuyés sur les études et plans existants, émanant du Water Management, organisme d'Etat du Bangladesh, qui conclut à une politique d'endiguement systématique. L'étude française, dite de « pré-faisabilité », n'est pas la seule. Parallèlement, le PNUD (programme des Nations unies pour le développement) ainsi que les gouvernements américain et japonais se sont livrés à un travail semblable.

Le principe qui guide les partisans de mesures structurelles est de permettre aux inondations de traverser le Bangladesh vers l'océan en créant le moins possible de dommages à l'activité économique des zones concernées. La finalité du projet est d'augmenter la production alimentaire par une extension des surfaces cultivables et une augmentation des rendements, grâce notamment à une meilleure irrigation. Le calcul est faux, répondent les adversaires du plan français, d'abord parce que les inondations sont largement inévitables, ensuite parce que les travaux envisagés vont déstabiliser toute une série de conséquences économiques, humaines et écologiques non maîtrisables.

Le débat est loin d'être tranché, mais une chose est sûre : les « sauveurs » du Bangladesh sont allés un peu vite en besogne. Tout en soulignant la nécessité d'un schéma directeur « souple et ouvert », l'étude française suggère un plan d'ensemble nécessitant des travaux de dimension « pharaonique » : il s'agit d'endiguer les trois fleuves sur la quasi-totalité de leur cours, de la frontière du nord jusqu'au delta. Cette « vision » ambitieuse de l'aménagement du Bangladesh est illustrée par les propos de Jacques Attali, ancien conseiller spécial de M. Mitterrand. Ce projet, estime-t-il, est nécessaire parce que « la vie de millions d'hommes est concernée, et aussi parce que notre siècle a besoin de cathédrales à construire. Et si on n'a pas de rêves fous et réalisables, le monde va périr dans le quotidien et l'ennui ».

Cathédrale ? En effet : selon l'option retenue, les travaux représenteraient entre 3350 et 4000 kilomètres de digues (dont 30 % existantes, qu'il faudrait réhabiliter), soit 400 millions de mètres cubes de remblais. La hauteur des digues varierait entre 4,5 et 7,4 mètres, et la protection serait assurée par des épis, échelonnés sur plusieurs centaines de kilomètres. Outre des dispositifs de drainage, le plan prévoit

des ouvrages de protection pour 18 villes principales, dont la capitale. L'étude française reconnaît que « les effets sociaux seront importants », puisque 180 000 personnes seront expropriées. Le projet du PNUD est également basé sur l'endiguement, mais l'idée directrice est celle de la « compartimentalisation ». Les zones devant être protégées sont divisées en unités locales autonomes, à la fois pour que les infrastructures soient gérables et pour limiter les conséquences en cas de rupture des ouvrages.

Les inondations sont réputées nécessaires à condition qu'un système en règle les excès. L'étude américaine repose sur le constat selon lequel il faut apprendre à « vivre » avec les inondations, plutôt que tenter de les contrôler par des infrastructures lourdes, coûteuses, peu sûres et inefficaces, et potentiellement dangereuses pour l'environnement. L'impact financier de l'étude française est à la mesure du gigantisme des travaux proposés, ceux-ci devant s'échelonner sur vingt ans : selon les scénarios, le montant des investissements serait compris entre 5,3 et 10,2 milliards de dollars. Les dimensions du projet ont d'autre part, conduit Paris à rechercher des partenaires pour diviser la charge financière. Après plusieurs rencontres internationales, la Banque mondiale a été chargée, en décembre 1989, de coordonner un plan d'action de cinq ans qui se compose de vingt-six actions prioritaires, à la fois des études régionales et des projets-pilotes.

Une réponse à la mesure du cataclysme

Ce plan a été doté d'un budget de 146 millions de dollars. En fonction des résultats obtenus au cours de cette phase d'étude et d'expérimentation, une première tranche de travaux, dont le coût atteindrait 500 millions de dollars, sera entreprise. De plus en plus d'experts s'interrogent cependant sur la finalité du projet, c'est-à-dire sur la nécessité d'entreprendre des travaux aussi colossaux. Comme il est peu probable que le gouvernement bangladais soit capable d'assumer la charge financière de l'entretien des infrastructures (qui se situent entre 160 et 180 millions de dollars par an), cela signifie que la communauté internationale est condamnée à supporter indéfiniment le coût du « sau-

vetage » du Bangladesh. La grande leçon des premières études de terrain a été de constater que les inondations ne sont pas la préoccupation majeure des paysans bangladais. Le fléau des usuriers, celui de la propriété et de la répartition foncière, les ravages dus aux épidémies, constituent des questions bien plus essentielles pour la population rurale. La deuxième surprise tient à l'absence de réaction et d'adaptation des paysans face aux inondations. Leur réponse est, en quelque sorte, à la mesure du cataclysme. « Les inondations d'une intensité normale sont des phénomènes ressentis comme tout à fait normaux », explique Jean-Claude Reverdy, qui est sociologue rural. « Les gens prennent des précautions, ajoute-t-il, ils utilisent des variétés de riz qui supportent mieux les inondations, ils anticipent. De plus, pour un paysan, l'inondation est certes le phénomène le plus « gênant », mais sûrement pas le plus coûteux, rien à voir par exemple avec un cyclone, qui, lui, dévaste tout. »

Les paysans sont persuadés que l'inondation des terres agricoles assure leur fertilité. Les spécialistes de la pisciculture offrent d'autre part, que les actions en faveur de la lutte contre les inondations (modifications du système hydraulique) ont contribué à réduire le volume de la pêche, une activité qui fait vivre près de 10 millions de personnes. Un endiguement systématique des grands fleuves, ajoutent-ils, ruinerait plusieurs centaines de milliers de gens, parmi les plus pauvres de la population bangladaise. Il y a plus inquiétant : aucun modèle mathématique ne permet de prévoir les conséquences de l'endiguement sur la morphologie et la vitalité des fleuves.

Or, les dommages causés par les inondations sont moins dus à la montée des eaux proprement dite, qu'à la stagnation de celles-ci. Depuis vingt ans, le Bangladesh a été sillonné de routes surélevées dont la fonction est aussi de protéger la population contre les crues. Faute de système de drainage, ces routes empêchent l'écoulement au moment de la décrue.

Mesurant mieux l'étendue de leur ignorance s'agissant des réactions des grands fleuves, les experts étrangers font désormais preuve de circonspection. Une « autre logique » commence à s'imposer parmi les représentants des pays bailleurs de fonds. Chacun souligne la nécessité de « pouvoir rectifier le tir », et vante les bienfaits de « systèmes souples »,

à « échelle humaine », associant l'expérience de la population et celle des organisations non gouvernementales. Il ne s'agit plus de « combattre » les inondations, mais d'essayer d'exercer un « contrôle » des excès des grands fleuves. Ces derniers temps, avec l'attitude des représentants des lobbies de la construction qui plaçaient d'impudence en attendant le début des travaux sur le terrain. Pour certains hauts fonctionnaires de l'administration bangladaise et une « armée » d'intermédiaires, la lutte contre les inondations représenterait aussi un pactole.

Dans quatorze ans, en 2005, le Bangladesh aura 165 millions d'habitants. Or la pauvreté et le nombre de paysans sans terre s'accroissent régulièrement depuis vingt ans. La communauté internationale a strictement le devoir de réfléchir aux moyens de survie d'un pays victime de fléaux congénitaux. Mais pas le droit de se tromper en prenant des décisions irréversibles.

LAURENT ZECCHINI

(1) Un franc français vaut environ 7 takas.
(2) BCEOM : Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer.

Pour l'envoi de dons

Les personnes qui souhaitent contribuer à l'aide au Bangladesh ont le choix entre plusieurs organismes, en précisant à chaque envoi « Bangladesh » :

- Croix-Rouge française : 1, place Henri-Dunant, 75008 Paris. CCP 80 000 Y Paris.
- Fondation de France : 40, avenue Hoche, 75008 Paris. CCP 388 G Paris.
- Secours catholique : 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. CCP 737 G Paris.
- Secours populaire français : 9-11, rue Froissart, 75003 Paris. CCP 2333 S Paris.
- Médecins du monde : 67, avenue de la République, 75011. CCP 1144 Z Paris.
- Médecins sans frontières : 8, rue Saint-Sabin, 75544 Paris Cedex 11. CCP 4080 U Paris.
- Action d'urgence internationale : 10, rue Félix-Ziem, 75018 Paris. CCP 15 820 17 P Paris.

سكنى من الامم

صدا من الامم

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

À l'étude aux Etats-Unis

Un projet de directives sur les médecins et les dentistes porteurs du virus du sida

Selon un projet de directives du Centre de contrôle des maladies (CDC) basé à Atlanta, les dentistes et médecins contaminés par le virus du sida devraient obtenir la permission de pratiquer certains actes ou interventions jugés à risque auprès de commissions locales d'experts.

Au cours de l'été 1990, le Centre américain de contrôle des maladies a déterminé qu'un patient avait été contaminé par le virus du sida à l'occasion d'une extraction dentaire. Ce cas ne devait pas rester isolé. Des recherches menées parmi 591 patients du même dentiste démontrèrent qu'au moins trois d'entre eux pouvaient avoir été infectés au cours de soins prodigués par le chirurgien-dentiste.

Édictées en 1987, les premières recommandations pour éviter la contamination venaient notamment d'éviter les contacts sanguins entre patients et soignants, grâce au port de gants ou de masque, et à pratiquer une désinfection ou une stérilisation convenable des instruments.

Après un colloque organisé en février dernier, le CDC a élaboré un nouveau projet de directives ayant pour objet de mettre en place des comités locaux d'experts chargés de permettre ou d'interdire aux médecins infectés par le virus du sida de poursuivre certaines opérations ou actes médicaux particulièrement « invasifs ».

Composés de médecins, de chirurgiens et de dentistes, ces comités seraient chargés d'identifier les opérations susceptibles d'exposer un patient à un risque de contamination. Pour les « opérations à haut risque », les experts devraient dire s'il est nécessaire d'obtenir le consentement préalable des patients. Par « opérations à haut risque » il faut entendre notamment celles où le chirurgien touche l'extrémité d'une aiguille avec l'un de ses doigts ou se sert d'un instrument tranchant dans une zone anatomique difficile d'accès.

Dans son projet, récemment révélé par le New York Times, le CDC ne se prononce pas en faveur d'un dépistage obligatoire mais s'en remet

à la « responsabilité professionnelle » des intéressés pour subir un test volontaire. Sans devenir obligatoires, ces recommandations pourraient être prises en compte en cas de poursuite pour négligence dans l'hypothèse où un patient aurait été infecté à la suite d'une procédure menée par un médecin qui ne les aurait pas respectées.

Informé les patients

Le 25 avril dernier, une décision de justice est venue relancer la polémique. Un juge de l'Etat du New-Jersey a estimé qu'un hôpital avait le droit de demander à un chirurgien séropositif d'informer ses patients avant de pratiquer une intervention. « Le risque final pour le patient est si absolu, si destructeur, qu'il n'est pas pensable d'aller à l'encontre d'un consentement informé », a estimé le juge. S'il doit y avoir un ultime arbitre pour décider si le patient doit être opéré par un chirurgien séropositif, l'arbitre sera le patient pleinement informé.

Cette décision, sujette à appel, est contestée par des associations d'aide aux malades du sida, qui la jugent

discriminatoire soulignant que les risques de contamination sont ici quasi nuls. De leur côté, l'Association médicale et l'Association dentaire américaines ont déjà formulé des recommandations, plus restrictives que le projet du CDC, selon lesquelles les membres des professions médicales séropositifs devraient en informer leurs patients ou arrêter les actes de chirurgie.

En France, les épidémiologistes estiment que le risque de contact sanguin entre un chirurgien-dentiste et son patient est extrêmement faible. Selon eux, les moyens les plus efficaces de prévenir le risque de transmission du virus HIV (comme celui de l'hépatite B) restent les précautions classiques d'hygiène : port de gants, de blouses et de masques, emploi de matériel à usage unique, désinfection des surfaces de travail, stérilisation des instruments.

Deux cent quatre-vingt-sept cas de sida survenus chez des professionnels de santé, dont quatre-vingt-six médecins et dix-huit chirurgiens-dentistes, étaient recensés, en France, par la direction générale de la santé au 31 mars 1990.

MARTINE LARONCHE

Obligatoires depuis le 1^{er} mai Des zones non-fumeurs dans les restaurants et les cafés belges

BRUXELLES

de notre correspondant
« Apartheid tabagique », titre le quotidien *le Soir*. Depuis le 1^{er} mai, les quelque 60 000 cafés et restaurants de Belgique doivent en principe respecter un arrêté instituant des zones non fumeurs chez eux. Au moins un tiers de leur surface devient interdit aux amateurs de tabac et, dans le reste des lieux, l'air devra être purifié et ventilé par un système adéquat.

La mesure a été accueillie avec un certain scepticisme par les patrons, peu enthousiastes à l'idée des installations à poser, et par leurs clients, habitués à voir contourner les nombreuses réglementations du royaume. Ils ont sans doute tort, car les responsables de la santé publique et des affaires sociales paraissent décidés à faire appliquer leur décision par... l'inspection des denrées alimentaires.

Selon les statistiques, le cancer des poumons chez les Belges provoque environ 20 % des décès dus à cette maladie sous toutes ses formes. Ce n'est pas un « record » en Europe, mais la Belgique se veut à la pointe du combat contre

le tabac engagé par la Commission des Communautés européennes. L'interdiction de fumer dans les lieux publics figure dans le premier plan d'action lancé par celle-ci. Un des « dix commandements européens » pour aboutir à 15 % de victimes en moins d'ici à l'an 2000 est le suivant : « Fumeurs, arrêtez, le plus vite possible et n'enfumez pas les autres ».

La cantine de la Commission, ouverte chaque jour à plusieurs milliers de fonctionnaires européens, donne l'exemple. On y trouve partout la réplique du dessin rouge et blanc prohibant sans appel la cigarette dans les toilettes d'avion. Sans doute les cafetiers belges chercheront-ils à faire respecter le règlement d'une façon plus conviviale.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Punir le malade

par Jean-Yves Nau

LES réflexions américaines sur les conditions dans lesquelles un médecin ou un chirurgien contaminé par le virus du sida peut ou non poursuivre son activité professionnelle coïncident avec l'adoption, il y a quelques jours par le Sénat français, dans le cadre de la réforme du code pénal, d'un amendement punissant ceux qui participeraient consciemment à la dissémination de cette maladie (*le Monde* du 26 avril). Cet amendement, vigoureusement défendu par M. Jacques Sourdille (RPR, Ardennes) et adopté par la majorité sénatoriale, institue des peines de trois ans d'emprisonnement et des amendes de 300 000 F visant à sanctionner « des comportements imprudents ou négligents d'une personne consciente et avertie ayant provoqué la dissémination d'une maladie transmissible épidémique ». C'est bien évidemment du sida qu'il est question, M. Sourdille ayant fort justement exhorté les sénateurs « à ne pas traiter à la légère la menace qui s'annonce ».

On pourrait, certes, en première lecture, partager les convictions de M. Sourdille. Pourquoi la collectivité ne pourrait-elle agir, vis-à-vis de ceux qui participeraient délibérément à la dissémination d'une maladie mortelle, comme elle s'est donné les moyens de le faire, par exemple, pour les personnes en état d'ébriété conduisant un véhicule automobile ? Différents pays sont dotés de législations de ce type, et on recense depuis quelques années plusieurs cas de condamnations de personnes – des prostituées notamment –

accusées de participer à la dissémination du virus du sida. Pour sa part, la France dispose également d'un cadre législatif, applicable aux maladies sexuellement transmissibles, qui permet notamment d'exercer une contrainte sur un sujet dès lors qu'on peut le désigner comme étant un « agent contaminateur ».

Or, comme le souligne M. Jean-Paul Jean, spécialiste de ces questions et conseiller technique auprès de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, toute la législation relative aux « fléaux sociaux » – qu'il s'agisse de la psychiatrie, de la toxicomanie ou des « alcooliques dangereux » – est dépassée, contournée et plus généralement « en crise ». La possibilité juridique de contrainte sociale sur l'individu au sein de la santé publique est le plus souvent inapplicable, donc inappliquée.

Veilles lunes hygiénistes

Il faut, pour comprendre, saisir l'ampleur des évolutions thérapeutiques sociales et culturelles qui se sont produites depuis l'époque où, grâce en particulier aux considérables avancées physiopathologiques pastoriennes, prévalait une logique hygiéniste. La syphilis, on le sait, n'a rien d'héréditaire et s'est effacée devant une thérapeutique antibiotique adaptée. Les angioles contemporeines aidant, l'information médicale a, avec le sida, permis le développement de messages préventifs efficaces. Convient-il dès lors

d'intégrer les vieilles lunes hygiénistes au futur code pénal ? Faut-il, une fois encore, alors qu'on sait – et qu'on dit – tout des modes de transmission de ce nouveau virus, se résoudre à punir les malades ? La question est d'importance dans la mesure où ceux qui la soulèvent – pour y répondre de manière affirmative – ne font que rejoindre la logique perverse des mandarins ou des politiciens, chantres du dépistage systématique des personnes contaminées ou de l'enfermement des malades atteints du sida.

Sans même aborder les insolubles problèmes de causalité (comment prouver que telle personne contaminée est à l'origine de l'infection de telle autre ?), le propos est d'autant plus inopportuniste que les différentes actions, gouvernementales ou non, entreprises dans ce domaine en France depuis près de dix ans, ont permis de concilier les exigences démocratiques et les impératifs de la santé publique. Les dispositifs contraignants ne peuvent qu'être inefficaces, voire nuisibles, dès lors que le malade que l'on soumettrait à punir souffrirait d'une affection pour laquelle on ne dispose d'aucune thérapeutique.

Pour autant, il est vrai que l'on ne saurait à l'avenir, dans le cadre de la rénovation de la législation applicable aux maladies sexuellement transmissibles, faire du sida une pathologie spécifique vis-à-vis de laquelle la puissance publique ne pourrait être en mesure d'agir de manière contraignante.

Libération d'un des Britanniques incarcérés lors d'une saisie de haschisch à Lyon. – M. Geoffrey Thurwood, trente ans, l'un des cinq ressortissants britanniques et irlandais inculpés et incarcérés, à Lyon, après la saisie d'une tonne de haschisch par les douaniers, le 6 juin 1990, a été libéré par le juge d'instruction Jacques Dalles, vendredi 26 avril, contre une caution de 20 000 francs. Les cinq hommes avaient été interpellés alors qu'ils chargeaient leur marchandise dans un local loué par les douanes afin de les piéger (*le Monde* du 17 septembre 1990). Le rôle de M. Thurwood se serait limité à la conduite d'un camping-car entre Londres et Lyon.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 3 mai :

UN DÉCRET

– N° 91-404 du 26 avril 1991 modifiant le taux des vacations allouées aux conseillers prud'hommes.

DES ARRÊTÉS

– Du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Ile-de-France complétant la liste nationale.

– Du 24 avril 1991 autorisant au titre de l'année 1991 l'ouverture de concours pour le recrutement d'agents techniques forestiers de l'Office national des forêts.

– Du 9 avril 1991 portant déclassement et reclassement des routes (voiries nationales et départementales).

– Du 23 avril 1991 modifiant l'arrêté du 18 octobre 1977 relatif aux conditions d'admission à l'Ecole nationale supérieure des télécommunications.

Dans la banlieue parisienne

Prévention itinérante

Même si les allées s'appellent Beethoven, Mozart ou Chopin, même si la forêt d'immeubles affiche des couleurs pastel, le « quartier des musiciens », dans la ZUP nord d'Argenteuil, n'échappe pas à la délinquance. Mercredi soir 2 mai, la veille de l'inauguration par M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'association France Libertés, d'une « permanence mobile pour la prévention du sida et de la toxicomanie en banlieue », le local de la conférence a fait l'objet, pour la sixième fois, d'actes de vandalisme.

Jeudi 2 mai, la « permanence mobile », un Master Renault flamant neuf, trône dans l'allée Berlioz. A l'origine de cette initiative, une association, Inter Med Assistance, fondée par une cinquantaine de médecins et de paramédicaux dont les trois quarts sont d'origine maghrébine (*le Monde* du 11 avril). Transformé en cabinet de consultation et en lieu d'accueil, ce camion sanitaire va accueillir au fil de ses déplacements

ments en banlieue parisienne les personnes, jeunes ou parents, en quête d'informations sur le sida ou sur la toxicomanie. S'il a pour principal port d'attache les cités, on le trouvera aussi à la sortie des lycées, près des foyers de travailleurs immigrés, des stades ou des bouches de métro.

A son bord, des médecins, des assistantes sociales, des psychologues, infirmières et éducateurs se relaieront pour venir en aide à leurs visiteurs. A l'extérieur, un écran passera des vidéos sur le thème de la mère et de l'enfant réalisées en arabe, berbère, turc, wolof et français, et consacrées à la grossesse, la contraception, les accidents domestiques ou la protection sociale. Si l'expérience est concluante et si l'argent ne manque pas, un autre bus devrait sillonner, dès la rentrée, les quartiers nord de Marseille.

M. L.

Inter Med Assistance.
BP 281 75010 Paris Cedex.
Tél : (1) 42 39 28 88

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du *Monde*.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

世界第二を誇るプリンター製造社
「スター」がフランスの学生に
日本を紹介します。

C'est parce que le deuxième constructeur mondial d'imprimantes est toujours tourné vers l'avenir, qu'il se tourne aujourd'hui vers la jeunesse. Depuis le 5 janvier 1991, Star (votre imprimante) organise et sponsorise pour tous les lycéens de 16 à 18 ans, le grand concours "L'Avenir, Passion du Monde" avec de nombreux voyages à gagner pour partir à la découverte du Japon. Carrefour des coutumes et des technologies de pointe, pays où le futur se conjugue chaque jour au présent, le Japon et son incroyable complexité culturelle sont des données indispensables à l'ouverture des sociétés et des hommes de demain. En offrant cette formidable opportunité aux lycéens, Star répond une fois de plus à la philosophie qui lui tient à cœur : "offrir à la jeunesse tous les moyens de sa réussite."

* Le 2^e constructeur mondial d'imprimantes fait découvrir le Japon aux étudiants.

star
votre imprimante

l'avenir
PASSION DU MONDE

CULTURE

ARTS

Les compagnons du petit point

L'exposition Seurat remet les néo-impressionnistes à la mode

DESSINS Néo-impressionnistes
au Musée d'Orsay
LOUIS HAYET
au Musée de la Fontaine

Effet de mode habituel : comme la rétrospective Gauguin avait suscité d'innombrables hommages à Pont-Aven et aux « pont-avéniens », la rétrospective Seurat suscite des expositions-filles consacrées à la gloire du divisionnisme, ses héros, ses valeurs et ses soldes. Leurs dessins sont réunis dans une salle obscure - précautions obligées - et adroitement dissimulés entre deux escaliers et un escalator du dédale musée d'Orsay.

Il y a là la phalange parisienne, Messieurs Angrand, Cross, Luce et Aman-Jean rangés sous l'autorité du capitaine Signac, le vétéran Pissarro et les renforts belges, Lemmen et Van Rysselberghe. Il y a même un frano-tireur, Ernest Laurent, qui fut le condisciple de Seurat et Aman-Jean dans l'atelier de Lehmann aux Beaux-Arts et dessinait dans un style singulier, un peu fibreux, un peu mou, à mi-chemin du luminisme contrasté des « noirs » de Seurat et des sinuosités d'Eugène Carrière.

Dans cette réunion de famille, deux constantes et deux talents se distinguent. Constantes de procédés : les « néos » ont en commun de réduire les formes à des signes plats et minces et d'obtenir cette réduction par le clair-obscur. Si coloristes soient-ils dans leurs tableaux, et coloristes doctrinaires n'évitant aucun ton aigre ni aucune dissonance, sur le papier, au crayon et au fusain, ils se révèlent les contemporains de l'antiquaire. Même amour de l'impression, même dilution des traits dans un poudroier de lumière grise et blanche, même effacement des volumes. Quand Charles Angrand exécute le portrait de sa mère, il la place de profil, blême, sur fond de nuit, ni regard ni expression visibles. Seurat l'inspire, naturelle-

ment, mais encore Redon, lequel Redon, quoi qu'en ait pu dire Fénéon, a de l'influence sur ces jeunes gens qui préfèrent l'art de l'émission à celui de la description. Poussé à l'extrême, ce goût glisse à l'évanescence, très « symbolarde », très « fin de siècle », ce qui ne devrait pas surprendre des contemporains de Viéty-Griffin et de Debussy.

A cette dissolution commodément poétique, Signac et Cross résistent en dépit de leur allégeance au mouvement. Du second des esquisses pour le portrait de sa femme, qui était du reste, quand il la dessina, celle d'un autre, démontrent la force. La toile appartient aux collections du musée et il n'aurait peut-être pas été inutile de l'accrocher à proximité de ces études très construites. On se serait ainsi plus sûrement convaincu de l'acuité de Cross, qui ne se cantonna pas dans les paysages du Lavandou et des îles.

Un expérimentateur infatigable

Même vérification pour Paul Signac, qui ne fut pas seulement l'aquarelliste des ports français. Moins contemplatif que Seurat, plus soucieux que lui du sens politique et moral de ses œuvres, Signac a exécuté aux alentours de 1885 des compositions tout ensemble divisionnistes de technique et satiriques d'inspiration. On dirait du Degas vaporisé, une peinture de la vie moderne figée par la méthode néo-impressionniste. Les études du *Dimanche parisien* et les vues de la banlieue, réservoirs et fortifications de Clichy, montrées à Orsay devraient inciter à l'organisation d'une exposition Signac. Elle surprendrait assurément.

L'exposition Hayet du musée de Pontoise à cette même ambition : révéler un méconnu digne d'attention et démontrer la supériorité de son talent. Elle accomplit la première moitié de son programme, car Louis Hayet, natif de Pontoise en 1864, accompagna entre 1885 et

1890 l'évolution du mouvement. Proche de la famille Pissarro, il se prit de passion pour l'analyse chromatique et composa des cercles, gammes et échantillons de contrastes à deux et trois dominantes. Ces recherches admirablement méthodiques ayant tourné à l'obsession, Hayet se sépara de ses alliés dès 1890 pour continuer sans danger d'être pillé ses expérimentations infatigables sur la décomposition de la lumière et des tons, la peinture sur calicot ou à l'encaustique.

Seule négligence de sa part : il oublia que la peinture souffre d'être réduite à l'exercice d'une arithmétique et d'une chimie. Hayet savait comment peindre, il ignorait absolument quoi peindre. Ses bords de l'Oise et de Seine et ses paysages parisiens manquent d'autant de profondeur que de densité. Ce sont des rubachages des motifs impressionnistes les plus gaulés, que l'adresse de quelques harmonies ne sauve pas de la banalité.

Seules exceptions : quelques croquis de passants à la Pissarro et un portrait du poète et critique Gustave Kahn, qui essaya de défendre Hayet en dépit de ses extravagances de caractère et de sa manie de la persécution. Il échoua. Hayet cessa à peu près de peindre en 1904 et mourut parfaitement négligé des historiens et des collectionneurs, en 1940. Au moyen de l'exposition d'aujourd'hui et d'un catalogue absurde et apologétique, on veut le faire passer pour l'égale de Seurat : il ne mérite ni cet excès d'honneur ni l'indignité de l'oubli qui le frappa d'abord.

PHILIPPE DAGEN

► Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 75007, Paris : tél. 40-49-48-14. Jusqu'au 7 juillet.
► Musée de Pontoise, 4, rue Lemercurier, 95300, Pontoise : tél. 30-38-02-40. Jusqu'au 4 août.

Ligne de vie

Quarante ans de dessins, brouillons, projets. Gilles Aillaud au travail



GILLES AILLAUD
à la Galerie de France

Cela commence par un travail minutieux de jeunesse : un grand dessin de grenouille, plat comme une feuille. Le dessinateur attentif détaille la peau nervurée voudrait-il, à vingt ans, rivaliser avec Dürer ? Ou bien est-il simplement fasciné par l'organisation secrète de la vie animale, là si végétative ? Toujours est-il que cela situe, un peu, le Gilles Aillaud que l'on connaît le mieux : celui des tableaux d'animaux au zoo, dont on n'a souvent retenu que des images métaphoriques de l'aliénation de l'homme et oublié de reconnaître le plaisir de l'artiste à s'adonner à l'étude de milieu, comme on disait à l'école primaire.

Si ce plaisir à observer et capter avec justesse toutes formes de vie, Aillaud peintre a pu, un temps, le

réfréner (avant, pendant, et après mai 68, dans la foulée des grands engagements politiques, avec le Salon de la jeune peinture et les expositions de Pierre Gaudibert à l'ARC). Aillaud dessinateur l'a toujours volontiers laissé courir d'un croquis l'autre, crayonné en passant, sur le vif, mais pas exactement de chic.

L'instant d'émotion face aux êtres chers et aux choses alentour, aux grands et petits spectacles qui s'offrent au regard, est souvent trop plein de joie grave pour que le trait retrace, concentré, ne tente de la restituer simplement, hors de tous effets superficiels, sans complaisance. Dessins de cailloux, de prairies ou de rochers à fleur d'eau dans le golfe du Morbihan, dessins de crochets d'ânes et de petits chevaux à Skyros, dessins de fruits de baobab ou d'éléphants se profilant dans les grands paysages du Kenya, dessins d'animaux étranges en vue d'une

encyclopédie, portraits des enfants à tous les âges, de Camille, ou de Franz à Ibiza, de face, de profil, de dos, faisant corps avec sa machine à écrire.

Parfois, on y sent l'artiste en état de grâce qui, fort de son expérience de la discipline graphique, réussit en deux points, trois virgules, quelques hachures et une vague ligne de colline, à dire toute la somptuosité d'un paysage lointain. Parfois, au contraire, on le voit buter devant la difficulté à saisir un visage aimé, si proche, mais qui se dérobe, lointain.

Tout n'est pas bon dans les quelques trois cents dessins, croquis, croquetons et notes de travail exposés. Mais peu importe, ce qui compte, là, hors de toute considération esthétique, c'est l'authenticité de la démarche solitaire, hors temps, hors mode, de Gilles Aillaud, un presque vieux philosophe replié dans son lit pour méditer face à l'énigme de la vie. Qui nous fait là un beau cadeau, rare en art aujourd'hui : une leçon de modestie.

GENEVIEVE BREERETTE

► Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004, Tél. : 42-74-38-00. Jusqu'au 18 mai.

Oiseaux à cornes

Un bestiaire surréaliste

DESSINS DE WIFREDO LAM
à la Galerie Lelong

Squelettes de poissons ailés, oiseaux bicéphales à cornes, centaures à museau rectangulaire et scarifié, poules au sexe béant : Wifredo Lam fut, dans le mouvement surréaliste, le grand pourvoyeur de monstres. Il les obtenait par croisement des genres et des espèces, le marin et l'aérien, l'animal et l'humain, et par hybridation des cultures, l'africaine et l'occidentale classique, l'aztèque et la cubiste.

Lui-même de naissance cubaine, passé par Madrid et Barcelone de 1924 à 1938, réfugié à Paris ensuite, contraint de fuir la France peu après, revenu dans les Caraïbes en compagnie d'André Breton et de Claude Lévi-Strauss, Lam est l'artiste de toutes les syn-

thèses et des combinaisons les plus hétérogènes. Dans les dessins présentés aujourd'hui, tous datés des années 40, son époque la plus féconde, Bosch flirte avec Picasso, les Sénoüfos avec les Incas, les Égyptiens avec Brueghel.

A l'encre, qu'il rehausse volontiers de lavis, il compose une savante galerie des chimères. Trop savante même, d'un fantastique plus érudit que visionnaire : c'est la seule faiblesse de Lam que le côté passablement répétitif et systématique de ses esquisses.

A moins d'être visité de cauchemars identiques à ceux dont le peintre fait son essentiel, rapaces cornus et chevaux-hérissés peuvent laisser un peu froid.

Ph. D.

► Galerie Lelong, 13 rue de Téhéran, 75008 Paris. Tél. : 45-63-13-19. Jusqu'au 11 mai.

PHOTO

L'éblouissement

L'été israélien inspire les mises en scène lumineuses d'un topographe de la vision

GEORGES ROUSSE
à la galerie Farideh Cadot

Georges Rousse investit un peu partout dans le monde des sites architecturaux abandonnés ou délaissés, qu'il aménage avant leur destruction. La reproduction photographique est la seule trace et l'image finale de ces créations éphémères qui ont eu lieu dans l'espace.

Invité en Israël durant l'été 1990, Rousse, comme à son habitude, a minutieusement choisi et repéré au polaroid des bâtiments isolés au bord de la mer Morte ou du lac de Tibériade, en plein désert ou au cœur des villes, Jérusalem ou Safed. Il métamorphose ces vestiges en temples dédiés à la lumière après les avoir vidés, nettoyés et entièrement peints en blanc. Le monochrome

accentue l'espace méditatif et spirituel que Rousse, dans un corps à corps avec sa culture et sa mémoire, reconnaît avoir cherché dans ces lieux purifiés par la chaleur et le soleil. S'il renoue avec sa propre histoire, Rousse n'omet pourtant pas l'aspect imaginaire et plastique de son art. Sa quête de la forme et des signes purs est d'autant plus probante qu'elle est peu apparente. Un rond rouge, un carré bleu outre-mer (référence à Malévitche dont il se sent proche), placés harmonieusement dans le cadre, suffisent à troubler la représentation de l'espace et sa perception.

Avec la même simplicité, Rousse abolit le volume et simule la profondeur en reliant l'une à l'autre deux pièces par une brèche qui brouille la perspective. Ailleurs, il grille délicatement de fines hachures au crayon

des surfaces courbes qu'il délimite d'un seul point de vue. Ou bien il les noie de calligrammes de son invention, sorte d'écriture automatique dictée par une gestuelle instantanée : une manière de meubler sa solitude et de « parler l'espace ».

Par leur caractère éphémère ces interventions monumentales colportent une part d'éternité. Architecture et peinture se fondent en une œuvre photographique originale qui a pour enjeu la mise en scène de la lumière. A la Martinique, où il a entamé une autre série, à base d'inscriptions murales, Georges Rousse a déjà repris, seul, son périple d'archéologue insaisissable.

PATRICK ROEGIER

► Galerie Farideh Cadot, 77, rue des Archives, 75003 Paris. Jusqu'au 25 mai. Monographie aux éditions Neva.

RTL VOUS OFFRE 200 PLACES AU châtelet

POUR L'Enlèvement au Sérail **LE MARDI 21 MAI**

Die Entführung aus dem Serail de W.A. Mozart
Direction musicale John Eliot Gardiner / Mise en scène Louis Pasqual

CONCOURS RTL-CHATELET DU LUNDI 6 AU VENDREDI 10 MAI

à 8H15

سكنى فى الامم

SPECTACLES

VENDREDI 3 MAI

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Lunagard (1944), de Marc Allégret, 16 h ; les Monuments français, Art Rencontres présentent : les Dammés (1982, v.o.), de Joseph Losey, 19 h ; L'Orchestre, tout va bien (1990), de Hans Peter Christen, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Shakespeare au cinéma : Romeo et Juliette (v.f.), de Renato Castellani, 18 h ; Richard III (1985), de Raul Ruiz, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Chasseur Achov, frère cadet du comptable Akhmed (1987, v.o. traduction simultanée), d'Amir Djumayev ; le Chasseur Akhmed (1987, v.o. traduction simultanée), de Guennadi Bazarov, 14 h 30 ; le Kha-Aï (1986, v.o. traduction simultanée), de Rachid Noumanov ; le Trio (1989), d'Alexandre Barinov et Bakhyt Kilbasov, 17 h 30 ; l'Ascension du Fuji-Yama (1988, v.o. s.t.f.), de Bolot Chanchiev, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie

porte Saint-Eustache

Forum des Halles

(40-26-34-30)

La Commune de Paris : les Pétroleuses : la Commune, Louise Michel et nous (1972) de M. Gard, la Nouvelle Babylone (1929) de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 14 h 30 ; les Années 30 et la Commune : Actualités Gaumont, les Aube de Paris (1938) de Grigori Kozintsev, 14 h 30 ; la Dernière Barricade : la Pile du commandant (1929) de C. Mardjanov, le Semaine sanglante (1976) de Joel Farges, 18 h 30 ; l'Année terrible (1984) de Claude Samel, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.)

Cinéma, 6 (46-33-10-82). ALICE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Action Excess, 5 (43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A. v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-landais, A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-71-52-36) ; Action Excess, 5 (43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 4 MAI

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre.

« L'Hôtel-Dieu et la médecine juive », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide : huit siècles d'histoire », 11 heures et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine juive », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

« Le Palais de Justice. Histoire et fonctionnement », 14 h 15 et 15 h 15, 15, rue de la Harpe, côté parvis de Notre-Dame (Paris autotour).

(47-42-80-33) : Racine Odéon, 6 (43-26-19-88) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

« L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-19-88) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-87) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-90-81) ; Fauvettie Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LES ARNAQUEURS (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinéma, 6 (46-33-10-82).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zèbre, 11 (43-27-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-85).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LE BUCHER DES VANITÉS (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-88) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Bretonne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvettie Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

END OF THE NIGHT (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38).

LE VEIL (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; Les Montparnassiens, 14 (43-27-84-50).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

GENIAL, MES PARENTS DIVORCIENT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-84-85) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

LABYRINTHE DES PASSIONS (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-06-12-16) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-90-81) ; Paramount Opéra, 8 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

MILLY'S CROSSING (*) (A. v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

MISERY (*) (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (46-06-36-07) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MONEY (Fr.-Can., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (43-57-90-81) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-06-12-16) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HANDFUL OF TIME (Nor., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14 (45-42-41-63).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Henry V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-18-08) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-18-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30).

EDWARD AUC MAINS D'ARGENT (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (43-57-90-81).

LES FILMS NOUVEAUX

LES DOORS. Film américain d'Olivier Stone, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; Fauvettie Bis, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

SAISONS. Film américain de Ben Shedd : La Géode, 19 (40-05-80-00).

END OF THE NIGHT (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38).

LE VEIL (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; Les Montparnassiens, 14 (43-27-84-50).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

GENIAL, MES PARENTS DIVORCIENT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-84-85) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

LABYRINTHE DES PASSIONS (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-06-12-16) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-90-81) ; Paramount Opéra, 8 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

MILLY'S CROSSING (*) (A. v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

MISERY (*) (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (46-06-36-07) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MONEY (Fr.-Can., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (43-57-90-81) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-84-85) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

L'OMBRE D'EMMA (Dan., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-42-41-63) ; v.f. : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38).

L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-33-68) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-88) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LA PAGAILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

LE PARRAIN, 3 PARTIE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

GHOST (A. v.f.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

GREEN CARD (A. v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HANDFUL OF TIME (Nor., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14 (45-42-41-63).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-10-82) ; Henry V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-18-08) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-18-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30).

EDWARD AUC MAINS D'ARGENT (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (43-57-90-81).

LES FILMS NOUVEAUX

LES DOORS. Film américain d'Olivier Stone, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-48) ; Ga

صكنا في الامم

22 Philips refuse une société unique des circuits intégrés. Une fondation pour aider la sidérurgie de l'Est.

24 La crise du système financier américain. M. Bédar plaide en faveur des retraites.

24 Marchés financiers. 25 Bourse de Paris.

BILLET

Vive la spéculation pétrolière !

Vive les spéculateurs ! Villendés aussi longtemps que les prix du pétrole s'envolent, ces « profiteurs » de la crise ont été curieusement oubliés depuis la chute des cours. A y bien regarder pourtant, les marchés à terme, par nature spéculatifs, sur lesquels se fixent quotidiennement les prix de référence du brut, ont parfaitement joué leur rôle pendant tout le conflit du Golfe. Au point qu'on peut se demander aujourd'hui s'ils n'ont pas évité à l'Occident la répétition d'un choc pétrolier aussi durable que les précédents en 1973 et en 1979.

Les marchés, on s'en aperçoit avec le recul, n'ont pas créé de toutes pièces une hausse artificielle, mais simplement accompagné les évolutions réelles d'un marché physique soumis à de fortes tensions. Les chiffres définitifs publiés par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avec quelques mois de décalage le prouvent.

Car l'invasion du Koweït et l'embargo qui a suivi au début du mois d'août 1990 ont bel et bien privé le marché mondial de plusieurs millions de barils par jour, lesquels n'ont pu être compensés que par un déstockage forcé et à contre-saison. Entre le second et le troisième trimestre, estime l'AIE, la production mondiale a ainsi diminué de 1,8 million de barils par jour, tandis que la consommation, gonflée par le pont aérien militaire et le stockage, lui a spéculatif, des consommateurs finaux, augmentait d'un bon million. Résultat : un « trou » de près de 3 millions, qui justifie largement l'envolée des cours, passés de 15 dollars par baril en juillet à 29 dollars en septembre.

Ce « trou » a vite disparu. Dès le mois d'octobre, tous les producteurs ont poussé au maximum leur rythme d'extraction. La production mondiale s'est accrue de près de 2 millions de barils par jour tandis que la consommation, découragée par l'envolée des cours, stagnait à un niveau nettement inférieur à la normale saisonnière. Le marché physique s'est donc rééquilibré. Le résultat ne s'est guère fait attendre : dès le mois de janvier, les cours sont retombés aussi vite qu'ils étaient montés. D'un maximum de 34 dollars en moyenne en octobre 1990, le baril est retombé à moins de 20.

Depuis le début de l'année, les cours restent remarquablement stables autour de ce niveau, certes supérieurs à celui de juillet, mais considérés par les experts comme un prix d'équilibre raisonnable. C. O. F. D. La crise n'aura donc été pour les pays consommateurs qu'une alerte. Contrairement à ce qui s'était passé après les chocs de 1973 et de 1979, lorsque les marchés à terme n'existaient pas. Sans les « spéculateurs », honnis du public, les producteurs auraient-ils de leur plein gré ramené les prix officiels au niveau précédent ? L'expérience passée ne le prouve pas...

VÉRONIQUE MAURUS

La production pétrolière mondiale diminue. — Pour la première fois depuis le déclenchement de la crise du golfe Persique, la production mondiale de pétrole a diminué nettement en avril, estime l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel de conjoncture. Cette réduction explique la bonne tenue des cours du brut depuis la fin du conflit. La baisse de la production mondiale, qui a atteint au total 1,2 million de barils par jour, soit 1,7 %, est également répartie entre les pays membres de l'OPEP (-0,6 million de barils/jour) et les autres producteurs.

Vers un mariage forcé dans les grands magasins

Les Galeries Lafayette lancent une OPA sur les Nouvelles Galeries

En raison du refus du Conseil des Bourses de valeurs de leur permettre de contrôler plus de 33,33 % du capital des Nouvelles Galeries sans passage en Bourse, les Galeries Lafayette ont été contraintes de lancer, jeudi 2 mai, une offre publique d'achat (OPA) sur le capital des Nouvelles Galeries. C'est maintenant au groupe Devanlay, principal actionnaire des grands magasins de province, de jouer.

C'est à contrecoeur, semble-t-il, que les Galeries Lafayette lancent une OPA sur le capital des Nouvelles Galeries, se proposant d'acheter 1 560 039 actions au prix unitaire de 863,5 francs, ce qui correspond aux 950 francs payés à Proventus pour ses actions avant l'attribution d'une action pour dix anciennes, le 15 avril dernier. En tout, 1,34 milliard de francs à débours, qu'il faut ajouter aux 800 millions déjà sortis pour acheter au groupe financier suédois Proventus une partie (16,4 %) du capital des Nouvelles Galeries qu'il détenait, le Crédit commercial de France, banque des Galeries Lafayette, en prenant 9,5 % (le Monde du 18 avril).

C'est comme cela que tout a commencé. Le grand magasin parisien du boulevard Haussmann — qui détenait, par sa filiale Monoprix, 21 % des Nouvelles Galeries — se retrouvait posséder 37,44 % du capital (et 38,39 % des droits de

vote) du groupe de grands magasins provinciaux, dont le principal porteur de paris reste le groupe textile Devanlay, avec 34 % du capital et 47,68 % des droits de vote. Cet achat avait l'avantage de consolider le capital des Nouvelles Galeries, en empêchant que Proventus, qui souhaitait se dégoûter, ne vende sa participation à un éventuel raider aux dents longues, français ou étranger surtout... Cela aurait dû se passer en douceur, les responsables des Galeries Lafayette n'ayant cessé d'affirmer leur souci « de ne pas remettre en question le contrôle de la société ».

Un groupe plus harmonieux

C'était compter sans le Conseil des Bourses des valeurs (CBV), gardien de la loi : quand on franchit le seuil de 33,33 % du capital d'une société, on doit lancer une OPA. Les Galeries Lafayette avaient demandé une dérogation au CBV, qui la leur refusa (le Monde du 30 avril).

Cela remet en question le délicat équilibre qui existait de longue date entre les deux groupes de grands magasins. Un pacte d'actionnaires les lie, qui réserve les deux tiers du capital au groupe Devanlay et à ses alliés (familles Lévy, Salomon et Cligman et leurs banques, Société Générale et BNP), et un tiers aux Galeries Lafayette; jusqu'ici, rien ne semblait devoir modifier cet accord, l'évolution devant se faire sans bruit, dans la manière discrète qui est celle de M. Léon Cligman

(gendre de M. Pierre Lévy, fondateur de Devanlay) et de M. Etienne Moulin, patron des Galeries Lafayette.

Pourtant, les deux affaires sont économiquement complémentaires : le groupe des Galeries Lafayette (16,5 milliards de chiffre d'affaires escamoté en 1990, 144 millions de bénéfice, part du groupe) compte 17 grands magasins essentiellement en région parisienne et environ 300 Monoprix; celui des Nouvelles Galeries (19 milliards de francs de chiffre d'affaires attendu et 199 millions de bénéfice) gère 61 grands magasins en province, de nombreux magasins spécialisés dans le jardin et la maison, et contrôle 51 % du BHV et de ses magasins de bricolage, ainsi que plus de 60 Uniprix. La réunion des deux constituerait à une époque où la taille est un facteur déterminant pour jouer dans la cour de récréation européenne, un groupe cohérent et plus harmonieux.

Les exigences du CBV accablent un processus prévisible. La balle est maintenant dans le camp de M. Léon Cligman. Voudra-t-il réaliser une jolie plus-value (les actions Nouvelles Galeries étaient cotées, avant suspension, à 780 francs...) ? Acceptera-t-il, puisque l'OPA est limitée aux deux tiers du capital, de rester minoritaire dans le groupe qu'il contrôlait ? Voudra-t-il se lancer dans une contre-OPA coûteuse, qui transformerait le consensus tacite avec son partenaire d'union en guerre ouverte ? C'est en tout cas à lui de jouer.

JOSÉE DOYÈRE

La politique énergétique de Madrid

L'Espagne signe avec l'Algérie et le Maroc un accord pour le transport du gaz

Après une longue négociation, les ministres chargés de l'énergie d'Espagne, d'Algérie et du Maroc ont signé, mardi 30 avril à Madrid, un accord assurant le transport par voie terrestre du gaz algérien vers l'Europe, renforçant ainsi l'interdépendance économique entre pays des deux rives de la Méditerranée.

MADRID

de notre correspondant

L'accord signé mardi 30 avril à Madrid entre l'Espagne, l'Algérie et le Maroc prévoit la construction d'un gazoduc de mille deux cent cinquante kilomètres, qui partira des gisements algériens de Hassi R'Mel et aboutira à Séville, en passant par le territoire marocain et le détroit de Gibraltar (1). Le gazoduc doit entrer en fonction à partir de 1995, avec, dans une première phase, une capacité de transport de 10 milliards de mètres cubes par an, qui pourra ensuite être portée à 20 milliards avec l'adjonction d'installations de compression. Le coût total de l'opération est estimé à 1,3 milliard de dollars.

Un virtuel abandon

Le ministre espagnol, M. Claudio Aranzadi, a souligné que les répercussions de cet accord dépassaient le cadre de l'Espagne, et qu'il s'agissait là d'une opération « de grande importance stratégique dans les relations tant économiques que politiques entre le Maghreb et l'ensemble de l'Europe ». Ce gazoduc devrait permettre d'approvisionner non seulement la péninsule ibérique, mais aussi les autres pays de la Communauté importateurs de gaz. A la mi-1992 devrait être précisément réalisé le rattachement entre les réseaux de gazoducs français et espagnol, avec l'achèvement du dernier tronçon encore en construction, celui qui relie le gisement de Lacq et la ville de Calahorra, au sud de Pamplune. Un premier temps, l'importation par l'Espagne de gaz norvégien, mais qui devrait permettre ensuite l'acheminement en sens inverse du gaz algérien vers le nord.

Cet accord intervient à un moment où l'Espagne est engagée

dans un grand débat sur l'avenir de sa politique énergétique. En 1983, les socialistes avaient décrété, peu après leur arrivée au gouvernement, un « moratoire nucléaire » interrompant la construction de cinq nouvelles centrales, qui devaient s'ajouter aux dix déjà existantes. Le moratoire arrive aujourd'hui à son terme, mais l'« appareil » du parti socialiste, au sein duquel le courant antinucléaire est puissant, a fait pression ces derniers temps sur le gouvernement afin d'obtenir sa prolongation.

Réticents au départ, les responsables économiques du gouvernement ont profité de l'accord sur le gaz algérien pour justifier leur ralliement au côté et d'environnement, mais aussi de diversification. Le gaz naturel n'intervient actuellement que pour 5,6 % dans la satisfaction des besoins énergétiques de l'Espagne, alors que la moyenne communautaire avoisine les 19 %. La part du nucléaire au sud des Pyrénées, en revanche, est déjà de 14,5 %, c'est-à-dire légèrement supérieure à la moyenne au sein des Douze. Mais au-delà des raisons d'ordre technique, d'ailleurs réelles, avancées par le ministre, ce choix de l'équipe économique du gouvernement aura aussi pour effet de favoriser l'apaisement dans les rapports avec l'« appareil » du parti, après les affrontements qui se sont multipliés récemment entre les uns et les autres.

THIERRY MALINIAC

(1) Un autre gazoduc relie déjà Hassi R'Mel à l'Italie, via la Tunisie et le détroit de Sicile.

La visite du ministre du commerce extérieur à Washington

M. Rausch estime que les entreprises françaises doivent profiter du niveau actuel du dollar

Malgré la hausse du dollar, qui a gagné 20 % de sa valeur depuis février, le ministre du commerce extérieur, M. Rausch, juge que le marché américain doit rester prioritaire pour les entreprises françaises, notamment en matière d'acquisition.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

A l'occasion d'un bref séjour dans la capitale fédérale, qui lui a notamment permis de rencontrer le 30 avril M. Carla Hills, représentant spécial du gouvernement américain pour les questions commerciales, M. Jean-Marie Rausch, ministre français du commerce extérieur, indique avoir perçu « une certaine coupole » dans la position américaine à propos des difficiles négociations de l'Uruguay Round par rapport à l'attitude adoptée par Washington en décembre dernier à Bruxelles. « Les Etats-Unis semblent se rendre compte que nous réfléchissons à une réforme de la politique agricole commune, en dehors de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), tout en insistant, avec nos partenaires européens, sur la nécessité d'aborder dans le même temps d'autres dossiers tels que les services, la propriété intellectuelle ou l'accès aux marchés », a-t-il précisé.

Doublement des achats d'entreprises

« Un dollar à moins de 6 francs permet d'offrir les conditions d'une présence française accrue aux Etats-Unis », a estimé de son côté M. Jean-Marie Rausch, chef des services de l'expansion économique, à l'issue d'un séminaire sur les possibilités d'implantation dans ce pays. « Si on raisonne en termes d'investissement à long terme, le fait de disposer d'un dollar encore assez bon marché et de pouvoir compter sur des avoirs fortement dépréciés doit inciter à profiter de ces opportunités dans la perspective d'un redressement de l'économie. La Chase Manhattan est pratiquement à vendre pour 1 milliard de dollars, la chaîne hôtelière Marriott ne vaut plus, à un moment, que les trois quarts de la valeur qu'on lui accordait généralement. Demain, il sera peut-être trop tard. On paiera les entreprises américaines beaucoup plus cher », estime-t-il.

En le faisant nommer cogérant de la Compagnie des établissements Michelin

M. François Michelin choisit son fils Edouard comme « dauphin » officiel

M. Edouard Michelin, vingt-huit ans, cinquième enfant et quatrième fils du manufacturier François Michelin, sera nommé, le 28 juin, lors de l'assemblée générale des actionnaires, cogérant de la Compagnie générale des établissements Michelin, aux côtés de son père, soixante-quatre ans, et de M. René Zingraff, cinquante-quatre ans. Il remplacera ainsi M. François Rollier, dont les fonctions de gérant commandité prendront fin à la même date.

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Les actionnaires ont eu connaissance de la nomination de M. Edouard Michelin par une lettre en date du 30 avril signée de MM. François Michelin, François Rollier et René Zingraff, où il est bien précisé que « les gérants en exercice ont, sauf circonstances imprévues, toujours eu le souci d'appeler à leurs côtés plusieurs années à l'avance celui ou ceux qu'ils jugeaient le plus aptes à diriger la maison après eux ».

Les choses ne sauraient être plus claires : M. Edouard Michelin, diplômé de l'Ecole centrale de Paris, est appelé à la succession. « Cette façon de procéder nous apparaît d'autant plus pertinente qu'elle permet d'assurer la continuité d'une gestion à long terme alliant tradition et volonté de progrès, qui ont permis à la maison de devenir ce qu'elle est », est-il ajouté dans la lettre.

M. Edouard Michelin travaille dans l'entreprise depuis qu'il est sorti de l'Ecole centrale. Il a été chef de fabrication de l'usine du Puy-en-Velay (Haute-Loire), chef d'équipe à l'usine de Montceau-Les-Mines, avant de prendre des responsabilités à la direction commerciale France.

Dès juillet de cette année, il prendra la direction des sociétés Michelin aux Etats-Unis et au Canada, sous la responsabilité de leur précédent directeur, qui, dans la nouvelle organisation nord-américaine, dirige l'ensemble regroupant les activités Michelin et celles d'Uniroyal Goodrich. « L'ayant attentivement suivi au cours de ces différentes étapes, nous avons acquis la conviction qu'il possède les qualités de caractère, d'esprit et de cœur que doit réunir le futur chef d'une maison comme la nôtre. Sa jeunesse est un atout, dès lors que M. François Michelin, âgé de soixante-quatre ans, et M. René Zingraff, âgé de cinquante-quatre ans, sont, pour de nombreuses années encore, à la tête de notre entreprise. Elle permettra à M. Edouard Michelin de se consacrer aux responsabilités opérationnelles qui lui sont confiées, de détecter les axes de progrès et de poursuivre ainsi sa formation « sur le tas », avant d'être appelé à partager quotidiennement la tâche des deux autres gérants et de finir d'acquiescer à la succession. « Cette façon de procéder nous apparaît d'autant plus pertinente qu'elle permet d'assurer la continuité d'une gestion à long terme alliant tradition et volonté de progrès, qui ont permis à la maison de devenir ce qu'elle est », est-il ajouté dans la lettre.

A Clermont-Ferrand, M. Edouard Michelin est déjà appelé « le dauphin ».

JEAN-PIERRE ROUGER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration, réuni le 30 avril 1991 sous la présidence de Monsieur Philippe CAMUS, a arrêté les comptes sociaux de MMB et examiné les comptes consolidés relatifs à l'exercice 1990.

Le résultat net social a été arrêté à 296 MF pour 1990 contre 47 MF en 1989. Il intègre la plus-value nette réalisée par MMB lors de la cession, intervenue en novembre 1990, de 46,6 % du capital de QUILLET S.A., soit 282,3 MF.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) s'élève à 368,2 millions de francs contre 220 millions de francs en 1989, ces chiffres comprenant respectivement 237 et 30 MF de plus et moins-values.

Avant plus et moins-values, le bénéfice consolidé de MMB pour 1991 devrait intégrer l'infléchissement annoncé, sur leurs propres résultats, par HACHETTE et MATRA, principales participations de la Société, et, de ce fait, se trouvera en baisse.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 18 juin 1991, la mise en distribution d'un dividende de F. 3 par action plus F. 1,50 d'avoir fiscal contre respectivement F. 2,70 et F. 1,35 au titre de 1989.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Une action de coopération internationale

Le patronat et quatre syndicats de la métallurgie lancent une fondation pour les pays de l'Est

L'innovation et la solidarité ont encore un sens dans le monde syndical, surtout lorsqu'il s'agit de venir en aide à des pays en pleine transformation. Le 8 avril, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), le Groupement des entreprises sidérurgiques et minières (GESIM), les fédérations CFE-CGC, FO, CFTD et CFTC de la métallurgie ont jeté les bases d'une « Fondation d'études et de recherches sociales pour des coopérations internationales et de solidarité dans la sidérurgie et la métallurgie de base ». Son objectif est d'orienter ces coopérations « principalement vers les pays qui auront à adapter leur économie et leur industrie, et notamment vers les pays d'Europe centrale et de l'Est ».

Alors que les syndicats allemands et nordiques, forts de leur unité, se sont depuis longtemps lancés dans la voie des fondations, notamment en faveur des pays du tiers-monde, les syndicats français restaient à la traîne, agissant chacun de leur côté. L'idée de regrouper leurs efforts et leurs forces avec celles des employeurs, dans un secteur d'activité particulière, à l'intention des démocraties naissantes de l'Est, est revendiquée par M. Michel Huc, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie FO, mais a bénéficié d'un concours actif du patronat, notamment du côté d'Usinor-Sacilor. Le montage a donné lieu à de longues négociations entre les syndicats signataires des conventions générales de protection sociale de la sidérurgie (CGPS), le patronat et les pouvoirs publics, le ministère du travail mais aussi ceux de l'économie et de l'intérieur, l'Élysée et Matignon jouant un rôle déterminant.

Chaque CGPS, au nombre de sept entre 1979 et 1987, et aujourd'hui non renouvelable, a donné naissance à un fonds de protection sociale. Ces sept institutions gèrent les dossiers de soixante-cinq mille personnes, comprises dans des tranches d'âge à partir de cinquante ans ou de cinquante-cinq ans jusqu'à soixante-cinq ans, qui reçoivent des prestations versées par les divers fonds. Les ressources proviennent du budget de l'État, un complément étant assuré par une participation financière des sociétés adhérentes. Le sage placement d'une partie de ces fonds a permis de dégager des excédents que le ministère de l'économie a accepté de... ne pas récupérer.

Cinq millions de francs

« L'idée d'utiliser les excédents pour les pays de l'Est est encore à vendre », reconnaît M. Jean-Pierre Chaffin, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CFE-CGC. Il faut démontrer que cela ne nuit en rien aux prestations de la CGPS aux sidérurgistes. La nouvelle fondation sera donc pourvue au départ d'une dotation de 5 millions de francs, correspondant à une partie des excédents de gestion des institutions paritaires de protection sociale de la sidérurgie. Mais elle pourra compter chaque année sur le revenu de la dotation — dont le fonds sera placé, — des subventions et sur le produit des libéralités, des ressources créées à titre exceptionnel et des « rétributions perçues pour service rendu ».

Bref, la fondation, placée sous la double tutelle des ministères de l'intérieur et du travail, part sur de bonnes bases. Syndicats et patronat sont d'accord sur les buts, les ressources et le fonctionnement. L'objectif ? Il est simple. Il s'agit de « contribuer à la préservation des équilibres régionaux et industriels des différents pays et du niveau de l'emploi ». Concrètement, la fondation s'efforcera — au moyen d'études, d'assistance juridique, sociale et technique, de sessions d'informations et de missions spécifiques d'aide et de conseil —

de « favoriser l'adaptation professionnelle, la requalification et la reconversion des salariés de la sidérurgie et de la métallurgie de base ».

Une action au ras des pâquerettes dans des pays comme la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, sans doute concernés dans un premier temps, qui vont être confrontés à d'importantes et douloureuses restructurations de leur métallurgie. « On va donner à ces pays, explique M. Huc, un outil leur permettant de réaliser du concret, comme apprendre à négocier une convention de protection sociale, à l'exemple de ce qu'on a fait dans la sidérurgie, ou faire de la formation. La fondation étant paritaire, patrons et syndicats pourront mener des opérations conjuguées, sans exclusion des accords avec un gouvernement ».

Le patronat de la métallurgie se félicite de cette coopération naissante. « Les pays de l'Est vont connaître des restructurations qui risquent de s'accompagner de réductions d'effectifs. Les partenaires sociaux français peuvent mettre l'expérience qu'ils ont acquise au service d'une action solidaire avec ces pays dans le domaine de la sidérurgie et de la métallurgie de base », estime M. Michel Reseau, président du GESIM et, par ailleurs, adjoint au directeur des ressources humaines d'Usinor-Sacilor.

Quant aux syndicalistes, ils parent la fondation, dont la gestion sera paritaire, de nombreuses vertus. « Une initiative heureuse », souligne M. Jacques Despretz, secrétaire général de la fédération CFTC, pour qui les sidérurgistes polonais sont « avides de prendre le modèle français en exemple » pour leur reconversion. Son homologue de la CFTD, M. Gérard Dantin, parle d'acte « novateur » et M. Chaffin célèbre la fin des « opérations au coup par coup ». Premières initiatives concrètes en novembre sans doute.

MICHEL NOBLECOURT

AFFAIRES

Refusant aussi un relèvement des droits de douane

Philips n'est pas favorable à la création d'une société européenne unique des circuits intégrés

EINDHOVEN

de notre correspondant

Présentant, mercredi 1^{er} mai, les résultats qualifiés d'« encourageants », obtenus par Philips au cours du premier trimestre, M. Henk Appelo, membre du directoire de la multinationale néerlandaise, a exposé le « ni-ni » du groupe d'Eindhoven à propos des mesures envisagées au niveau européen pour redresser l'industrie des composants électroniques : ni le volontarisme de la Commission européenne ni l'instauration de protections douanières ne sont une planche de salut. Celui-ci doit résulter d'une « meilleure coopération » entre les producteurs de la CEE. « C'est trop tôt », « c'est vain », « ce n'est pas nécessaire » : tels sont les termes employés par

M. Appelo pour combattre l'idée selon laquelle une société européenne de semiconducteurs pourrait, voire devrait, naître du regroupement des divisions spécialisées de la multinationale Philips, du franco-italien SGS-Thomson et de l'allemand Siemens.

M. Appelo a explicitement minimisé la portée de la réflexion engagée à ce sujet par la Commission de Bruxelles. M. Jacques Delors, son président, a réuni dernièrement les chefs des cinq grands groupes électroniques européens, mais « c'est lui qui a choisi ses hôtes », une façon de dire que Philips n'était pas demandeur ? « et qui a tiré ses propres conclusions ».

Des stratégies concertées

En clair, Philips « ne pense pas à la fusion » de son activité « composants » avec celles de SGS-Thomson et de Siemens. D'autre part, M. Appelo n'a pas fait allusion à la dernière réunion des ministres européens de l'Industrie (le 30 avril) à la création, à cette occasion, d'un groupe d'experts chargé de définir les mesures de sauvetage de l'électronique européenne.

Envisager, à cette fin, de regrouper les producteurs de circuits intégrés apparaît à Philips artificiel et prématuré. Citant en exemple

l'échec du projet UNIDATA (visant à la mise au point en commun d'ordinateurs européens, entre 1973 et 1975), M. Appelo a estimé qu'une « coordination renforcée des programmes de recherches et une intensification des échanges de technologie » dans le domaine des composants étaient, pour l'instant, suffisantes. Il n'a pas dit si Philips jugeait ces efforts nécessaires, mais il s'est demandé « si le programme JESSI ne devrait pas être concentré et redéfini ».

Philips considère donc que les industriels européens doivent tout d'abord « s'entendre dans l'esprit » sur leurs stratégies et mettre celles-ci « en ligne », plutôt que de créer d'emblée une structure de production de substitution.

Dresser des barrières douanières n'est pas plus du goût du groupe néerlandais. « Nous ne sommes pas dans le camp des bâtisseurs de murs tarifaires », a déclaré M. Appelo, faisant référence au récent appel de M. Alain Gomez pour un réhaussement, pendant cinq ans, des droits d'entrée dans la CEE actuellement imposés aux composants japonais. Philips n'est pas non plus dans le camp du laissez-passer intégral, a-t-il ajouté, semblant ainsi prendre parti pour le statu-quo.

CHRISTIAN CHARTIER

REPÈRES

CONJONCTURE

Timides signes de reprise aux États-Unis

La récession pourrait avoir touché le fond : la Réserve fédérale des États-Unis se montre prudente dans un rapport préparé en vue de la prochaine réunion le 14 mai de l'open market, principal organe de décision de la Fed en matière de politique monétaire.

Le « livre beige », qui est préparé par les douze banques régionales forment le système de réserve fédérale, fait la synthèse des enquêtes réalisées dans l'ensemble de l'économie. Pour la Fed, il existe des signes épars d'amélioration (industrie, dépenses de consommation), mais dans l'ensemble l'activité continue d'être molle (demandes de prêts, dépenses de construction...). C'est ce qui a incité la Réserve fédérale à réduire mardi 30 avril d'un demi-point son taux de l'escompte. — (AFP)

PAIEMENTS COURANTS

Forte réduction des excédents japonais

L'excédent de la balance des paiements courants du Japon s'est fortement réduit en mars, revenant à 4,3 milliards de dollars contre 8,1 milliards de dollars en mars 1990. Ce recul s'explique uniquement par le versement de l'essentiel de la contribution japonaise (8,6 milliards de dollars) à la guerre du Golfe.

Au niveau de la balance commerciale en effet, l'excédent des échanges s'est accru, passant de 6,9 milliards de dollars en février à 10,5 milliards, les exportations progressant de 13,5 % sur un an (avril 1990 - avril 1991), tandis que les importations n'augmentaient que de 5,3 % sur la même période. Les pouvoirs publics estiment que la réduction depuis 1988 des importants excédents commerciaux nippons devrait prendre fin cette année.

ITALIE

Amélioration du commerce extérieur...

Le déficit de la balance commerciale italienne s'est nettement réduit au cours du premier trimestre, revenant à 6 487 milliards de lire (25 milliards de francs) contre 9 160 milliards (41,2 milliards de francs) au cours du premier tri-

mestre 1990. Cette amélioration, particulièrement nette en mars, mois au cours duquel le solde négatif de la balance commerciale n'a été que de 2,4 milliards de francs, s'explique par une nette réduction des importations (celles-ci ont baissé de 11,3 % par rapport à mars 1990), reflet du ralentissement de l'activité économique que connaît le pays.

Les exportations, en revanche, continuent de progresser, mais à un rythme ralenti (-3 % entre mars 1990 et mars 1991).

... mais accélération de l'inflation

Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en avril en Italie. En un an (avril 1990 à avril 1991), la hausse est de 6,7 %, contre 6,6 % en mars et 5,8 % en avril 1990. Cette accélération du rythme annuel d'inflation a eu pour cause en avril les loyers, l'habillement l'alimentation.

LOGEMENT

Baisse des mises en chantier au premier trimestre

Le recul des mises en chantier de logements s'est poursuivi au cours du premier trimestre 1991, avec une baisse de 2,7 % par rapport au trimestre correspondant de 1990. Cette contraction est essentiellement due à l'habitat individuel, qui recule de 5,3 % alors que le collectif progresse de 0,6 %. L'activité du bâtiment hors logement s'améliore de 2,5 %, notamment en matière de constructions d'entrepôts (+11,5 %), et de locaux industriels (+5,6 %), mais les commerces mis en chantier chutent de 15,9 %.

TRANSPORTS

Marasme jusqu'au second trimestre

L'atonie générale de l'économie se fera sentir dans le secteur des transports jusqu'à l'été, selon les prévisions de l'Observatoire économique et statistique des transports (OEST). Celui-ci a calculé que seuls la circulation routière tous véhicules confondus (+2,3 %) et le trafic poids lourds sur autoroute (+2,7 %) progresseront, en France, au cours du premier semestre 1991, alors que tous les autres modes de transports verront leur activité en recul : en matière de voyageurs, le plus touché sera l'air inter (-3,9 %), mais la SNCF ne sera guère mieux lotie (-2,1 %).

Arrêts contradictoires de la Cour de cassation

Un salarié innocent peut-il être licencié ?

Un salarié soupçonné d'un délit et innocenté par la justice peut-il être licencié ? La jurisprudence de la Cour de cassation, interpellée à deux reprises à un mois d'intervalle sur cette question, apparaît, pour le moins, contradictoire. La chambre, présidée par M. Philippe Waquet, a en effet décidé de casser, le 18 avril, un arrêt de la cour d'appel de Poitiers, qui avait estimé que la mise d'un salarié « au bénéfice du doute » constituait un motif de licenciement, « pour perte de confiance ».

Un mois auparavant, la même chambre, présidée par M. Jean Cochard, avait au contraire estimé que le fait d'avoir été innocenté par la justice constituait une « cause réelle et sérieuse » de licenciement (le Monde du 10 avril). Pour expliquer ce revirement de jurisprudence, la chambre a affirmé, le 18 avril, que la décision du juge pénal devait s'imposer au juge civil et que, de toute façon, la « perte de confiance » ne constitue plus, selon sa récente jurisprudence, un motif de licenciement.

Siemens entre dans la future filiale transports de Krupp. — Le groupe allemand Siemens AG va entrer à hauteur de 25 % dans le capital de la nouvelle filiale de Krupp MAK Maschinenbau GmbH, née de la fusion de ses deux sociétés de construction ferroviaire (Krupp Maschinenbau GmbH et MAK). La nouvelle société devrait atteindre un chiffre d'affaires de 250 millions de marks (840 millions de francs), a-t-on précisé chez Siemens. L'opération doit toutefois être validée par le conseil de surveillance du groupe bavarois et le Bundeskartellamt (Office fédéral des cartels). Siemens AG espère profiter de sa coopération avec Krupp pour renforcer sa position sur le marché

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

13^e arrdt
UN JARDIN 116 m²
+ 4 pces, asc., 1^{er} ét.,
box, Gobelins/Arago,
qualité, rare,
43-36-17-38.

14^e arrdt
St-Jacques, imm. 79, 5^e ét.,
2 pces, 1^{er} ch., balcon, parking,
1 300 000 F
43-36-18-36.

PRIX INTÉRESSANT
M^{re} ALESIA
Imm., pierre de taille, calme,
4 pces, entrée, cuis., bains,
80 m², 5^e rue et jardin,
13, rue Alphonse Daudet,
Sam., dim. 15 h à 18 heures.

91 - Essonne
A VENDRE A MASSY
Près Place de France
B. F3 en cours de raval,
2 grandes salons. Tous
commerces, écoles, bus,
RER et bientôt gare TGV à
proximité.
Libre de suite, 700 000 F
Tél. : 95-20-95-95.

locations meublées demandes

Paris
J. H., 23 ans, étudiant à
Sup. de Co., cherche studio
à louer à partir de juillet 91.
Paris ou banlieue, de préfé-
rence proche la Défense.
Loyer max. 500 F
Tél. : (1) 59-80-09-21.

maisons individuelles
PROPRÉTÉ dans l'Oise
60 km de Paris, 4 p. plain-pied,
95 m², terrasse, jardin
1 500 000 F
Tél. : 42-33-83-70.

Desvillie centre et plage
Maison part. 1930, 170 m²,
living 3 p. pièces, 3 salles de
bains, WC, 500 000 F.
(16) 31-81-10-00.

bureaux

Locations
VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés
et tous services.
43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes
A VENDRE PAS-DE-PORTE
à NOYAN (17), rue principale,
144 m², libre de suite.
Bail rural, 800 000 F
(16) 46-32-64-24.

Hôtel 2 étages, plain centre
Nice, Fonds : 8 000 000,
C.A. : 2 450 000.
Sans groupe ni restaurant.
Tél. : 93-82-18-55.
Demandeur M. Corio.

SAINT-GERMAIN (78)
Boutique, ch. part, commerces
à louer, 78 m², Fabrique St.
Cassien de 800 000 F.
(1) 38-14-34-39.

boutiques

Ventes
SAINT-GERMAIN (78)
Boutique, ch. part, commerces
à louer, 78 m², Fabrique St.
Cassien de 800 000 F.
(1) 38-14-34-39.

Le Monde

Cadres

Librairie spécialisée
chèque
RESPONSABLE
POINT DE VENTE
Sciences de l'homme
formation extra, l'archéologie
appréciée.
Envoyer CV : 2007000
SP 137
75223 Paris Cedex 06.

MICROAGE

Leader mondial dans
l'intégration de services
en micro-informatique et
réseaux hétérogènes.
OS/2, NOVELL, UNIX
et réseaux bureautiques,
téléphonie, bases de données.
Appeler Véronique PETIT
au :
(1) 40-85-01-07,
de 9 h à 13 h,
du lundi au vendredi.

TECHNICIENS DE SUPPORT

BTS ou expérience confirmée
dans l'un ou plusieurs des
secteurs suivants :
OS/2, NOVELL, UNIX
et réseaux bureautiques,
téléphonie, bases de données.
Appeler Véronique PETIT
au :
(1) 40-85-01-07,
de 9 h à 13 h,
du lundi au vendredi.

L'AGENDA

Cours

Étudiant à Sup. de Co.,
Rennes donne cours de
maths à Annecy le week-end
et à Rennes la semaine.
Pour tous renseignements,
demander Frédéric au :
(1) 99-51-77-23.

automobiles

ventes
A VENDRE
CHRYSLER LEBARON
Catalan, année 90.
Import USA.
Prix : 1740 000 F
Tél. : 42-07-12-10.

Vacances

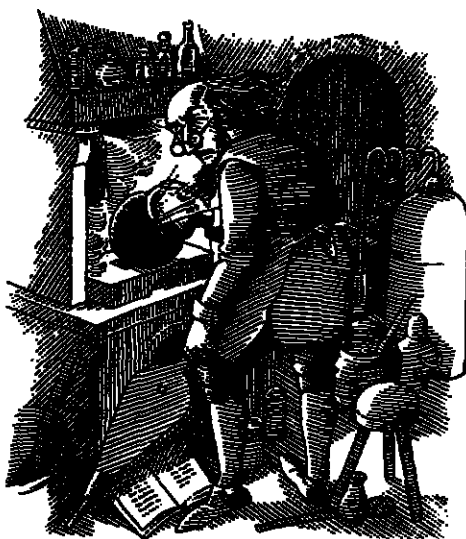
Tourisme
Maison à louer juil. juillet,
5000, région Bordeaux,
20 km. Saint-Etienne, parc
boisé, église, piscine.
Tél. : (1) 83-81-82-82.

TOURETTE-SUR-LOUP (06)

VILLA à louer
4 chambres, piscine,
Du 1^{er} juillet au 31 août,
cuisine au mois.
Tél. au 20 h : 93-24-17-64

سكن في الامم

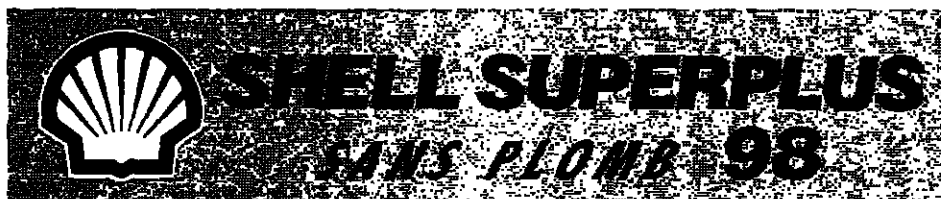
Certains pétroliers redécouvrent l'alchimie :
en supprimant le plomb de l'essence,
ils ont trouvé le moyen de se faire de l'or.



Produire un carburant plus propre avec moins de plomb, c'est bien. Rajouter des additifs miracles pour en augmenter le prix, ce n'est pas très clair. Mais refuser aux hypermarchés de le vendre moins cher, c'est franchement trouble. Décidément, pour obliger les automobilistes à payer au prix fort les carburants les moins polluants, l'archaïsme et les monopoles font bon ménage.

E.LECLERC 

L'hypermarché Leclerc de Maurepas distribue



pour le plus grand bénéfice
des consommateurs et de leurs véhicules.

Les Centres Leclerc ont résolument choisi de défendre le consommateur. Et ce n'est pas nous qui allons le leur reprocher. Même si leur enthousiasme les entraîne parfois un peu plus loin dans leurs allégations.

Car enfin, défendre le consommateur, il y a déjà bien longtemps que c'est notre philosophie. Si nous dépensons moins d'argent pour le dire, c'est parce que nous investissons beaucoup dans la recherche pour amélio-

rer sans cesse les performances de nos produits. Aussi lorsque l'hypermarché Leclerc de Maurepas a décidé de distribuer du Shell Superplus sans plomb, nous avons été très heureux de constater que la fougue ne pouvait obscurcir longtemps la lucidité.

Désormais, Leclerc aime Shell. C'est encore une belle victoire pour le consommateur qui bénéficiera dorénavant tout à la fois de l'efficacité Leclerc et de la qualité Shell.

j'ime

MARCHÉS FINANCIERS

Après la publication du Livre blanc du gouvernement

M. Bébear (AXA) plaide vigoureusement en faveur des retraites par capitalisation

Alors que les assureurs n'ont jusqu'à présent guère fait entendre leur voix dans le débat qui s'ouvre sur l'avenir des retraites, M. Claude Bébear, PDG du groupe AXA, propose de « plafonner la part des retraites par répartition à leur niveau actuel » et de « créer dans les entreprises des systèmes collectifs par capitalisation, c'est-à-dire des fonds de pension à la française ».

Lors d'une rencontre avec l'AJIS (Association des Journalistes de l'information sociale), le 30 avril, M. Bébear a assuré qu'il n'est pas question de « mettre fin aux régimes par répartition ». Il juge toutefois nécessaire de bloquer le « niveau global des cotisations » à leur niveau actuel et critique ceux qui, « dans les caisses de retraites, ne veulent pas dire la vérité et considèrent que la capitalisation, c'est le diable ». Le PDG du groupe AXA, qui souhaite que le Livre blanc du gouvernement constitue « un point de départ et non un aboutissement », estime que « l'on ne peut pas continuer à jouer la politique de l'autruche ». Pour éviter « une révolte des actifs » contraints de supporter le poids du financement des retraites à venir, « il faut introduire progressivement des régimes par capitalisation, individuels ou collectifs ».

Les sommes dégagées par la création de fonds de pension -

proposition qui figure dans un autre Livre blanc rédigé par les assureurs et remis au premier ministre mais qui, s'il est adopté à la Fédération française des sociétés d'assurances, n'est pas, « dans l'immédiat », destiné à être rendu public - ne devraient pas être gérées au sein même de l'entreprise, comme le suggère le CNPF, mais à l'extérieur. En défendant cette option, M. Bébear souligne qu'il ne se détermine pas en tant que dirigeant du groupe AXA, mais qu'il défend une « dispersion des risques respectant des règles prudentielles » et ne devant pas nuire à la mobilité des salariés.

A cet égard, M. Bébear juge « aberrant que les assureurs ne donnent pas l'exemple » et propose que la moitié de la prime d'ancienneté des 100 000 salariés de la profession soit consacrée au financement d'un régime par capitalisation. Selon lui, le rendement de telles formules est favorable dans la mesure où « il ne fait pas de doute » que la mondialisation du marché des capitaux « garantit l'existence, sur une longue période, de taux d'intérêt supérieurs à l'inflation ». Enfin, le PDG du groupe AXA a critiqué « le consensus patronal-syndical, qui gère ensemble les retraites complémentaires », tout en relevant que « le CNPF évolue beaucoup à l'heure actuelle ».

J.-M. N.

La crise du système financier américain

La FDIC prévoit plusieurs centaines de faillites bancaires aux Etats-Unis

Selon M. John Bovenzi, adjoint du président de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), l'agence fédérale garantissant les dépôts bancaires aux Etats-Unis, le nombre des défaillances bancaires pourrait atteindre de 340 à 440 établissements en 1991 et 1992. Ces banques, dont les actifs varient de 95 à 160 millions de dollars, devraient couler au fond d'assurance bancaire de l'agence fédérale de 15,8 à 24 milliards de dollars.

Ces chiffres pessimistes viennent à

point d'étayer les dernières déclarations de M. William Seidmann, président de la FDIC, lors de la transmission du projet de réforme bancaire soumis par le président Bush au Congrès, le 20 mars dernier, soulignant qu'il était urgent de doter son organisme d'au moins 35 milliards de dollars pour éviter le désastre. La FDIC a dû faire face à plus de 1 000 faillites bancaires au cours de ces six dernières années.

□ Découverte d'un champ géant de pétrole dans le golfe du Mexique. Shell et BP ont annoncé mercredi 1^{er} mai la découverte d'un champ pétrolier géant dans le golfe du Mexique. Il s'agit de la plus grande découverte réalisée aux Etats-Unis depuis vingt ans. Le champ, nommé « Mars », est situé à une très grande profondeur d'eau, environ 930 mètres, ce qui rend son exploitation difficile et coûteuse. Mais il pourrait contenir plus d'un milliard de barils de pétrole brut, se classant ainsi parmi les « géants » mondiaux.

□ Viag achète les unités européennes de Continental Car. Le groupe industriel allemand Viag a acheté Continental Car Europe (CCE) à l'Américain Peter Kiewit Son's. Le prix de cette acquisition serait de l'ordre de 1 milliard de dollars (8 milliards de francs environ). CCE, l'un des principaux fabricants mondiaux d'emballage alimentaire, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars (près de 10 milliards de francs).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CGI INFORMATIQUE

ACQUISITIONS POUR CGI INFORMATIQUE

Fidèle à sa politique de rachat de sociétés aux activités complémentaires des siennes, le groupe CGI renforce ses positions :

- En Grande-Bretagne avec l'acquisition de la société LS3 - London Specialist Software Systems Limited - spécialisée dans le développement et la distribution de progiciels pour le secteur industriel avec les produits POPIMS et LS/400. La Grande-Bretagne représentera ainsi la première implantation européenne du Groupe CGI, avec 200 collaborateurs et un chiffre d'affaires d'environ 12 millions de livres.

- Aux Etats-Unis, grâce à un accord signé avec la société américaine TRANSFORM LOGIC CORP., installée à PHOENIX (Arizona) pour le rachat des outils de génie logiciel, DESIGN Aid II et Source/RE. Ces produits comptent 8 000 installations chez 400 clients répartis dans le monde et s'inscrivent dans l'offre globale CGI pour constituer l'atelier de génie logiciel le plus ouvert et le plus complet du marché.

Cette prise de participation et cet accord confortent la position du groupe CGI en tant que leader de la GPAO en France (POPIMS et LS/400 s'ajoutent à TZAR II et TDMBASE) et s'inscrivent dans la logique d'ouverture poursuivie par CGI en matière de génie logiciel et d'intégration à l'AD/CYCLE (Design Aid II et Source/RE s'ajoutent à PACBASE, PACLAN et YOURDON).

NEW-YORK, 2 mai ↑

Pause

Tout en bénéficiant du recul des taux d'intérêt américains, Wall Street n'a enregistré qu'une modeste progression jeudi 2 mai, des prises de bénéfices érodant les gains du début de séance. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 938,81, en hausse de 8,41 points, soit un gain de 0,28 %. Quelques 188 millions d'actions ont été échangées : 948 titres étaient en hausse contre 612 en baisse ; 459 sont restés inchangés.

Selon les experts, les taux d'intérêt à long terme ont reculé après l'annonce d'une progression des commandes d'allocations chômage à la mi-avril, ce qui a encouragé un transfert de capitaux du marché obligataire vers Wall Street. Le marché attend maintenant la publication, vendredi 3 mai, des chiffres du chômage. Les conjonctures privées tablent généralement sur un taux de 7 % (contre 6,8 % en mars) et sur 175 000 pertes d'emploi.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, sont tombés à 8,13 %, contre 8,17 % mercredi soir.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} mai	Cours de 2 ^e mai
Alcoa	70	71
ATT	37 3/4	37 3/8
Bell	18 3/4	18 3/4
Boeing	18 3/4	18 3/4
De Pire de Monaco	42 5/8	42 1/8
IBM	102 1/2	102 1/2
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	23 1/2	23 1/2
General Motors	37 5/8	37 1/4
Goodyear	21 7/8	21 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
ITT	59	59 7/8
Mobil Oil	87 7/8	87 7/8
Shell	62 7/8	62 3/4
Schlumberger	82 3/4	82 3/4
Tecoco	88 3/4	88 1/8
Union Carbide	18 3/8	18 1/2
USX	31 7/8	31 7/8
Westinghouse	27 1/4	27 1/4
Yates Corp	57 1/4	57 3/4

LONDRES, 2 mai ↑

Poursuite de la hausse

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs ont continué en nette hausse jeudi 2 mai au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est apprécié de 22,3 points à 2 530,7, soit un gain de 0,9 %. Le volume des échanges a été de 419,3 millions de titres, mercredi, à 518,6 millions de titres.

L'ouverture en hausse de Wall Street et les espoirs de victoire des conservateurs aux élections locales de jeudi (dont les résultats ne seront connus que dans la nuit) ont contribué dans une large part à cette progression. Les déclarations, mercredi 1^{er} mai, du premier ministre britannique M. John Major, selon lesquelles l'inflation pour le mois d'avril était inférieure à la moyenne, ont également stimulé la tendance.

Le marché a été, toutefois, retenu par l'augmentation de capital de 119 millions de livres lancée par le groupe de construction de la City, le N. & W. qui a légèrement reculé.

La plupart des valeurs ont progressé, notamment les pétroliers, les assurances, les magasins et les banques.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Accord de coopération entre

Victoire et Dai-Tokyo Fire. - Dai-

Tokyo Fire and Marine Insurance,

cinquième compagnie japonaise

d'assurances non-vie, a annoncé la

conclusion d'un accord de coopération

avec l'assureur français Viro-

toire (groupe Suez), cinquième

européen, pour un accès réciproque

à leurs marchés. Par cet accord,

entré en vigueur mercredi 1^{er} mai,

les deux groupes pourront au Japon

et en Europe vendre des contrats

d'assurance non-vie, s'échanger des

informations sur leur secteur d'ac-

tivité. La firme japonaise bénéfi-

ciera du réseau européen de Viro-

toire pour suivre ses habituels

clients japonais installés sur le mar-

ché européen. Victoire s'appuiera

de son côté sur le réseau domesti-

que de Dai-Tokyo pour se dévelop-

per dans l'archipel et y assurer ses

clients européens sans pour autant

dénier les relations déjà existan-

tes entre certaines de ses filiales

et d'autres compagnies d'assura-

nces, notamment en réassurance

(Colonie avec Nippon-Fire et Nord-

stern avec Yaguda-Fire). Créée en

1918, Dai-Tokyo, Vi-

roire n'appartient à aucun trust japonais,

est en fait la première compagnie

d'assurances non-vie indépendante

du Japon. Employant 6 700 per-

sonnes et présente dans six pays,

son total de bilan atteint plus de

1 260 milliards de yens (54 mil-

liards de francs).

□ Courcouronnes-Bouvet renforce

ses activités de gestion de portefeuille.

- En concluant un accord portant

sur la gestion de l'activité de gestion

de portefeuille de la société de

Bourse Aubouneau-Labouret-Olli-

vier (BSL, France), l'ex-chef de

d'agent de change Courcouronnes-

Bouvet (groupe Paribas) renforce

ainsi son activité de gestion d'actifs

pour compte de tiers qui constitue

l'un des métiers du groupe Paribas.

Ce nouvel ensemble ainsi constitué

gèrera plus de 8 milliards de francs

d'actifs. Courcouronnes-Bouvet

est en nom collectif, est filiale à

100 % de Paribas. Elle dispose de

230 millions de francs de fonds

propres et a réalisé en 1990 un

résultat net de 44 millions de

francs.

PARIS, 3 mai

Sans tendance

Après la forte progression de la veille (+ 2,53 %), les valeurs françaises ont adopté, vendredi, un régime nettement plus modéré. En retrait de 0,18 % des les premières transactions, le marché parisien quittait momentanément sa tendance initiale, plutôt orientée à la baisse, pour évoluer de part et d'autre du point d'équilibre sans adopter de véritable orientation. En fin de matinée, il offrait une légère avance de 0,14 %, sans conviction. En début d'après-midi, l'indicateur de la place continuait ses allers-retours entre le rouge et le vert. Plus tard dans la journée, avant que ne soient communiqués les chiffres du chômage aux Etats-Unis, qui pourraient donner une orientation plus nette au marché d'ici la clôture, l'indice CAC 40 s'inscrivait en retrait symbolique de 0,02 %.

Selon les opérateurs, le marché est resté légèrement positif dans l'anticipation d'une baisse des taux français, la baisse d'un demi-point du taux d'escompte américain a continué de soutenir le marché et la perspective d'un nouvel assouplissement de la politique monétaire par la Réserve fédérale américaine, lors de la prochaine réunion de l'open market (FOMC) était même évoquée. Ce qui ne serait pas impossible compte tenu des statistiques, plutôt médiocres, récemment publiées aux Etats-Unis. De plus, le maintien en l'état de la politique allemande en matière de taux d'intérêt lors de la réunion du conseil central de la Bundesbank, jeudi 2 mai à Francfort, a été interprété comme un facteur supplémentaire qui pourrait autoriser cette détente des taux en France et, comme l'ajoutait un opérateur, entraîner des transferts de liquidités sur la Bourse.

Du côté des valeurs, bonne remontée de BIC, de Radiotechnique. Les valeurs dites « taux » (banques et assurances) se replaçaient sensiblement.

TOKYO, 3 mai

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont été vendredi 3 mai en raison de fêtes locales.

Extension des horaires d'ouverture de la Bourse de Tokyo

Le début de la session d'après-midi de la Bourse de Tokyo commença une demi-heure plus tôt, depuis le mardi 30 avril, afin d'accroître la durée des transactions et de permettre aux investisseurs de la durée des transactions de passer des ordres boursiers pendant l'heure du repas, traditionnellement interdite au Japon entre midi et une heure de l'après-midi.

100 heures à la Bourse de New-York.

Cette augmentation des

horaires de cotation devait aussi

permettre aux salariés japonais de

passer des ordres boursiers pen-

dant l'heure du repas, tradition-

nellement interdite au Japon entre

midi et une heure de l'après-midi.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3829	3840	I.C.C.	254	254
Amis Amos	290	290	DIA	343	343
B.A.C.	152	152	Microm	135	135
Bouygues	880	884	Immob. Habitat	925	908
Bolton (Ly)	372	371	LP.B.M.	101	100
Bouss (Ly)	212	212	Loco invest	285	285
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1100	1101	Locom	91 50	91 50
Calson	406	405	Nova Com	128	129 50
Carif	685	710	Mok	150	150
C.E.G.E.P.	180	179	Presbourg	84	84
C.F.P.I.	306	313	Publ.Financ	370	376
C.N.I.M.	920	920	Radi	610	610
Codisur	288	288	Reus-Alp-Fin (Ly)	301	301
Conforama	855	855	S.H. Hingon	175	179
Courea	280	285	Solac Invest (Ly)	102	102
Dagblin	467 50	478	Serbio	460	460
Dalson	1003	1005	S.M.T. Group	130	115
Danachy Worms Co	365	365	Sopra	274 50	285 20
Dequenne et Gril	285	295	TFI	302	302
Develuy	1214	1214	Thomson H. (Ly)	281	278
Deville	404	410	Uniq	228	225
Dollon	135	139	Viel et Co	105	104 50
Edison Ballad	225	225	Y. S. Laurent Group	799	800
Europ. Propulsion	348	340			
Finacor	128 50	128 50			
Financap	138	138 70			
G.F.F. (Group Fin.)	305	304 50			
Grand Livr	385	388			
Groupograph	228	228 10			
Group Origry	714	700			
Gutim	1000	1005			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 mai 1991

Nombre de contrats : 81 676

COURS	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	107,24	107,24	107,24
Précédent	106,90	106,94	106,74

Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
107 <small>appel à 100 MUSD d'Options d'achat</small>	0,70	1,42	0,47	1,19

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Mai	Jun	Juillet
Dernier	1 838,50	1 829	1 800
Précédent	1 779	1 788,50	1 780

CHANGES

Dollar : 5,8085 ↓

Le dollar a continué de baisser, vendredi, à 5,8085 F au fixing contre 5,815 F la veille. Pas de cotation de la devise américaine à Tokyo, les marchés des changes étant clos, pour la seconde fois cette semaine, en raison de la Golden Week, l'une des trois grandes périodes de congés annuels au Japon.

FRANCFORT	2 mai	3 mai	Industrielles.....	2 930,20	2 938,61
Dollar (en DM)...	1,722	1,713	LONDRES (Indices « Financial Times »)		
TOKYO	2 mai	3 mai	100 valeurs.....	2 538,40	2 530,70
Dollar (en yens)...	137,68	Clos	30 valeurs.....	1 966,70	1 981
			Min d'or.....	139,90	140,90

MARCHÉ MONÉTAIRE (offets privés)

Paris (3 mois)	9 316 - 9 316 %
New-York (2 ans)	5 344 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ dép.	+ bénéf.	Rep.	+ dép.	Rep.	+ dép.	Rep.	+ dép.
E.-U.	5,8150	5,8180	+ 158	+ 168	+ 310	+ 330	+ 860	+ 920
S. can.	5,0596	5,0644	- 8	+ 10	- 12	+ 18	- 4	+ 64
Yen (100)	4,2171	4,2208	+ 33	+ 44	+ 84	+ 101	+ 294	+ 343
DM	3,3667	3,3695	- 3	+ 13	- 7	+ 14	- 31	+ 22
Flora	3,0041	3,0064	- 4	+ 7	- 7	+ 7	- 26	+ 14
FB (100)	16,4500	16,4630	+ 10	+ 70	- 30	+ 90	- 100	+ 200
FS	3,9993	4,0041	+ 18	+ 30	+ 32	+ 56	+ 120	+ 179
L (1 000)	4,5076	4,5117	- 96	- 187	- 161	- 354	- 872	- 872
£	9,9931	10,0040	- 260	- 230	- 400	- 320	- 1010	- 850

TAUX DES EUROMONNAIES

E-U	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 15/16	6	6 1/8
Yen	7 1/16	8 1/16	7 1/16	8 1/16	7 7/8	8 1/8	7 1/2	7 1/4
DM	8 1/16	9 1/16	8 1/16	9 1/16	8 15/16	9 1/8	9 1/16	9 1/4
Flarin	8 3/4	9 1/4	8 15/16	9 1/8	9	9 1/4	9	9 1/4
FB (1000)	9	9 1/2	8 7/8	9 1/2	9	9 1/4	9	10
US	8	8 1/2	8 3/8	8 1/2	8 3/8	8 1/2	8 1/4	8 3/8
(1 000)	11 1/4	11 3/4	11 1/4	11 3/8	11 1/4	11 3/4	11 1/4	11 3/4
France	9 1/8	9 1/4	11 3/4	11 3/8	11 1/2	11 7/8	11 3/16	11 3/4
				</				

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 MAI

Champion VALUERS						Réglement mensuel										VALUERS							
Champion	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%	Champion	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%	Champion	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%	Champion	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%
+					+	+					+	+					+	+					+
3550	CNE 5%	4070	4070	4070	81	Compt. Ind.	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%	Compt. Ind.	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%	Compt. Ind.	VALUERS	Cours	Premier	Dernier	%
518	BNP T.P.	850	850	850	91	115	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	115	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	115	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91
518	D.Lyon T.P.	940	940	940	94	115	Compt. Ind.	1150	1150	1150	94	115	Compt. Ind.	1150	1150	1150	94	115	Compt. Ind.	1150	1150	1150	94
1210	Ramsey T.P.	1330	1330	1317	- 0.23	215	Compt. Ind.	202	200.50	205	+ 0.69	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20	385	385	385	385	Legat.	387.20	385	385	385
1210	BNP T.P.	1571	1571	1576	+ 0.31	215	Compt. Ind.	1150	1150	1150	91	385	Legat.	387.20									

COMPTANT

			VALEURS		VALEURS		VALEURS	
	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp. État 0,95/77	122 10	8 31	C.I.M.	920	Migrant	500	750	
Emp. État 0,95/78	100 80	7 52	C.I.T.R.A.M. (R)	2425	Mét. Déployé	552		
10,35/82 78/84	120 20	7 12	Colson	256	Mors	136	133 50	
Emp. État 13,4/83	119 35	8 48	Cogitex	373	Navigation (Maj.)	206	208	
Emp. État 12,25/84	104 12	8 61	Comptel	801	Order (C)	392	309	
Emp. État 11,5/85	111 70	2 14	Da Industriale	4465	Oliver (Dennis)	1030	1030	
10,25/85 85/86	105 50	1 45	Exp. Int'l. Paper	419	Oliver (Dennis)	1169	1165	
OAT 10,5/2000	107 43	9 4	Quart. Mkt. Prov.	34	Patel Maroon	610	610	
OAT 9,5/21/1987	105 85	2 48	Rel. Gals. Ind.	338	Parfums	188	191	
OAT 9,5/21/1986	104 05	2 48	C. Universal (C)	714	Parfums (CP)	650	648	
FTT 11,25/85	178 05	4 38	Orléans	126	Paris Finance	210	211	
OAT 10,35/85	107 89	2 61	Darley	700	Paris Orleans	248	247 50	
OAT 10,25/85 90/90	105 50	1 37	Degremont	1840	Parfums Invest.	320	322	
CHF 10,0/85 10/85	101 80	1 80	Delfinide	1910	Patel Cosmetics	1231		
CAB Bapine 5000F	99 75	3 42	Delaunay	3885	Pavé Holdings	1821	1821	
CAB Paribas 5000F	98 80	3 42	Deltapac	1100	Powell	851	840	
CAB Suez 5000F	99 98	3 42	Desmar	2950	Procedia (C)	1145	1145	
CNE 11,5/85 85/86	102 80	9 47	Desmar	1015	Publicis	680	685	
CNE 11/82 5000F	99 75	3 42	Desmar	280 20	Publicis	106	108	
CNE 9/85 85/86	98 80	0 57	Desmar	774	Radiolux	307	307	
CH 10,90/85 déc. 85	105 50	3 33	Desmar	350	Rosario	453	452	
CHAB FCE 3% 100	147	...	Desmar	350	Rosario	453	452	
CHCA	961	...	Desmar	350	Rosario	453	452	
Cenac	2085	...	Desmar	350	Rosario	453	452	
Alcanal 6% j. av. 88	105 05	...	Desmar	350	Rosario	453	452	
Ly. Eau et G. 5,5%	804	...	Desmar	350	Rosario	453	452	
Thoms. ex 5,25/86	Desmar	350	Rosario	453	452	
Etrangères								
			</					

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Frans incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frans incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frans incl.	Rachet net
A.A.A.	1047 18	1021 65	Fruck-Capt.	38 80	38 23	Minerals	128 22	122 94
Action	226 58	230 59	Fruck Court	12808 95	12808 95	Printing Gass.	58405 05	58403 05
Agapapap	783 75	790 75	Frucktor	240 22	235 67	Proving Oil	10521 92	10511 41
Agapapap	102 02	109 69	Frucktor	31 30	30 30	Privity, Escapators	102 02	107 94
AFB Action in CP	1003 61	1057 18	Frucktor	94 56	827 99	Pub. Associations	20689 99	20689 99
AFB-BOO	896 46	581 91	Frucktor	29 48	28 74	Professors	1082 10	1055 72
AFB-BOO	581 91	580 40	Frucktor	11484 94	11484 94	Professors	132 10	126 12
AFB-BOO	110 28	107 07	Frucktor	4642 37	483 04	Reflector	932 55	905 55
AFB Invest Saco	115 65	112 73	Frucktor	1313 54	1281 50	Reflector	150 14	156 14
AFB Interlands	412 48	402 42	Frucktor	13482 44	13386 48	Rentius Trestor	594 13	5347 65
AFB-LOO	1053 43	1048 19	Frucktor	187 65	182 38	Revents-Hor	11465 02	1128 10
AFB-LOO	1053 43	1052 41	Frucktor	1165 10	1165 10	Revents-Hor	940 48	920 47
AFB-LOO	608 98	594 13	HLM Monobloc	12593 31	12593 31	Sh-Hoat Bate de T.	10201 91	10156 13
AFB-LOO	7286 34	7008 10	Interop	106573 38	106470 38	Sh-Hoat Bate de T.	24 14	233 03
Anglo-Am.	633 48	615 03	Interop	13198 34	12788 34	Sh-Hoat Bate de T.	754 10	719 56
Anglo-Am. Corp.	9523 39	9510 36	Intersection Pk.	521 51	508 72	Sh-Hoat Bate de T.	194 81	185 98
Anglo-Am. Corp.	9523 39	9510 36	Interop	178 77	171 07	Sh-Hoat Bate de T.	818 83	800 83
Anglo-Am. Corp.	367 32	358 65	Jungwange	364 27	261 05	Sh-Hoat Bate de T.	524 69	520 69
Anglo-Am. Corp.	1286 22	1224 39	Laffine Amargos	230 22	220 83	Sh-Hoat Bate de T.	1357 94	1352 94
Anglo-Am. Corp.	1883 42	1850 41	Laffine Europa	253 24	241 10	Sh-Hoat Services	510 38	490 38
Anglo-Am. Corp.	109 23	108 05	Laffine Europa	236 40	245 08	Sh-Hoat Services	1688 48	1688 48
Anglo-Am. Corp.	150 08	150 08	Laffine Europa	317 85	317 85	Sh-Hoat Services	1273 48	1273 48
Anglo-Am. Corp.	7156 87	7158 87	Laffine Imobul	230 40	221 97	Sh-Hoat Services	1286 65	1286 65
Anglo-Am. Corp.	131 03	125 39	Laffine Japan	148 72	430 43	Sh-Hoat Services	720 14	709 50
Anglo-Am. Corp.	123 87	118 54	Laffine Japan	141 29	335 53	Sh-Hoat Services	1682 05	1680 53
Anglo-Am. Corp.	114 25	109 33	Laffine Japan	154 98	166 38	Sh-Hoat Services	653 89	653 89
Anglo-Am. Corp.	117 76	117 76	Laffine Japan	320 35	320 35	Sh-Hoat Services	818 83	800 83
Anglo-Am. Corp.	5738 28	5730 55	Laffine Japan	2049 03	2046 96	Sh-Hoat Services	1449 43	1447 43
Anglo-Am. Corp.	5918 57	5881 10	Laffine Japan	11433 71	11433 71	Sh-Hoat Services	640 76	643 07
Anglo-Am. Corp.	1201 20	1183 45	Laffine Japan	6487 31	6298 38	Sh-Hoat Services	620 85	412 86
Anglo-Am. Corp.	30 51	28 77	Laffine Japan	11681 64	11681 64	Sh-Hoat Services	218 48	218 48
Anglo-Am. Corp.	128 71	128 71	Laffine Japan	2093 48	2093 48	Sh-Hoat Services	1492 47	1455 81
Anglo-Am. Corp.	3181 07	3178 31	Laffine Japan	889 30	87 46	Sh-Hoat Services	192 46	117 37
Anglo-Am. Corp.	304 89	370 18	Laffine Japan	2091 52	2071 81	Sh-Hoat Services	328 31	314 52
Anglo-Am. Corp.	498 38	483 86	Laffine Japan	2395 60	2395 60	Sh-Hoat Services	1062 37	1062 37
Anglo-Am. Corp.	1183 88	1183 88	Laffine Japan	527 41	512 05	Sh-Hoat Services	1361 58	1361 58
Anglo-Am. Corp.	1198 78	1198 78	Laffine Japan	782 05	682 09	Sh-Hoat Services	590 95	558 61
Anglo-Am. Corp.	840 92	804 33	Laffine Japan	198 32	181 17	Sh-Hoat Services	2141 26	2135 92
Anglo-Am. Corp.	1017 77	973 90	Laffine Japan	10063 61	9993 07	Sh-Hoat Services	1251 94	789 81
Anglo-Am. Corp.	250 38	278 90	Laffine Japan	5685 35	5685 35	Sh-Hoat Services	832 54	123 24
Anglo-Am. Corp.	145 57	145 57	Laffine Japan	912 37	912 37	Sh-Hoat Services	106 18	106 18
Anglo-Am. Corp.	1082 42	1038 67	Laffine Japan	6611 21	6611 21	Sh-Hoat Services	5072 48	5046 52
Anglo-Am. Corp.	128 22	122 56	Laffine Japan	74304 08	74304 08	Sh-Hoat Services	800 53	594 58
Anglo-Am. Corp.	2348 73	2326 48	Laffine Japan	12303 89	12312 13	Sh-Hoat Services	140 51	136 48
Anglo-Am. Corp.	2152 88	2152 88	Laffine Japan	127 18	127 18	Sh-Hoat Services	178 12	178 12
Anglo-Am. Corp.	3051 36	3051 36	Laffine Japan	25737 00	25737 00	Sh-Hoat Services	13021 93	13021 93
Anglo-Am. Corp.	3051 36	3051 36	Laffine Japan	16194 77	16034 43	Sh-Hoat Services	117120 64	117120 64
Anglo-Am. Corp.	367 16	357 73	Laffine Japan	128 78	123 19	Sh-Hoat Services	5188	5127 62
Anglo-Am. Corp.	2211 88	2211 88	Laffine Japan	7178 91	7165 28	Sh-Hoat Services	948 36	432 15
Anglo-Am. Corp.	32714 03	32714 03	Laffine Japan	1339 24	1339 24	Sh-Hoat Services	118 96	118 96
Anglo-Am. Corp.	286 06	272 12	Laffine Japan	23089 43	23089 43	Sh-Hoat Services	418 94	594 94
Anglo-Am. Corp.	3254 96	3254 96	Laffine Japan	530 87	516 08	Sh-Hoat Services	193 47	572 02
Anglo-Am. Corp.	4244 47	4233 69	Laffine Japan	1624 26	1624 26	Sh-Hoat Services	193 47	191 99
Anglo-Am. Corp.	3794 21	3687 34	Laffine Japan	6332 40	6332 40	Sh-Hoat Services	156 18	156 18
Anglo-Am. Corp.	613 48	613 48	Laffine Japan	1042 83	1037 10	Sh-Hoat Services	128 05	128 05
Anglo-Am. Corp.	1764 27	1707 32	Laffine Japan	11875 59	11875 59	Sh-Hoat Services	10562 95	10181 16
Anglo-Am. Corp.	92 68	90 21	Laffine Japan	825 78	803 68	Sh-Hoat Services	120 18	122 12
Anglo-Am. Corp.	8320 30	8320 30	Laffine Japan	16112 56	16112 56	Sh-Hoat Services	1304 58	1277 70
Anglo-Am. Corp.	126 94	126 94	Laffine Japan	1417 38	1414 95	Sh-Hoat Services	564 55	564 55
Anglo-Am. Corp.	1312 87	1277 54	Laffine Japan	400 32	324 19	Sh-Hoat Services	1330 87	1307 34
Anglo-Am. Corp.	130 86	126 56	Laffine Japan	2473 23	2436 88	Sh-Hoat Services	2128 13	2584 03
Anglo-Am. Corp.	1324 03	1324 03	Laffine Japan	1052 10	1075 96	Sh-Hoat Services	262 10	216 68
Anglo-Am. Corp.	1100 23	1071 78	Laffine Japan	1258 20	1258 20	Sh-Hoat Services	1781 94	1747 36
Anglo-Am. Corp.	1323 10	1270 12	Laffine Japan	11967 29	11967 29	Sh-Hoat Services	1781 94	1882 51

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

صدا من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 mai

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le pain noir du Koweït

Des images lunaires. Le Koweït n'est plus qu'une plaie rouge et noire comme le feu et les cendres. Dans ses accablantes, l'actualité néglige le suivi. Quelques semaines avaient suffi à oublier ce pays et à transporter les caméras ailleurs, où se manifeste l'urgence, kurde ou autre, du malheur humain. Et le Koweït libéré, du moins de ses envahisseurs, fut oublié, comme au carcan du sensationnel.

Ce ne fut pas le moindre mérite du reportage diffusé jeudi par Antenne 2, dans « Envoyé Spécial », que de rappeler ce fait : le Koweït brûle, encore et toujours, libre d'erreur dans la pénombre des fumées, victime du plus fou des dommages de guerre, l'éclipse permanente de soleil provoquée par ces dizaines de puits en feu.

Ces images d'un pays comme puni par où il a péché, le pétrole, d'un pays où désormais chaque demain est une autre nuit, étaient impressionnantes. Comme ne l'étaient pas moins les visages et les toux des habitants venant à l'hôpital consulter en service pneumologie. « Quand je tousse, c'est du pétrole que je crache ». Ca vieillit l'homme dit-il, pour tout un peuple, les malheurs de la paix, cette malédiction gluante qui colle à chacun et donne aux pare-brises des voitures l'aspect irisé d'une pluie d'huile.

La catastrophe écologique est

donc bien réelle. Et même si tous les Red Adair de la création s'employaient à cesser-le-feu, le Koweït n'est manifestement pas à la veille de revoir le jour. Surtout si une autre catastrophe, sociale celle-là, menace.

La guerre avait surpris le Koweït dans l'équilibre précaire des nations trop riches, un peuple koweïtien assis du pouvoir de l'argent et les immigrants venus, sur les miettes du fastin, assurer la domesticité. La paix des ruines a tout bouleversé. Les Koweïtiens ne veulent plus des autres, soupçonnés d'avoir trahi trop vite ou d'être partis trop tôt. Et les Koweïtiens ne savent pas se passer des autres.

La situation se fait fable quand le reportage montre une boulangerie industrielle reprise par des natifs ni qualifiés ni même capables de fabriquer une fiction de pain. Ce pain imaginaire est comme le pain noir d'un pays qui en est venu à douter de ses boulangers étrangers. La situation se fait drame, quand on est étranger, entre interdiction de rester dans le pays et défense provisoire d'en sortir. Un médecin palestinien, ces chrétiens irakiens ne sortent plus qu'une fois par semaine, le temps d'une messe confidentielle, des Pakistanaïes rêvant le Pakistan, tous ont dit leur peur en ce paradis libéré et perdu.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; n On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 3 mai

TF 1

- 20.50 Variétés : Tous à la Une.
- 22.45 Magazine : 52 sur la Une. Enquête sur une disparition.
- 23.45 Sport : Boxe, Championnat d'Europe des super-welters ; Séid-Freddy Skouna (France) - Mourad Loust (Pays-Bas).
- 0.45 Au trot.
- 0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Variétés : Dalida mon amour.
- 22.15 Magazine : Caractères. A l'aventure. Invités : Christine Spengler (Une femme dans la guerre) ; Patrick Franchot (Au Congo jusqu'au cou) ; Ella Maillart (La Vagabonde des mers) ; Marc de Gouvenain (Un printemps en Sibérie).
- 23.25 Journal et Météo.
- 23.40 Cinéma : Embrasse-moi, idiot. ■ Film américain de Billy Wilder (1984).

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. Génération boréale.
- 21.35 Téléfilm : Bing (1^{re} partie).
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.50 Documentaire : Traverses. De Haroun Tazieff. Ene 1989.
- 23.45 Magazine : Musicales. Cycle Brahms.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 20.30
- 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Cannes-Nancy.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.45 Exploits 2.
- 23.00 Cinéma : Kickboxer. o Film américain de David Worth (1989).
- 0.35 Cinéma : La Blob. ■ Film américain de Chuck Russell (1989).

LA 5

- 20.50 Téléfilm : L'Homme au complet marron.

- 22.25 Série : Mystères à Twin Peaks. (3^e épisode. Radiff.).
- 0.00 Le Journal de la nuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Coup de main aux Philippines.
- 22.10 Série : La Malédiction du loup-garou.
- 22.40 Magazine : Vénus.
- 23.10 Magazine : La 6^e Dimension.
- 23.40 Six minutes d'informations.
- 23.55 Concert : Live, Kashtin.

LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Jeanne d'Arc. Chronique : La Dessous des cartes.
- 22.30 Cinéma : Lieutenant Lorena.
- 23.40 Court métrage : Il est interdit de jouer dans la cour.
- 23.50 Documentaire : L'apocalypse joyeuse.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives.
- 21.30 Musique : Black and blue. Chroniques italiennes. 2. Aujourd'hui.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (émis de la radio de Saxe) : Carnaval romain, ouverture op. 9, de Berlioz ; Concerto pour cor et orchestre op. 11, de R. Strauss ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 74, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Yakov Kreizberg.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Le Littoral : un restaurant comme un autre, de Rémi Laine et Gérard Ramirez.
- 13.50 La Une est à vous (et à 14.30, 16.10).
- 13.55 Série : Vivement lundi.
- 16.00 Tiercé-quarté à Vincennes.
- 17.30 Divertissement : Mondo dingo.
- 18.00 Magazine : Trente millions d'amis. Le pré-aimer de Valentino ; Les nouveaux parrains ; Le château de Sauvage.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !
- 22.35 Série : Colombo.
- 0.15 Magazine : Formule sport.

A 2

- 13.35 Magazine : Objectif sciences. Des mains de truands : Des voitures et des robots ; Velin : papiers ou peaux ; La Terre sous haute surveillance.
- 14.00 Magazine : Animalia.
- 14.55 Magazine : Sports passion. Tennis : Coupe Davis (France-Australie).
- 17.05 Club sandwich.
- 18.05 Jeu : Le Chevalier du labyrinth.
- 18.30 Série : L'Appart.
- 18.55 INC.
- 19.00 Fauteuil : Espionne et tait-toi.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Divertissement : En attendant l'Eurovision.

TF 1

- 11.20 Magazine : Auto-moto.
- 11.55 Jeu : Tournez-moi, manège.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.53 Journal, Météo et Trafic Infos.
- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.05 Série : Agence tous risques.
- 15.50 Divertissement : Vidéo gag.
- 16.20 Disney Parade.
- 17.45 Magazine : Téléfoot.
- 18.55 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jack Lang, ministre de la culture et de la communication.
- 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.45 Cinéma : Impossible... pas français. o Film français de Robert Lamoureux (1974).
- 22.25 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.30 Cinéma : Une épine dans le cœur. o Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1985).
- 0.05 Journal et Météo.
- 0.30 Concert : Soirée Mozart.

A 2

- 11.00 Messe. Dédicace à la Maison pour tous de Vauriel (Val-d'Oise). Prédicateur, le père Stan Rougier.
- 12.00 Dimanche Martin (et à 13.25, 15.45).
- 13.00 Journal et Météo.
- 14.55 Série : Mac Gyver.
- 16.30 Téléfilm : Dérèglement de comptes.
- 17.25 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Papouasie-Nouvelle-Guinée : la machine à remonter le temps.
- 18.10 Magazine : Stade 2. Basket-ball ; Cyclisme : les Quatre Jours de Dunkerque ; Football ; Golf ; Lutte libre ; Rugby ; Tennis ; Natation ; Hockey-sur-glace ; Gymnastique.
- 19.30 Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : La Tribu des vieux enfants.
- 22.20 Magazine : Musiques au cœur. Evviva... Vivendi. Les Musiciens du Louvre, en direct, sous la direction de Marc Minkowski.

- 21.00 Soirée spéciale : 38^e Concours Eurovision de la chanson.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.10 Série : Médécins de nuit.
- 1.00 Série : La Saint.
- 2.00 Magnétoport : Lutte gréco-romaine. Championnat d'Europe (120 min).

FR 3

- 13.00 Télévision régionale.
- 14.00 Sport : Golf. Open de Cannes-Mougins 1991. En direct.
- De 15.00 à 19.00 la Sept
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. Invité : Michel Garret (Centre national de transfusion sanguine).
- De 20.00 à 0.05 la Sept
- 0.05 Série rose : Augustine de Villebranche.
- 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Le Dernier Crime d'Al Capone.
- 15.25 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- 16.10 Documentaire : Les Allumés... Umana, un sport précolombien.
- 16.35 Jeu : V.O.
- 17.05 Les Superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : La Complice.
- 21.55 Flash d'informations.
- 22.05 Sport : Boxe. En direct de la halle Carpentier à Paris, championnat du monde des super-welters : Gilbert Dela (France)-Jun Suk

Dimanche 5 mai

- 23.30 Journal et Météo.
- 23.50 Série : Le Saint.

FR 3

- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Sports 3 dimanche. Tennis.
- 18.30 Amuse 3.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. Invité : Pierre Mauroy. De 19.12 à 19.30, Mag Cité.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Magazine : Mille Bravo.
- 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Marianne Sagebech.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : L'Inspiratrice. ■ Film américain de Clarence Brown (1931). Avec Greta Garbo, Robert Montgomery, Lewis Stone (v.o.).
- 0.00 Documentaire : Portrait inédit The Divine Garbo.
- 0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 10.55 Cinéma : Kickboxer. o Film américain de David Worth (1989).
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Mon Zénith à moi.
- 13.30 Magazine : Rap Rap Rapido.
- 14.00 Téléfilm : Jusqu'au bout de la fraternité.
- 15.30 Le cirque Archéos.
- 16.25 Documentaire : Exploits.
- 16.40 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.00 Sport : Automobile. Championnat du monde des voitures de sport.
- 18.00 Cinéma : La Vie en plus. o Film américain de John Hughes (1988).
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.40 Flash d'informations.
- 19.45 Ça cartoon.
- 20.25 Magazine : L'équipe du dimanche.
- 20.30 Cinéma : New York Stories. ■ Film américain de Martin Scorsese, Francis Coppola, Woody Allen (1988). Avec Nick Nolte, Rosanna Arquette, Heather McComb.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football ; Rugby : match retour des huitièmes de finale du Championnat de France ;

- Hwang (Corée). Egalement, Jorge Castro (Argentine) en poids super-welters ; Antoine Fernandez (France) en poids welters ; Pierre « Gila » Lory (France) en poids super-plume ; Fabrice Tiozzo (France) en poids mi-lourds.
- 0.00 Cinéma : Vacances à Ibiza. Film français classé X, de Gérard Kikoïne (1981).
- 1.15 Cinéma : Vauve mais pas trop... ■ Film américain de Jonathan Demme (1988) (v.o.).

LA 5

- 13.25 Série : L'Enfer du devoir.
- 14.20 Série : La Loi de Los Angeles.
- 15.15 Série : Lou Grant.
- 16.10 Série : Soko, brigade des stup.
- 17.10 Série : Le Retour de Mike Hammer.
- 18.05 Magazine : Intégral.
- 18.40 Jeu : La Ligne de chance.
- 19.25 Divertissement : Contes à dormir debout.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Divertissement : Grain de folie.
- 22.30 Débat : A tort et à raison. « Vive l'argent ».
- 0.00 Le Journal de la nuit.
- 0.10 Magazine : Intégral.

M 6

- 13.30 Série : Cosby Show.
- 14.00 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- 16.30 Jeu : Hit hit hit houna !
- 16.40 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : L'Opération de la dernière chance.
- 22.15 Téléfilm : Le Prix d'un rapt.

- 23.45 Six minutes d'informations.
- 23.50 Musique : Rapline.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 14.50 Court métrage.
- 15.00 Une leçon particulière de musique avec René Jacobs.
- 16.00 Documentaire : Vivre avec des troupeaux.
- 17.00 Magazine : Avis de Tempête.
- 19.00 Documentaire : L'Univers intérieur, une exploration du corps humain.
- 20.00 Le Dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Patrons 78-91.
- 22.30 Soir 3.
- 22.50 Charles Trenet au Printemps de Bourges.
- 23.50 Cinéma de poche danois.
- 0.00 Opéra : Le Prince Igor.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Notre collaborateur Frédéric Edelmann, spécialiste de l'architecture.
- 20.45 Dramatique. Quelques jours dans la vie de M. Bougakov, de Gemma Salem.
- 22.35 Musique : Opus. Jon Hassel.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 12 janvier 1991 au Grand Théâtre de Genève) : Daphné, tragédie buccolique en un acte op. 82, de R. Strauss, par l'Orchestre de la Suisse romande et le Chœur du Grand Théâtre de Genève, dir. : Christian Thielmann.
- 23.05 Poussières d'étoiles.

- 0.05 Six minutes d'informations.
- 0.10 Magazine : Sport 6.
- 0.15 Boulevard des clips.

LA SEPT

- 15.30 Documentaire : Rendez-vous à Budapest.
- 16.30 Documentaire : Les Mémoires, Max Ernst.
- 17.30 Téléfilm : Jeanne d'Arc.
- 18.55 Documentaire : Villa Air-Bel. Varian Fry à Marseille 1940-1941, de Jörg Bundschu.
- 20.00 Documentaire : Vienne 1880-1938, l'apocalypse joyeuse.
- 20.30 Cinéma : Xica da Silva. ■ Cycle : cinéma brésilien. Film de Carlos Diegues (1978).
- 22.20 Court métrage : L'île aux fleurs.
- 22.35 Cinéma : La Bande des quatre. ■ Film français de Jacques Rivette (1988).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Pianographie, études.
- 22.35 Musique : Le concert. Musique traditionnelle. Chansons de Russie, par Svetlana, chant, Pascal et Marc de Louchek, guitares, Nicolas Kedroff, Philippok, balalaïkas, Michka Nisimoff, accordéon, Hervé Thibault, contrebasse.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 16 avril au Royal Festival Hall de Londres) : Symphonie pour ensemble de chambre op. 21, de Webern ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 19, de Beethoven ; Cinq pièces pour orchestre op. 16, de Schoenberg ; Symphonie n° 4 en ré mineur op. 120, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Christoph von Dohnanyi ; sol. : Emmanuel Ax, piano.
- 23.05 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

CHAMPS DE RÊVES ET D'HISTOIRE
Spectacle historique 1615-1794
16, 17, 18, 19 MAI 1991 (22 heures)
ASSOCIATION SONS D'HISTOIRE AU CHATEAU
Hôtel de ville - 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

A partir du 6 mai

Les pompistes refuseront les chèques de plus de 100 francs

La partie de bras de fer a repris entre les pompistes et les banques. On sait que les distributeurs de carburant demandent une protection accrue contre les chèques sans provision - dont les auteurs sont peu poursuivis, notamment par un relèvement à 300 F de la garantie de paiement des chèques par les banques, au lieu de 100 F aujourd'hui. L'Association française des banques (AFB) fait la sourde oreille en remarquant que le coût des petits chèques impayés passerait alors de 30 millions de francs à 1,5 milliard par an.

M. François Duboin, ministre du commerce et de l'artisanat, a plaidé le 2 mai le dossier des pompistes auprès de son collègue de l'économie et des finances, et s'apprête à le faire auprès du garde des sceaux.

Il a déclaré que les discussions pour trouver une solution à ce conflit étaient « bloquées par les banques », mais, tout en comprenant la mauvaise humeur des pom-

pistes, il a demandé à ceux-ci de faire preuve de patience. Pour défendre des marges qu'ils jugent insuffisantes, les distributeurs ont décidé de ne plus attendre.

Selon eux, les banques ne font pas leur travail et, par exemple, diffusent une liste de trois mille cartes de paiement en opposition, alors qu'il y en aurait trois millions répertoriées par la Banque de France. Ils dénoncent aussi le montant des commissions demandées pour les factures des cartes bancaires.

Après une centaine d'heures de vaines discussions, le Syndicat national des détaillants en carburant (SNDC), la Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile (FNCAA) et les grandes surfaces (Intermarché, Leclerc, Sédinas) ont décidé, à partir du 6 mai, de refuser les chèques de plus de 100 F - « sauf pour les clients connus » - et de majorer de 2 F les paiements par carte bancaire.

Deux jeunes Français blessés par des gendarmes belges

Deux jeunes Français de quatorze et dix-neuf ans ont été blessés par balles à La Panne (Belgique), jeudi 2 mai vers 3 heures du matin, après une course-poursuite avec des gendarmes belges. Six jeunes gens, mineurs pour la plupart, circulaient en Belgique à bord d'une automobile appartenant à la mère de l'un d'entre eux, quand ils ont refusé de s'arrêter à un contrôle routier.

Au cours de la course-poursuite qui s'est alors engagée, les gendarmes ont tiré 25 coups de feu au pistolet-mitrailleur pour arrêter les fuyards alors qu'ils franchissaient la frontière. Deux passages ont été touchés : l'un à la tête, l'autre, plus gravement atteint, à la colonne vertébrale. Ils ont été transportés aux CHR de Lille et de Dunkerque. Une enquête a été ouverte par les parquets de Dunkerque et de Fumes (Belgique).

La station de métro Louvre victime de « taggers »

Les murs et les reproductions d'œuvres d'art du musée du Louvre, exposées dans la station de métro Louvre depuis 1967 à l'initiative du ministre de la culture de l'époque, M. André Malraux, ont été couverts de graffitis dans la nuit du 30 avril. Selon la RATP, il faudra un mois de travaux pour nettoyer les statuettes de plâtre et les bas-reliefs. Le coût des opérations est estimé à 500 000 F. Chaque année, la Régie consacre environ 70 millions de francs au nettoyage du réseau métropolitain.

Pour la fête de Jeanne d'Arc

L'Action française défilera à la « bonne » date

Les royalistes de la Restauration nationale, qui regroupent les partisans de l'Action française, ont annoncé, vendredi 3 mai, leur intention de rendre hommage, dimanche matin 12 mai, à Paris, à Jeanne d'Arc. Comme les militants du Front national le 1^{er} mai, les monarchistes défilèrent de la place Saint-Augustin à la place des Pyramides, où est érigée une statue équestre de la Pucelle d'Orléans.

Ils rappellent que, l'an dernier, leur démonstration avait été interdite et ils précisent, « à l'attention de certains journalistes », que la fête officielle de Jeanne d'Arc est fixée au deuxième dimanche de mai.

○ Belfort : la droite présente un candidat unique. - M. Jean Rosset (RPR) sera le candidat unique de l'opposition parlementaire à la prochaine élection législative partielle de Belfort (le Monde du 3 mai). Conseiller général de Danjoutin (Territoire de Belfort), M. Rosset sera opposé à M. Jean-

Selon un rapport de l'ONU

La reconstruction du Koweït prendra au moins dix ans

La reconstruction du Koweït prendra au moins dix ans, estime un rapport remis au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) et rendu public jeudi 2 mai. Ce rapport, rédigé par une mission d'évaluation qui a séjourné dans l'émirat du 16 mars au 4 avril, évalue d'après un rapport de l'ONU, le montant des dommages causés à l'émirat pendant les 210 jours de l'occupation irakienne.

Comme prévu, les pertes les plus importantes concernent le secteur pétrolier. Le Koweït a perdu 8,5 milliards de dollars pendant l'occupation du fait de l'arrêt de ses ac-

tivités pétrolières et continue à perdre entre 40 et 120 millions de dollars par jour en raison de l'incendie des puits par les troupes irakiennes avant leur retrait. Il faudra, note le rapport, au moins dix-huit mois pour éteindre les incendies. En outre, les dommages causés aux raffineries et aux usines pétrochimiques sont estimés à 7,8 milliards de dollars.

Dans les autres secteurs le montant des dégâts est moins important mais atteint au total, selon la mission, une douzaine de milliards de dollars. Un milliard pour l'électricité, deux pour les ports et aéroports, un milliard pour les télécommunications et cinq correspondant au renouvellement du parc de véhicules automobiles ; il faut ajouter les dégradations commises dans les maisons, les hôtels et les édifices publics, estimées à 3,7 milliards de dollars.

Le rapport souligne enfin que les troupes irakiennes ont volé d'importantes sommes d'argent dans les banques, ainsi que 1,3 million d'onces d'or estimées à 500 millions de dollars. Ne sont pas chiffrés dans ce bilan les dégâts causés aux infrastructures hospitalières et scolaires, ainsi que le montant des pertes subies par les commerçants dont les magasins ont été pillés.

Lire page 27 la chronique de Pierre Georges.

ETHIOPIE

Un million de personnes menacées de famine

Environ un million d'Éthiopiens risquent, dans dix jours, de n'avoir plus rien à manger, de ce pourcentage, la moitié est pire que celle de 1984, estime l'organisation humanitaire Oxfam. Selon celle-ci, le problème se situe surtout dans la région de l'Ogaden, dans l'est de l'Éthiopie, aux confins de la Somalie. (Reuters.)

Les réactions à l'encyclique sociale du pape

Jean-Paul II fait l'unanimité en Italie

ROME

de notre correspondant

Les syndicats sont ravis, la démocratie chrétienne est aux anges, les Verts s'affirment, à en juger par les réactions recueillies, jeudi 2 mai en Italie, la neuvième encyclique de Jean-Paul II serait d'un ecclésiastique sans faille.

En réalité, les cent vingt pages signées de la main du chef de l'Eglise catholique sont suffisamment nuancées pour permettre à presque toutes les « chapelles » de s'en recommander et de défendre des idées parfois opposées. A preuve, les titres de première page, vendredi matin 3 mai, dans les kiosques transalpins. Ainsi « Le pape érige l'Occident » pour la « Stampa », quotidien de Turin proche des milieux d'affaires, alors que son encyclique serait surtout « un projet pour un monde juste » aux yeux du « Popolo », le journal de la démocratie chrétienne, qui n'est pas connu pour son hostilité au capitalisme.

Ainsi « Wojtyla l'anticapitaliste » (Manifesto, extrême-gauche) « condamne le profit » (Secolo, extrême droite), « reinet homme au centre du développement » (Avvenire, catholique), « dessine le post-communisme » (Avanti, socialiste), « condamne la distribution inique des ressources naturelles et la destruction de l'environnement ».

Le PCF souhaite relancer des actions communes avec les chrétiens

« Une relecture d'un siècle d'histoire de l'humanité », un texte hors du commun, qui devrait être la parousie des responsables de la vie publique », ainsi s'est exprimé le cardinal Lustiger, jeudi 2 mai sur la radio privée O'FM, à propos de l'encyclique Centesimus annus de Jean-Paul II.

Les réactions politiques en France sont toutefois modestes. L'Humanité du 3 mai consacre trois pages à ce texte. Membre du bureau politique du PCF,

(M. Giovanni Mattioli, porte-parole des Verts) et simultanément « reconnaît que le marché libre est une condition indispensable pour la démocratie » (Carlo De Benedetti, président du groupe Olivetti à la RAI).

« Portée universelle »

Devant la presse, jeudi au Vatican, le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical pour la justice, a expliqué que l'encyclique est un document « non pas européen, mais de portée universelle ». Oui, a-t-il poursuivi, « la propriété privée est un droit, mais celui-ci est subordonné à la notion de partage de tous les biens de la terre ». Non, « l'encyclique n'est pas un document anti-américain. Ce serait la pire des déformations de croire cela. La société d'abondance que décrit le Saint-Père existe dans beaucoup de pays. Et dans chacun d'eux, il y a un nord et un sud, des contrastes scandaleux, de l'opulence et de la misère ». Non, la Pologne n'est pas le seul et unique pays cité dans le texte sous prétexte que le pape est venu de Cracovie, mais simplement « parce que ce pays a joué un rôle particulier » dans l'écroulement du communisme.

Précisions, négations, confirmations ont été données dans la salle de presse du Saint-Siège, où, de mémoire vaticane, on avait rarement vu une telle assistance pour la présentation d'un texte du pape. Il ne reste plus qu'à l'appliquer. Dans les cent ans qui viennent, a espéré le cardinal Etchegaray.

PATRICE CLAUDE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Lèse-majesté

ILS sont d'un radin, d'un méfiant, les Américains, c'est pas croyable ! Leur personnel politique, ils l'engagent sur la foi de ses promesses et de ses certificats : Vous pouvez me confier l'administration du domaine.

Question honnêteté, marchés, gestion, propriété, je suis formidable, vous verrez. Bien meilleur que les autres candidats. Bon, OK, on vous prend à l'essai pour quatre ans.

Après quoi, faut voir la façon dont ils épluchent les comptes de leurs serviteurs, les serviteurs de l'Etat. Ils surveillent jusqu'aux déplacements du vice-président Quayle : Qu'est-ce que j'apprends ? Vous avez utilisé un de mes avions, un avion du Pentagone, pour aller jouer au golf en Floride ? Non, mais ça va pas ! Vous pensez tout de même pas que moi, le lampiste-patron, je vais payer le prix de l'essence !

Et ils font un foin de tous les diables sous prétexte que ce pauvre Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche, en a fait autant. Et pas qu'une fois, soixante-dix-sept ! Le scandale a pris de telles proportions que Bush va être obligé de rendre publique la courte liste de ceux

qui ont le droit de se balader aux frais du contribuable.

Comme si, nous, on allait mettre le nez dans les plans de vol des avions du GLAM réquisitionnés par nos ministres, sous-ministres et directeurs de cabinet pour vaquer à leurs occupations. Allô ! Ici Béré, je décolle vendredi midi à Villacoublay direction Newers. Allô ! Ici Djack, j'emmène quelques amis à la fêta de Séville, sortez la passerelle, Allô, ici Rocky, je vais faire du bateau au large de la Corse, faut que j'atterrisse à Bastia après-demain.

Vous vous voyez en tram de calculer combien ça nous coûte et exiger d'être remboursés ! C'est le cas aux Etats-Unis : Dites donc, m'sieur Sununu, vos escapades, ça va chercher dans les 600 000 dollars. Rendez-les nous immédiatement, sinon gare ! On est bien incapables d'une mesquinerie pareille. Ça serait d'une bessesse, s'agissant de nos princes, d'un manque de respect totalement étranger au peuple français. Il y a plus de deux cents ans, je sais pas ce qui lui a pris, il a coupé la tête de son roi dans un moment de folie, et ça l'a complètement traumatisé. Manquerait plus qu'on l'accuse à nouveau du crime de lèse-majesté !

Décès du criminel de guerre nazi Walter Reder

Le criminel de guerre nazi Walter Reder est mort, vendredi 26 avril, à l'hôpital des Frères-Miséricordieux, à Vienne, à l'âge de soixante-cinq ans. Ancien commandant SS d'origine autrichienne stationné en Italie, surnommé le « boucher de Marzabotto », il était responsable du massacre de quelque 1 800 habitants de ce village italien. Il avait été condamné en 1951 à la détention à vie et incarcéré à la forteresse de Gaeta, en Italie.

A l'initiative de plusieurs organisations humanitaires, du gouvernement autrichien et de l'Eglise catholique - et en dépit des protestations des survivants et des parents des victimes du massacre de Marzabotto, - Walter Reder avait été libéré en janvier 1985. L'accueil officiel du criminel de guerre en Autriche, le 24 janvier 1985, par le ministre de la Défense de l'époque, Friedrich Frischenschlager, avait provoqué un scandale international et une crise politique en Autriche.

EN BREF

○ Nouveau tremblement de terre en Géorgie. - Une secousse tellurique de forte magnitude (7 degrés sur l'échelle de Richter) a eu lieu vendredi 3 mai à 10 heures (heure de Paris) en Géorgie, a annoncé l'agence soviétique Tass, dans la même région montagneuse et peu peuplée où s'était produit, lundi 29 avril le séisme qui a fait plusieurs dizaines de victimes. La répétition de secousses, de force variable, est normale après un premier séisme. On ne disposait pas, vendredi au début de l'après-midi, d'informations sur d'éventuels dégâts ou victimes.

○ ANGOLA : satisfaction après l'accord de paix. - Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, ainsi que les gouvernements portugais, sud-africain et français se sont réunis jeudi 2 mai de l'accord de paix conclu entre le gouvernement angolais et l'opposition armée. La France s'est en outre déclarée disposée, en liaison notamment avec ses partenaires de la CEE, à aider à la reconstruction et au développement de l'Angola. - (AFP, Reuters.)

○ INDONESIE : cent trente détenus politiques en Iran Jaya, selon Amnesty International. - Environ 130 prisonniers politiques - dont 37 condamnés à plus de vingt ans de réclusion pour leur participation à une manifestation pacifique en 1988 - purgent des peines allant jusqu'à la détention à perpétuité en Iran Jaya, a indiqué Amnesty International, jeudi 2 mai. Selon l'organisation humanitaire, la police pratique la torture à l'encontre des prisonniers politiques, dans cette ancienne colonie néerlandaise administrée par Djakarta. - (UPI.)

Report du tir de la fusée Ariane

Le quarante-quatrième lancement de la fusée européenne Ariane, prévu pour la nuit du 3 au 4 mai, n'aura finalement pas lieu avant le 22 mai. Le 25 avril déjà, le vol du lanceur avait été reporté « de quelques jours », afin d'effectuer « un examen complémentaire des marges de fonctionnement du moteur du troisième étage ». Celui-ci enregistre en effet, depuis quelques mois, des baisses de pression d'hydrogène qui commencent à préoccuper les responsables d'Ariane. Confirmé vendredi 3 mai par Arianeespace et l'Agence spatiale européenne (ESA), ce nouveau report devrait permettre aux techniciens de terminer leurs réglages et de protéger au maximum le lancement d'ERS-1, premier gros satellite expérimental de l'ESA pour l'observation de la Terre.

M. Chevènement invité du « Grand jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, maire socialiste de Belfort, candidat à une élection législative partielle au mois de juin, sera l'invité du « Grand jury RTL-le Monde », dimanche 5 mai de 18 h 30 à 19 h 30. L'ancien député, qui s'est démis de ses fonctions de ministre de la Défense au mois de janvier, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Marie Colombani, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

MODE: AH, SI VOUS POUVIEZ DEPENSER 150 F!

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces métrages : 2 fois 2,50 m de tissus ravissants à 30 F le mètre, donc 2 robes d'été... Et tout est à l'avant ! exotisme, nouveauté, liberté, élégance. Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc ! Et venez rencontrer « La Mode-Liberté » depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

صكاد من الامل

Lèse-majesté

S A N S • V I S A

Saint-Sébastien



Rendez-vous estival de l'aristocratie espagnole depuis le milieu du dix-neuvième siècle, Saint-Sébastien recevait même chaque année la visite du général Franco, en plein territoire de l'ennemi intérieur.

capitale des Basques

Plus parfaitement basque, plus fidèle à sa langue et à son identité que Bilbao ou Vitoria, Saint-Sébastien est la plus nationaliste des villes nationalistes d'Euskadi. Derrière la noblesse de sa baie, au-delà du balnéaire, une ville de sang et de fracas, où les ruelles sont autant de refuges, autant d'invitations à la clandestinité.

UN jour, un jour d'émeute, qu'ici on rabaisse au rang de manifestation un peu rude, les forces de l'ordre poursuivirent une poignée de jeunes nationalistes à l'intérieur d'un des nombreux bars du vieux quartier. Saint-Sébastien, sur les lieux mêmes de l'incident, évoque encore parfois cette indécence, tout espagnole, à l'heure, sacrée entre toutes, du *txikiteo*, cette errance moutonnière, disciplinée, d'un zinc à l'autre, d'un fond de *txakuli*, l'après vin blanc un peu vert, à un *txinto* couleur sang-de-taureau, d'un cube de *tapa* - ici les *croquetas*, plus loin les anchois, ailleurs une brochette de piments - à une assiette de jambon.

Chemin balisé une fois pour

AU SOMMAIRE



Les sœurs Laffitte font lire tout Marseille... p. 20
Le Havre, ville de grand large... p. 15
La Cité universitaire, cité des nations... p. 17
Les morilles, champions du printemps... p. 19
Escalier (p. 14) • Têta (p. 14) • Jeux (p. 18) • Table (p. 19)

toutes, à la suite du père et du grand-père, qui vous ont appris à tenir debout, autant qu'à vous méfier de cette Espagne qui n'aime les Basques que sujets de Castille. Loin de l'extérieur, la religion, l'ivresse et le *txikiteo* à doses homéopathiques, étirés sur la soirée, retenus pour durer la nuit, comme un songe d'indépendance. Un rite pour soi seul, mais dans vingt salles successives, ou entre amis, entre militants, entre vieux ou jeunes, bourgeois des beaux immeubles ou montagnards râblés, entre femmes, entre hommes, ou à dérive mixte, comme on veut. Le perturber est un crime, aussi grave, à entendre les Basques, que les meurtrières querelles de souveraineté entre l'Etat ibérique et les provinces d'Euskadi, vingt-cinq ans de violence séparatiste, après des siècles de guerres de toutes sortes, sur ce bord ouest des Pyrénées.

Car, ici, les bars sont églises, et le vieux quartier caravansérail de refuges. Saint-Sébastien ne serait pas ce qu'elle est, une cité marquée par la tragédie, en même temps qu'une des plus étonnantes stations balnéaires d'Europe, sans cette loi non écrite : les ruelles, sombres, pour mieux y assurer l'anonymat, ce dédale aux cent enseignes, cette invite à boire et à manger par étapes, bref, ce labyrinthe, échappe au sort commun qui vaut alentour, sur les ponts du rio Urumea, près du théâtre ou de l'ancien casino, le long des belles avenues ou de la Concha, parfaite ligne de plage dessinée au cœur de la ville.

N'entre ici, dans ce ghetto volontaire, que celui qui veut chanter, oublier en se raclant la gorge, même au soir d'attentat dans la ville. Et la coutume l'assure de l'impunité. Cent fins de maif ont laissé les flics aux portes, sur l'Alameda del Boulevard, Bernés, Penadés, à l'abri de leurs véhicules blindés. Les soirs de *golpe*, lorsqu'il prend aux mili-

taires l'envie de priver les civils de la démocratie, le peuple s'y donne ses premiers rendez-vous clandestins. ETA, depuis les années 60, y est partout chez lui, dans vingt-cinq arrière-salles pour une seule venelle. Tous les carnavals, les pétarades pour rire s'y égaient dans des bruits de révolution.

L'autre dimanche, c'étaient les supporters de la Real Sociedad, le club de foot de Saint-Sébastien, qui avaient accordé aux Navarrais de Pamplone, leurs invités, le droit de boire dans leur chère médina. A condition d'en respecter le tracé chaotique et l'usage d'avaler un fond de verre après l'autre, et jamais sur le même pas de porte. Et comme les slogans du foot, en basque, ressemblent fort à ceux de l'autonomie, comme les Basques parlent et chantent comme aucun peuple au monde, ces courses de jeunes supporters, drapeau d'Euskadi en tête, avaient encore des allures de prise de pouvoir.

Non, sans ce vieux quartier, blotti au pied du mont Urgull, protégé par l'ancien fort des premières invasions, et par la statue du Christ, Saint-Sébastien serait une anomalie. Et, au fond, à y marcher pour comprendre, cette ville reste une énigme. Après bien des combats historiques, des incendies et des épidémies, Saint-Sébastien perdit son carré fortifié du mont Urgull et des ruelles en 1813, lors du dernier assaut, mené par les alliés anglais et portugais contre la garnison des troupes napoléoniennes. Le feu ravagea la citadelle et son port, presque en eaux calmes, grâce à la présence, dans le golfe, de l'îlot de Santa-Clara. Alors, cette place trop voyante entre la mer cantabrique et la montagne, fatiguée de se battre contre les Visigoths, les Celtes, les Romains, ou les impériaux venus du nord, choisit d'abattre elle-même ses murailles

et de s'étendre en terrain plat, sur les marécages du rio.

La première, la reine Isabelle II eut l'idée, en 1845, d'y venir prendre ses bains de mer, et la ville connut un sort princier, comme Biarritz, sa voisine. On traça des jardins au cordeau, des promenades sous les lampadaires. Un théâtre royal, un palais, l'Hôtel Maria Cristina, décors de stuc et de fer forgé. Idéale villégiature, chaque rue butant sur la pente parfaite d'une montagne. La ville entre le vert et le bleu. La ville sortie d'une bande de sable, du mont Urgull au mont Igeldo, qui ferme cette conque - la Concha. Toute l'aristocratie espagnole, mêlée de Habsbourg, y tint ses quartiers d'été, plantant quelques églises pour le repos de son âme, entre des immeubles qui empruntèrent leur style à ceux de toute l'Europe aristocratique. Saint-Sébastien devint dépendance de la couronne d'Espagne et, pour ce prix, connut avant toutes les villes du nord de la péninsule le tram et l'éclairage électrique.

Même Franco y résida chaque été jusqu'à sa mort, dans les jardins royaux du mont Ayete. Et ce n'est pas le plus mince des paradoxes. Certes, le Caudillo y fut mieux protégé qu'à Madrid, les flics tenant les étages des immeubles des avenues lorsque il se donnait le loisir d'une promenade apéritive sur la Concha. Son yacht était surveillé par des vedettes de la marine. Mais il y vint, il s'y sentit parfaitement chez lui. Au cœur même du territoire de ses ennemis de l'intérieur. A peu près, toutes proportions gardées, comme si la reine allait passer l'été à Londonderry...

Car Saint-Sébastien est une fausse carte postale. Une ville de sang et de fureur. La plus nationaliste des villes nationalistes d'Euskadi. Capitale de Guipuzcoa, province basque plus rétive

encore que ses sœurs de Biscaye ou d'Alava. Plus parfaitement basque, faudrait-il dire, fidèle à sa langue et à son identité parce que moins industrielle que Bilbao ou Vitoria, qui pour s'enrichir, et tenir, face à Madrid, durent bien, depuis un siècle, importer de l'ouvrier espagnol dans leurs montagnes. Alors basque, parce que bourgeoise, et justement au service de la couronne, intellectuelle et politique.

Ses rentes, la ville les tire de quelques cités de la côte ou des premières collines, Fontarabie, sur la frontière, Renteria ou Hernani, cités prolétaires, piquées d'HLM et de cheminées d'usine ou d'anciens paysans ombrageux

transforment les matières premières pour des salaires désormais plus forts qu'en France. Mais, dans Saint-Sébastien, point d'ouvrages polluants. Grâce à la reine Isabelle et au Caudillo. Aussi, lorsque, au début des années 60, quelques jeunes gens de la montagne, séminaristes ou paysans sans terre, voulurent imposer leur stratégie de l'action clandestine à leurs aînés du vieux Parti nationaliste basque (PNV), ils quittèrent Mondragon ou Hernani pour la cité épargnée, l'élégante et son champ de courses, les bords du rio et les dentelles blanches de la Concha.

de notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 16

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65



TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES
VERS LES PAYS NORDIQUES

Le touriste et le voyageur

COMME il était doux et confortable le temps où de fins lettrés s'en allaient pour nous découvrir le monde, des aventuriers nous servir leurs exploits. Où êtes-vous, Humboldt, Cook et Segalen, Monfreid, Stendhal et vous le marquis de Custine ?

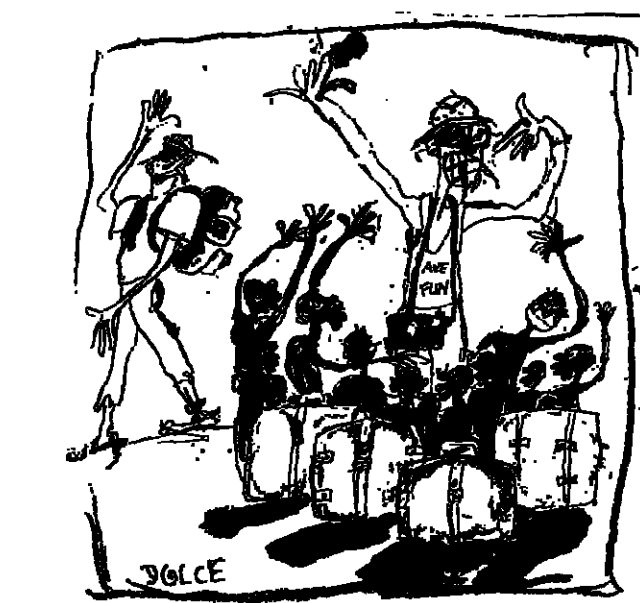
Misère, il nous faut aujourd'hui prendre notre sac de marin et faire l'Ulysse pour de vrai : voyager. Qu'avait-on besoin de rajouter un « e » à tourisme ? *Tourisme*, c'était parfait. Ça appartenait à une grosse poignée de snobs anglais, et tant mieux pour eux s'ils prenaient du plaisir à aller vérifier que les peuples étaient tous plus ou moins ratés, et rapportaient la certitude que leur l'Ulysse pour de vrai : voyager. Mais, voilà, comme la Terre était ronde, il a fallu qu'on se mette à tourner autour. Les ennus commencent. C'est à ce moment-là que s'achève le livre de Jean-Didier Urbain, dont le titre fixe avec fermeté le propos : *L'Idiot du voyage*, ou de quelques histoires de touristes.

Véritablement, ce qui surprend dans le travail de ce professeur de sociologie à Paris-V, c'est que l'on puisse aussi savamment, aussi longuement, et avec autant de formules habiles, à la fois régler et prendre en considération – miséricordieusement – le cas de cet idiot-là. Il faut, il est vrai, ajouter que la bibliographie dans ce domaine est imposante, et qu'il n'a pas été le premier à se poser ces quelques questions définitives et à jamais sans réponse : pourquoi s'éloigner, pourquoi vouloir rencontrer d'autres êtres sous d'autres climats, et comment les approcher ? Au moins Goering s'était-il fait une idée plus précise de la chose en demandant à ses pilotes de bombardiers de mitraquer tout monument qui,

en Grande-Bretagne, était signalé par un astérisque dans le *Badeker*. Voyage de guerre sans équivoque, mais pour les autres, tous les peuples autres que nous avons été, que nous sommes ou que nous serons, comment gérer le déplacement pour ne pas en sortir honteux ou froissés, glorieux ou bernés, dépités ou furieux ?

« Le touriste n'appartient pas à la famille du voyageur. C'est un bâtard. » Un bâtard qui « harcèle le monde comme un essaim de guêpes », une sorte de « maladie collective ». Manipulé, malmené, fouaillé par les officines en charge de ce dangereux loisir, il est livré pieds et poings liés à la vindicte de cette race de seigneurs de la vadrouille que sont les voyageurs. Ceux qui savent s'y prendre avec l'indigène, et trouver au juste moment leur juste place dans les coutumes de l'autre, n'auront jamais de mots assez durs pour flétrir ce concurrent de pacotille et le garrotter dans ses élan naïfs ou ses émotions de carton-pâte. « Être collectif, le touriste n'a pas d'âme. » Nous autres, téméraires sensibles et souples, chargés de mots, de phrases et de prières, savons voir ce que l'homme a cru voir. Caltez, volailles ! Hors de nos panoramas les troupeaux, les hordes, les meutes, les nuées.

C'est la grande croisée. On comprendrait mieux l'existence de ces larges enclos des Canaries et des Baléares où, frileusement regroupés sous le poigne de fer d'organismes de choc, les touristes – marqués d'un injurieux



« Europe » à l'épaule – tentent de survivre quelques jours, quelques semaines, loin des sarmas, réfugiés à plusieurs milliers, n'ayant d'autres soucis que celui de s'apitoyer sur le sort de leurs frères en vacances surveillées. Car, s'il est un personnage que le touriste ne supporte pas, c'est bien le touriste. Son double le hâsse, lui donne la chair de poule. Tout pour ne pas être comme ça, tout pour ne pas être ça. Plus fort encore, voilà l'arrivée d'une « forme ultime de mépris : le mépris paradoxal – celui que le touriste se porte à lui-même ». La peur du ridicule

le mine, le ronge, le harcèle. Désespérément, il lui faut trouver d'autres filières pour ne plus participer à cette « profanation universelle » que lui semble, à lui aussi, être devenu le tourisme. Les publicitaires sont là, embusqués derrière ses désarrois, pour lui arranger le coup.

NOUS comprenons. « Puis-que vous ne désirez pas, avec raison, voyager comme tout le monde », nous avons découvert pour vous, spécialement pour vous, des territoires que vous allez être les premiers à fouler, les premiers, « avant que les autres » ne viennent », à

pouvoir expérimenter. L'Eden. Vous nous en direz des nouvelles. « Là, explique Jean-Didier Urbain, on s'entraîne sur la voie d'une illusion où il sera un touriste supérieur situé au-dessus de la foultitude vacancière » ; à l'abri, mis en réserve de ses homologues. « Nous ne sommes pas loin de ce que l'on pourrait appeler une forme de schizophrénie sociale. Elle conduit en effet le touriste à ne pas se reconnaître dans ses semblables et à se réclamer de l'identité d'un autre... » Le voyageur, le fameux héros...

Et la mise en croix continue : « Ostracisme, nostalgie et apathie », « Trois espaces pour dix mille tribus », « Les paradoxes du nomadisme de loisir », « Du touriste-Huron aux voyageurs de l'interstice » ; chaque chapitre apporte sa moisson de désagréments. Sous quelque angle qu'on l'étudie, le touriste est inconvenant, superflu, pollueur. Tragique destin pour celui qui ne souhaitait que s'extraire momentanément de son quotidien et aller – le plus souvent modeste et simplement – à la recherche d'un dépaysement de fortune. Mais rien à faire, son statut de personne déplacée lui colle plus sûrement à la peau que la tunique de Nessus à celle d'Héraclès. Aucun endroit, aucun lieu, dans lequel il vient commettre son forfait de curiosité et de voyeur où il ne soit immédiatement repéré et dénoncé. Même en s'y prenant avec habileté et tact, il reste marqué de l'estampille du marginal non voulu ; indécot chez les pauvres, inutile chez les riches,

incongru dans les zones économiquement tempérées. Bref, presque toujours en état de « quasi-délinquance ».

Pour lui, la meilleure manière de ne pas continuer à perdre son âme serait de tenter de se reconstruire. « La seule unicité que l'on peut constater se réalise autour d'une certitude négative : le touriste n'est pas le voyageur. » Qu'à cela ne tienne, devenons voyageurs ! Est-ce si compliqué ? Il suffirait de prendre un aller simple, en classe économique, sur une ligne aérienne desservant un endroit un peu lointain – ça existe – et de s'y poser. On changerait de tenue, préférant le coton local au tergal trop civilisé, la chaussure de brousse aux mocassins trop cirés, puis, pendant quelques mois, on se mettrait à la pratique de la langue du pays.

QUELQUES mois encore pour se faire des relations, se tanner le cuir, apprendre à fumer le cigare du cru, boire à la bouteille des alcools d'homme, attraper deux ou trois mauvaises fièvres et une belle et inoffensive maladie honteuse, s'engager dans un petit boulot de trafic de devises, prendre une maîtresse avec beaucoup de tempérance, brûler sa carte de Sécurité sociale un soir de fiesta et commencer à tenir un journal de bord.

Au retour, il conviendrait de faire le mystérieux, d'en dire le moins possible et de filer dans un chez un éditeur pour lui vendre une grosse liasse de feuillets, tapés sous le témoignage d'un carbone pâte comme la mort, un livre presque, qui raconterait les extraordinaires aventures d'un touriste devenu voyageur. Ça devrait marcher.

Jean-Pierre Quélin

► *L'Idiot du voyage*, par Jean-Didier Urbain, éditions Plon.

ESCALES

TÉLEX

Cartagène des Indes

Espagnole par sa vieille ville, américaine par ses gratte-ciel, Cartagène des Indes, fondée en 1533, est un monument national resté presque intact malgré la modernisation accélérée de la ville. Loin des clichés du cartel, sa violence viendrait plutôt de ses rues écarlates de soleil et des façades aux volets clos qui masquent des passions extrêmes. La cité des conquérants ibériques, l'une des premières villes de Colombie à proclamer l'indépendance, le 11 novembre 1811, tourne le dos à la mer. Évoquant les légendes des missionnaires, des esclaves africains, des aventuriers et des pirates, on retrouve fortresses et demeures merveilleusement préservées dans un labyrinthe de ruelles et de places enchevêtrées pour conserver un semblant de fraîcheur. Ici se trouvent les maisons patriciennes aux façades blanches ou pastel. Les balcons de bois sculpté évoquent l'Andalousie. Sur ce fond, toute la douceur des Caraïbes. À l'heure où Phébus est au zénith, l'agitation s'apaise. Seuls quelques vendeurs de jus de fruit de la passion, de noix de coco et de glace trouvent encore l'énergie de poursuivre le visiteur. La ville, derrière ses murailles, est d'une rare élégance. Le monastère de San-Pedro-Claver, apôtre des pauvres, abrite un cloître à la végétation équatoriale. La place de l'Inquisition et son palais comptent parmi les chefs-d'œuvre de l'architecture coloniale. On est à quelques pas de la place de la Douane où, tous les vendredis soirs, l'Alliance démocratique-M 19 (mouvement guérillériste ayant déposé les armes en 1990) organise des concerts où des milliers de jeunes viennent danser la salsa ou la *terrapia* (mélange de zouk, de meringue, de reggae et de sons africains). Sur l'immense place de Las Bovedas, bordée d'arcades,



Cartagène.

les anciens greniers de Cartagène rappellent que, plusieurs fois, la ville fut assiégée. L'endroit est désert, et c'est à Gabriel Garcia Marquez que l'on pense, à son héros assassiné pour une belle aperçue derrière des grilles en fer forgé. A quelques centaines de mètres, la ville nouvelle, hérissée de tours qui lui donnent de faux airs de Manhattan. Au large des côtes, l'archipel du Rosaire, chapelle d'îlots coralliens inondés de lumière. Le cartel ? La drogue ? Posée aux Colombiens, la question provoque un haussement d'épaules. Inutile de chercher un trafiquant derrière chaque passant, un corrompu derrière chaque policier. Les intrigues politiques tuent davantage que la drogue, assure Félix Turbay, le maire d'origine libanaise, feignant d'ignorer qu'elles sont parfois liées. Cette cité n'est cependant pas Bogota. « Cartagène fut construite par Dieu, lorsqu'il était encore marin », dit-on ici en souriant. Pour gagner Cartagène des Indes, Avianca (tél. : 42-60-35-22 et agences de voyages) vient d'ouvrir une ligne directe. Départ de Paris le jeudi, retour les lundi et mercredi. À partir de 8 385 F A/R.

Opéras en Provence

Pour amateurs d'opéra, trois grands événements lyriques de l'été provençal insérés dans un court voyage organisé par des connaisseurs. Des voix, rien que des voix. Qu'il s'agisse de la première représentation, au palais de l'Archevêché d'Aix-en-Provence, de l'œuvre de Benjamin Britten, *Le Songe d'une nuit d'été*, du chef-d'œuvre de Mozart, *Le Nozze di Figaro*, dans ce même palais ; ou d'*Elektra*, de Richard Strauss, au théâtre antique d'Orange. De l'avis des spécialistes, la distribution d'*Elektra* est la meilleure que l'on puisse réunir aujourd'hui : Gwyneth Jones, Leonie Rysanek, Simon Estes, James King, Elisabeth Connell. Direction, Marek Janowski. Excellente distribution également pour *Le Nozze di Figaro* : Charlotte Margiono, Andreas Schmidt, Stuart Burrows, Judith Howarth, le chef d'orchestre étant Friedrich Haider. *Le Songe d'une nuit d'été* réunira l'élite des chanteurs baroques, l'Ensemble orchestral de Paris et le Trinity Boys Choir sous la direction musicale de

Stuart Bedford. A de telles soirées, on ne peut assister qu'aux meilleures places. Elles sont réservées. Le matin, détente à l'hôtel Mercure d'Avignon (piscine et jardin). L'après-midi, excursions : les bastides du pays d'Aix dans la vallée des Penchenats et les demeures provençales des dix-septième et dix-huitième siècles ; le Lubéron avec visites de l'abbaye de Sénanque et du château de Gordes qui abrite la Fondation Vassarelly ; le patrimoine historique judéo-provençal du Comtat-Venaissin à Carpentras et Cavaillon ou Avignon et son Palais des papes. Du 18 au 21 juillet, 5 250 F comprenant l'hébergement, les petits déjeuners, les déjeuners, un dîner, trois conférences d'un muséologue, des places de première série aux représentations, les excursions et les entrées dans les monuments. Une initiative des Nouveaux Week-Ends musicaux (24, rue Nungesser-et-Coli, 75016 Paris, tél. : 46-05-21-00).

Regards picturaux sur le Maroc

Une façon neuve de voir le royaume chérifien : par les yeux des peintres d'hier et d'aujourd'hui, de Delacroix à Matisse, de Dufy à Majorelle, de Van Dongen à Nicolas de Staël. Un livre-album en couleurs véritablement enchanteur, révélant les visions originales de cinquante artistes sur cette vieille terre marocaine, contrée par excellence de l'orientalisme pictural. Texte au diapason des reproductions, c'est-à-dire de grande qualité. Maurice Arana, *Itinéraires marocains, regards de peintres*, 195 p. avec 180 clichés couleur, 380 F, aux éditions du Jaguar. Avant-propos de Gaston Diehl.

Sélection établie par Patrick Francou et Danielle Trunard

Les châteaux de la Loire présentés dans le Guide Bleu Centre qui vient de sortir (Hachette, 768 p., 228 F) – une nouvelle édition avec photos en couleurs en ouverture – et dans une présentation originale du magazine *Parlance* (en kiosque, 45 F).

Le Queen-Elizabeth-II, de la flotte Canard, dernier des grands paquebots à assurer régulièrement les liaisons transatlantiques, appareillera de Cherbourg le 16 juin. Forfait exceptionnel à partir de 6 480 F par personne en cabine double pour huit jours dont cinq de traversée, deux nuits à New-York (hôtel Barbizon, à Manhattan), une visite de New-York, les transferts et le retour sur Paris par vol régulier Air France. Après de la Compagnie générale de croisières (2-4, rue Joseph-Sansbœuf, 75008 Paris, tél. : 42-93-81-82).

Bienvenue à la ferme recense, par départements, les formules d'accueil, de restauration et de loisirs du terroir français. Fermes, auberges, équestres, de séjour, accueillant les enfants ou les campeurs : cinq mille agriculteurs de ce réseau ou de celui des Gîtes de France figurent dans ce guide publié par M. A. Editions (606 p., 135 F). Ouvrage complémentaire : le *Guide du patrimoine rural* (382 p., 150 F, La Manufacture), inventaires des musées et collections, tant publics que privés.

Le pavillon Horta, bâti par le célèbre maître de l'art nouveau Victor Horta, dans le parc des Musées royaux d'art et d'histoire (tél. : 2-741-72-11), à Bruxelles, et qui abrite le relief en marbre de Jef Lambeaux sur les passions humaines, sera ouvert pour la première fois depuis de nombreuses années, à certaines

dates (les dimanches 5 et 19 mai, 2 et 16 juin, 7 et 21 juillet, 4 et 18 août, 1^{er} et 15 septembre), de 10 h à 16 h 30.

Concision et clarté caractérisent la nouvelle collection de guides publiée par BORDAS sous le titre « Routes et découvertes ». Longs, étroits, agrémentés de cartes routières, plans de villes, photos en couleurs, ils visent à l'essentiel. Sept titres viennent de paraître : l'Italie (Sud, Centre, Nord), l'Espagne (même formule), le Portugal. Chaque volume, 95 F. Dans la collection « Le voyage culturel », trois nouveautés : les *Hauts Lieux du romantisme en France*, les *Hauts Lieux de la peinture* et les *Hauts Lieux de l'art moderne*. Chaque ouvrage, 155 F.

UTA propose à ses passagers, sur 22 destinations et pays desservis par la compagnie, des forfaits séjour-transit comprenant l'accueil à l'aéroport, les transferts et l'hébergement avec petit déjeuner (3 nuits au maximum) dans différents hôtels. Chacun fait l'objet d'une brochure intitulée « Hello ». Renseignements : UTA, 3, bd Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 40-17-46-46.

Flueves du monde « remonte les civilisations au fil de l'onde ». Un mode de voyage original qui a fait ses preuves et qui a ses adeptes. La brochure 1991 donne le choix : 18 propositions dont l'Irrawaddy, en bateau traditionnel, pour découvrir les stupres d'or de Birmanie (16 jours, 16 600 F) ; le Pantanal, en embarcation à rames, et la faune du Mato-Grosso brésilien (15 jours, 18 450 F) ; la Dordogne en canoë (8 jours, 1 600 F) ou le Lot, en gabarre (8 jours, 2 900 F). Flueves du monde, 122, rue d'Assas, 75004 Paris, tél. : 40-51-78-94.

سكنى فى الامم

صكنا من الامل

Le Havre, ville de grand large

Il est des villes qui valent infiniment mieux que leur réputation; des villes marquées d'un ne sait quelle désespérante image. Ainsi du Havre, où le voyageur aurait pourtant intérêt à ne pas s'arrêter aux clichés trop convenus. Le Havre en plein tutoiement avec la mer, lieu où l'on passe, mais où, souvent, on reste.

ON roulait en DS, le franc était neuf et lourd, André Malraux inaugurait la maison de la culture du Havre - «Sachez bien que l'on dira que c'est ici que tout a commencé» - et Jacques Tati soufflait à Mon oncle: «Je ne crois pas que les lignes géométriques rendent les gens aimables». Le Havre, géométrie pure, perspectives nettes, sortie tout orthogonale du cerveau d'Auguste Perret, esquivait encore, en 1961, ses plâtres de ville blanche, ville neuve. Les chantiers de Saint-Nazaire s'apprêtaient à lui livrer la France qui paraissait pour une brève (1962-1974) et glorieuse carrière, avant que les lendemains ne déchantent. Le Havre était déjà un port.

Par chance, le Havre, la ville la plus «sixties» de France, a gardé son style. «Style, un mot qui n'a pas de pluriel», aimait dire Perret qui, premier architecte français à utiliser dès le début du siècle le ciment et le béton, restera fidèle au langage classique et rationaliste, et se verra confier, à soixante et onze ans, en 1945, la reconstruction du centre sinistré quelques jours avant sa libération.

Un style dont les habitants ont du mal à être fiers: «C'est tout béton, ici», entend-on le soir dans un des restaurants qui animent le quartier proche des halles. Ville au caré, ville ouverte sur l'océan, ville tramée, une personnalité pourtant, un caractère affirmé dont les qualités agissent secrètement comme un canevas qui laisse au dessin, au mouvement, son autonomie.

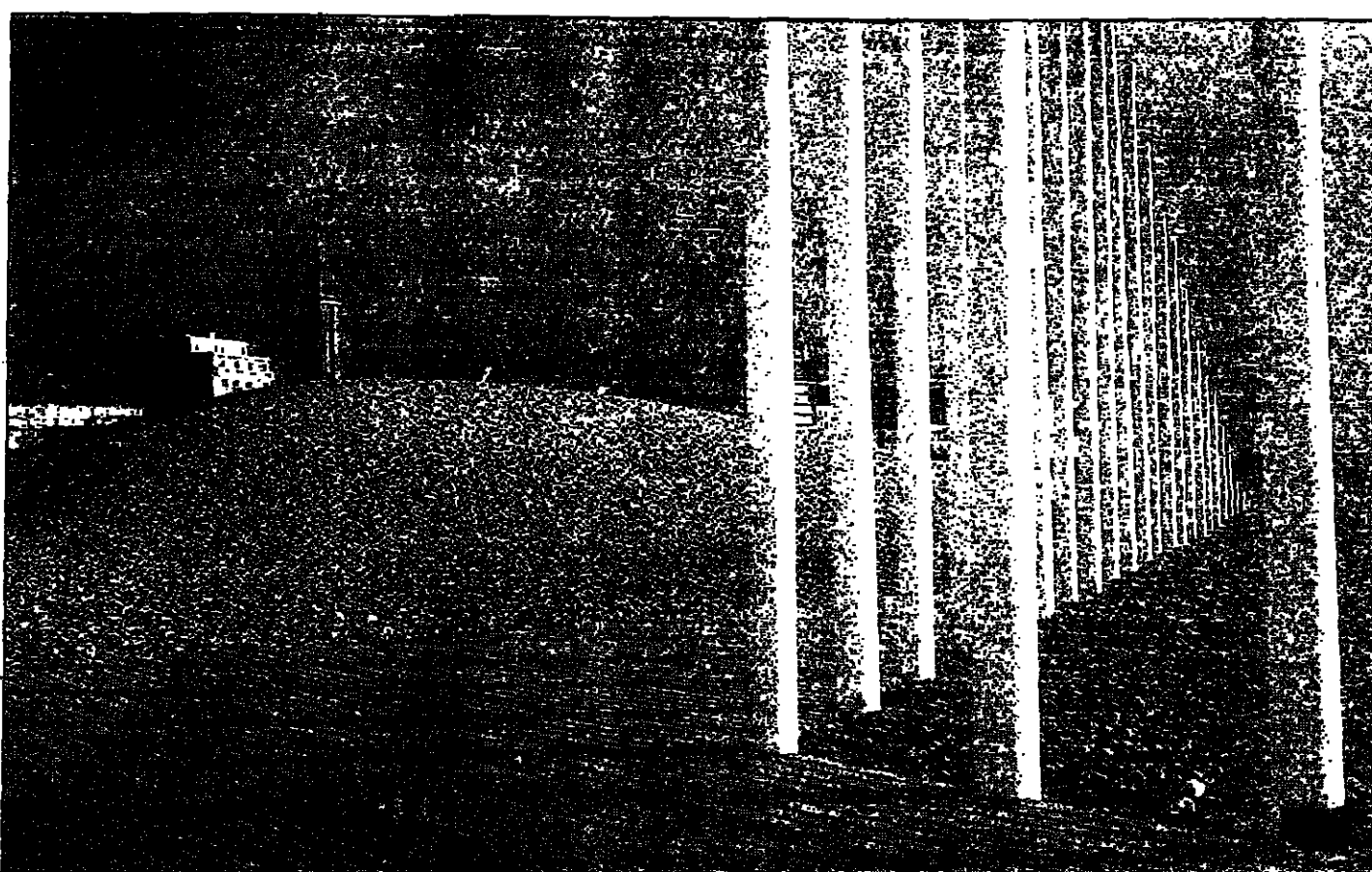
Le Havre, ville libre. Ville de perspectives en liberté, ouverte sur un grand large. Ville aimée des peintres, des cinéastes, accueillante à la création. On entend le Rimbaud des *Illuminations*: «Je suis l'éphémère et point trop mécontent citoyen d'une métropole crue moderne dont tout soit connu a été étudié».

«J'aimais quand les rues sont vides, quand il ne reste que la mer, le ciel, le vent. Longtemps, je n'ai pas vu du tout les bâtiments.» Propos d'un cinéaste, amateur de ce grand travelling qui, du quartier de la gare jusqu'au rivage, emporte celui qui voudrait, la nuit, en voiture, s'en aller vers l'horizon. C'était la séquence finale du film réalisé par Christian Zarfian en 1988, travail de reportage, d'enquête dans l'inconscient d'une collectivité.

Au Havre, le passé n'est pas enfoui, il a été aboli. D'un seul coup, au soir du 5 septembre 1944: bombardement de l'aviation anglaise pour faire céder le commandant allemand de la place, tapis de bombes, explosives puis incendiaires, qui délimitaient exactement une «table rase» qui fera en deux heures trois mille morts et quatre-vingt mille sans-abri. «Je ne comprenais pas ce qui n'allait pas dans cette ville», dit le cinéaste, installé au Havre depuis 1969 après avoir vécu au Brésil. Un jour, un ami proche m'a dit, moi, je suis un exilé sur place: quand je suis né, il y avait Le Havre, quand je suis revenu, il n'y avait plus rien. Alors j'ai interrogé les témoins, des dizaines. L'émotion était là, intacte, le traumatisme encore présent.

Conjurer ce que le cinéaste appelle «le blues du Havre», le film, intitulé *Table rase* et diffusé en 1988 par FR3, l'a fait. Restait à renouer les fils, rapprocher les bords d'une plaie encore vive. Que l'on écoute s'exprimer des élus, des artistes saisis par l'atmosphère particulière de la ville ou que l'on interroge de simples particuliers, on discerne toujours une sorte de coupure, de difficulté à s'approprier la cité. «Privés brutalement de tout passé, note un Havrais arrivé par hasard et installé par goût, les habitants, sans doute, ont été frustrés aussi de la reconstruction.» Imposée par Paris, imaginée par l'équipe d'architectes rassemblés autour d'Auguste Perret, jusqu'à sa mort en 1954, et au-delà, travaillant vingt ans durant à respecter le tracé initial.

Un plan qui dans ses grandes lignes reprenait celui de la ville ancienne, remettait à leur place antérieure l'hôtel de ville, l'avenue Foch, large et plantée, la rue de Paris, dont les arcades de ciment et les balcons filant au deuxième étage s'inspiraient de la toute parisienne rue de Rivoli.



JEAN GAUMY/MAGNUM

ment de l'aviation anglaise pour faire céder le commandant allemand de la place, tapis de bombes, explosives puis incendiaires, qui délimitaient exactement une «table rase» qui fera en deux heures trois mille morts et quatre-vingt mille sans-abri. «Je ne comprenais pas ce qui n'allait pas dans cette ville», dit le cinéaste, installé au Havre depuis 1969 après avoir vécu au Brésil. Un jour, un ami proche m'a dit, moi, je suis un exilé sur place: quand je suis né, il y avait Le Havre, quand je suis revenu, il n'y avait plus rien. Alors j'ai interrogé les témoins, des dizaines. L'émotion était là, intacte, le traumatisme encore présent.

Conjurer ce que le cinéaste appelle «le blues du Havre», le film, intitulé *Table rase* et diffusé en 1988 par FR3, l'a fait. Restait à renouer les fils, rapprocher les bords d'une plaie encore vive. Que l'on écoute s'exprimer des élus, des artistes saisis par l'atmosphère particulière de la ville ou que l'on interroge de simples particuliers, on discerne toujours une sorte de coupure, de difficulté à s'approprier la cité. «Privés brutalement de tout passé, note un Havrais arrivé par hasard et installé par goût, les habitants, sans doute, ont été frustrés aussi de la reconstruction.» Imposée par Paris, imaginée par l'équipe d'architectes rassemblés autour d'Auguste Perret, jusqu'à sa mort en 1954, et au-delà, travaillant vingt ans durant à respecter le tracé initial.

Un plan qui dans ses grandes lignes reprenait celui de la ville ancienne, remettait à leur place antérieure l'hôtel de ville, l'avenue Foch, large et plantée, la rue de Paris, dont les arcades de ciment et les balcons filant au deuxième étage s'inspiraient de la toute parisienne rue de Rivoli.

Le ciel n'est pas toujours bleu au Havre, mais la lumière, elle, l'est souvent. «La tradition qui veut que des peintres se fixaient ici, fascinés par les tonalités de l'estuaire, ne s'est pas arrêtée avec les impressionnistes. Si nous continuons de découvrir des jeunes artistes», explique Alain Le Métayer, conseiller culturel de la municipalité, communiste réformateur, c'est parce qu'ils viennent enseigner à l'école d'art, leur premier poste, celui dont personne ne veut. Ainsi, Jean-Michel Alberola, à qui nous avons confié, depuis dix ans, la couverture du programme de la saison municipale, aime ici le côté ouvert, non contraignant du passé. Il a un atelier et dit toujours qu'il vit à Paris, à Naples et au Havre.

Le lieu semble en effet inspirer les peintres, comme François Lapouge qu'on expose actuellement et qui pose sur les murs, les maisons, les rues, un regard distancé, faussement hyperéaliste, reculé exacerbé par cette urbanité paradoxale. «Ce n'est pas vraiment une ville, dit Christian Zarfian, c'est plutôt un lieu de passage. Beaucoup de gens viennent chercher ici la même chose: l'ouverture vers un ailleurs. Et ils restent.» Cette ville froide déclenche des passions discrètes, mais têtues.

Une ville hors mode, quel repos! «Je suis du Midi, et pourtant j'aime vivre ici», proclame Jean Gaumy, photographe et voyageur qui a fait du Havre sa ville-faute, une ville-vase où l'on trouve ce que on y apporte. Jour de brume, jour de corne de brume: «Je me sens très bien ici, d'abord, il y a la mer et ce n'est pas rien.» Libraire d'ancien qui pourrait vouloir à la fois une maison aussi vieille que ses livres, Gérard Cocquet semble à l'aise dans sa boutique près du quai, derrière les colonnes de béton cannelé. Après la Nouvelle-Calédonie et la Suisse, il a jeté l'ancre au Havre, refuge sans serres pour ceux qui arrivent, ou qui reviennent.

Quand Gènes, Anvers ou Boston cherchent à tout prix à se dégager de la gangue d'entrepôts et de hangars dont l'activité portuaire les a enserrés, Le Havre n'a pas un geste à faire: pour est là, le rivage est proche. Situation exceptionnelle que celle, par exemple, du Musée des beaux-arts André-Malraux, à la pointe de la pointe, boîte de verre protégée par une douve, face au sémaphore. Musée sur le motif, installé dans le paysage de son inspiration. Œuvre de Lagneau, terminée en 1961, le Musée des beaux-arts diffère sensiblement de l'architecture austère de ciment et de béton sablé ou gravillonné qui marque uniformément les quartiers reconstruits du centre-ville. Ici, le verre et l'aluminium cadrent et protègent un espace intérieur presque entièrement libre.

L'architecture moderne pourtant est fragile et celle-ci, exposée au climat marin, l'est particulièrement. On aimerait qu'elle soit désormais condamnée pour ce qu'elle est, un jalon de l'histoire de l'architecture et qu'après la rénovation des pare-soleils en aluminium de la toiture, un simple ravalement des façades en termine avec cette allure un peu désolée que donne aux styles trop purs le moindre relâchement. A l'intérieur, Eugène Boudin et ses marines, la donation Dufy et une belle collection de peintres du vingtième siècle souffrent, disent les conservatrices en charge de ce bel endroit, «d'un peu trop de lumière». On cherche à corriger aujourd'hui et à adapter aux nouvelles normes de la muséologie - un projet de mezzanine est à l'étude - cet espace qu'on voulait libre et qui pendant plusieurs années dut être partagé avec les activités de la maison de la culture. Des expositions d'art contemporain cherchent, souligne leur responsable, Françoise Cohen, à permettre au visiteur de faire le lien entre les collections du musée et l'art actuel, tel qu'on peut le voir dans les galeries. Vingt-cinq mille visiteurs chaque année poussent la porte de verre, au bout de la passerelle de ce navire à quai.

Mais Le Havre ne s'est pas arrêté en 1961. Cité-bastion de la classe ouvrière, nourrissant sa mémoire des luttes auxquelles chaque crise ajoutait un épisode, Le Havre est l'une des dernières grandes villes de France à être dirigée par un maire communiste, André Duroméa, dont ses collègues, même quand il ne par-

tagent pas ses orientations, reconnaissent la puissante présence personnelle et dont la municipalité fêtera dans les mois prochains les vingt ans passés à sa tête.

Tout en faisant plus pour la vie dans les quartiers que pour l'image extérieure, cette ville a su compléter le patrimoine architectural que les «modernes» avaient instauré chez elle: «Perret, cela intéresse nos visiteurs, dit le libraire: nous, on ne le regarde plus, on y vit.»

Il y a, en effet, du pittoresque à rebours à entrer dans le béton au carré de l'église Saint-Joseph dont la tour de 106 mètres de haut est devenue le nouveau signal urbain, mais il est vrai qu'il faut une certaine bonne volonté de l'amateur d'architecture pour lire la modernité, le rythme souligné de blanc de ces façades trop sobres et pour se réjouir de constater que les tours et les barres jouent ici sur un registre classicisant qui les distingue absolument de ces grands ensembles décrits auxquels un œil simpliste et hostile aurait voulu les rattacher. Si Le Havre a construit pendant les grandes années les trois quarts de ses logements dans le sec-

teur social (contre 25 % en moyenne nationale), la ville a su aussi accueillir d'autres monuments: la maison de la culture d'Oscar Niemeyer, terminée il y a tout juste dix ans, n'est pas seulement le bloc courbé et blanc que ses animateurs tentent de faire appeler le Volcan, pour combattre le surnom spontané de «pot de yaourt» trouvé par les Havrais; elle est aussi une bonne réponse au rectiligne environnant et joue, avec la passerelle asymétrique lancée en 1973 sur le bassin du Commerce par un Guillaume Gillet mieux inspiré qu'à Paris, porte Maillot, et même avec la muraille de brique et de verre du Centre de commerce international (Andraut et Parat dans une bonne période), une harmonie «moderne» qui ne fait aucun tort à ce bassin du Commerce.

Que la reconstruction des années 50 n'ait pas partout tiré le meilleur parti de la géographie maritime du Havre, du site exceptionnel de ce centre-ville ancré dans la mer, c'est vrai: le quai de Southampton, juste en face de la toute neuve et lumineuse gare d'embarquement des ferries vers l'Angleterre (due à deux jeunes architectes français), n'a plus rien de la fébrilité d'autrefois encore sensible sur les photos anciennes: une salle de billards et quelques bars ne font pas un port. Aujourd'hui, les passagers sont avakés tout emballés dans leurs automobiles par le ventre des navires. Plus de mouches, plus d'embrassades. On voit passer, silencieux, les porte-conteneurs qui s'en vont décharger leur cargaison en face, dans le port de commerce, et restent moins de vingt-quatre heures: premier en France pour le trafic des conteneurs, Le Havre joue la rapidité, l'efficacité.

Peu de docks, peu de marins. Peu d'animation dans les cafés du quartier de l'Eure, resté debout, mais la cloche qui appelait à l'embauche est devenue un monument historique qu'il serait temps de restaurer. Un musée maritime dans un hangar, quai du Brésil, commence à montrer le passé qui change vite.

Les docks Vauban, où les sacs de café sous douane, figés dans un silence d'église et dans la lumière beige qui tombe des verrières, semblent une «installation» due à des artistes conceptuels, n'attendent qu'un signe pour devenir le lieu de manifestations culturelles (ce sera le cas en juillet prochain, pour le Festival Coupe de vent). La nuit, l'espace portuaire, libre d'accès, redevient un décor. Du *Quai des Brumes* de Marcel Carné au *Havre* de Juliet Bertio, un décor vrai qui attendait un festival de cinéma pour revivre sur les écrans de la mémoire.

de notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

Guide

Le Musée des beaux-arts (chaussée John-Kennedy, tél.: 35-42-33-97) exposera à partir de juin un sculpteur britannique, Michael Craig Martin. Dans les collections permanentes, outre l'important fonds d'atelier d'Eugène Boudin, né à Honfleur et installé au Havre, et le legs Dufy, des toiles de Monet, Van Dongen, Pissarro, Sisley, Léger.

L'exposition des œuvres de François Lapouge sera présentée après le Havre, au centre culturel du palais Bénédicte, à Fécamp, du 1^{er} au 30 juin.

Dans le quartier Saint-François (le seul de la zone reconstruite à l'avoir été en brique et avec des toits pentus), musée de l'ancien Havre, rue Jérôme-Bollamato, tél.: 35-42-27-90.

Saules monuments restaurés en plein cœur de la Reconstruction: la cathédrale Notre-Dame et le Muséum d'histoire naturelle (tél.: 35-41-37-28.)

Dans le port de commerce, Musée maritime et portuaire, hangar 22, quai de Norvège. Tél.: 35-43-29-66.

Dans la ville et dans les docks Vauban, du 3 au 14 juillet, Festival international «Coups de vent» (création de musique à vent; thème de l'année, le jazz).

Séjour

A deux heures de Paris par le train, Le Havre n'a pratiquement pas (pour le moment) d'hôtels sur le front de mer. Les bons restaurants (avec vue sur Le Havre) sont à Sainte-Adresse, la commune voisine qui est aussi son quartier bourgeois.

Visites d'architecture

Une plaquette concise, bien documentée et bien illustrée, a été éditée par la Ville (en 1988) sur l'architecture et l'urbanisme havrais. Elle propose plusieurs itinéraires dans le centre-ville.

Architectures au Havre, 1840-1989, J.-B. Crennitzer, 69 F, existe en français ou en anglais. En vente en librairie et au musée. €

LE BRÉSIL A PRIX CHARTER

AVEC

4990 F Fortaleza le vol A/R
5350 F Rio de Janeiro le vol A/R
Chaque semaine à partir du 2 juillet
Vol Spécial AIRBUS A310-300
MULHOUSE - PARIS - FORTALEZA - RIO

EL CONDOR: 28, rue Delambre
75014 Paris Tél: 43 20 90 46
Et toutes agences de voyages.

Des prix à vous faire partir!

NEW YORK	2700*
SAN FRANCISCO	3600*
LOS ANGELES	3700*

* à partir de taxes

Tél.: 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

Saint-Sébastien capitale des Basques

Suite de la page 13

Et l'union se fit, entre ETA et Saint-Sébastien, peut-être parce que la ville s'humiliait à ne pas résister à l'envahisseur estival. Peut-être parce que l'équipage du bateau de Franco avait toujours été basque, et que toute l'Espagne le savait. Commencèrent les années de plomb. Recommencèrent, plutôt, parce que les anarchistes et les communistes s'étaient soulevés les premiers, aux côtés des Basques, au sein de la garnison locale, contre les alliés des bataillons d'Afrique du Caudillo, en août 1936. On se battit même au Maria Cristina, et le palais rénové en conserve pieusement les traces, sur ses façades de pierre couleur moutarde.

Saint-Sébastien la séparatiste se battit ardemment aux côtés de la République. Elle donna ses fils, et ceux de la montagne, pour une idée de souveraineté ibérique qu'elle critiquait. Mais ce décor deauvillais a toujours eu les véhicules blindés, les troupes en armes, l'occupation forcée, et leur à répondre les armes à la main. Nulle part ailleurs, le crime de Guernica, le 26 avril 1936, ce bourg de Biscaye bombardé par la légion Condor, n'est autant célébré. L'autre dimanche, d'ailleurs, comme chaque année, fin avril, une exposition de photographies retraçait la macabre manœuvre des escadrons de Heinkel, son effet sur Guernica, un jour de marché de 1936, à 16 heures, l'alarme mondiale, et l'histoire du tableau de Picasso.

Saint-Sébastien, sur le chemin du premier petit verre, défiait le long des piliers de la place de la Constitution, cette ancienne arène aux taureaux, délimitée par les balcons des immeubles, au cœur de la vieille ville. Pour mieux se souvenir. Chauder sa haine, ou sa compréhension d'une violence plus récente qui la saigne encore, et la hante. Celle de ses fils. Saint-Sébastien, cité d'ETA, et pourtant, vous expliquent-ils, ville du bien-être maritime. Microclimat de politique et d'ode.

Ici, comme à Bilbao ou à Vitoria, on ne compte plus les policiers tués depuis vingt ans. L'autre samedi, soit la veille du match de foot, un quatrième gouverneur militaire – en dix ans – a failli perdre la vie, blessé, visé au fusil à lunette, lors d'une prise d'armes dans une caserne. Jamais une cité estivale ne s'est heurtée à tant de militaires et de policiers, jusqu'à dix mille, au plus fort de l'état d'urgence, avant la fin de Franco. Jamais, depuis la guerre, et sauf en Irlande du Nord, de jeunes clandestins n'ont autant tué pour des idées. « Et pourtant, explique Raphaël Aguirre, responsable du tourisme à Saint-Sébastien, la ville a cette étrange particularité d'oublier, de vivre avec le sens de la fête, d'être accueillante, et, le soleil revenu, de se prendre pour n'importe quel bord de mer. »

Et c'est vrai, encore. Saint-Sébastien passe d'une image d'elle-même à l'autre, apparemment sans dommage pour son propre avenir. Longtemps, les cavaliers d'enfants déguisés, en février, furent surveillés par des forces de sécurité équipées de pied en cap. On tira souvent ici, à balles plastiques. Le vieux quartier cacha ses blessés, épargna bien des arrestations, avant de retourner à ses comptoirs de bar. Et la ville des avenues résidentielles secrètes plus d'avocats qu'ailleurs dans toute l'Espagne. Saint-Sébastien est bien élevée, et partisane. Distinguée, mais militante. Herri Batasuna, parti nationaliste considéré comme proche de l'aile clandestine d'ETA, est la première formation politique de la Concha. On n'en fait pas mystère, même dans les salons de l'hôtel de Londres. L'autre palace, même à la terrasse du café du Théâtre.

Accepter Saint-Sébastien, c'est accepter cette dualité que ses habitants, qu'on appelle *donostiaras*, affirment bien supporter. Le risque de la mort et la limpidité du ciel. La péninsule comme le voisin français la refusèrent jusqu'à ces dernières années. La station du Nord



GUILLERMO VIELA

proscrite, pour cause de blocage insurrectionnel ! Madrid, menacée en sa résidence d'été, la bouda, lui préféra Biarritz, ou les Baléares, n'envoyant que des militaires volontaires, cloîtrés dans leurs casernes. Les touristes français croisaient au large, prudemment riviés à l'autoroute de Madrid, avertis qu'on brûlait les voitures de l'Hexagone, parfois même les camions, lorsque nos ministres de l'intérieur contribuaient à l'affaiblissement d'ETA, par l'arrière.

Puis la démocratie, le règne des socialistes en Espagne, les menaces pressantes sur le « sanctuaire » basque français, les coups portés contre les commandos d'ETA, bref l'époque récente, les promesses d'amnistie, l'autonomie régionale rendirent à cette station balnéaire un peu de son honorabilité, du point de vue des autres. Les non-Basques. Lassés de sa propre violence, surtout des bavures de ses ultras, le camp nationaliste, en son vieux quartier comme chez ses financiers des beaux quartiers, parie davantage désormais sur les solutions politiques. Un droit à la différence par le suffrage universel.

Le songe d'indépendance s'estompé, et cela va plutôt bien à Saint-Sébastien. Sa police est désormais autonome, c'est-à-dire basque. Herri Batasuna colle ses affiches dans le vieux quartier,

malmené toujours les Cortès par ses menaces de démission, mais les jeunes gens se sont assagis. Madrid a su négocier, accepter l'orgueil de ces Ibériques qui ne seront jamais espagnols. Le temps, les influences de la démocratie sur une des plus belles plages de centre-ville d'Europe, le rock et la mode font leur usage. Pour les autres, Saint-Sébas-

tien redevient fréquentable. Préservée par son rude passé même. Une ville hors de prix, prise d'assaut à l'année par les Madriliènes, trop longtemps privées de leur côte accidentée.

On tue encore, parfois. Mais la cité et la péninsule oublient plus vite encore. Il se brûle encore quelques véhicules français. Plutôt par

habitude. La violence, en ce décor pacifique, s'use. Et les Basques reconnaissent que leur chère identité, la langue, leurs traditions sportives et culinaires, leur culture se trouvent plutôt mieux de cet apaisement. Jamais le basque n'a été autant parlé. Il s'écrit sur tous les panneaux de signalisation. Saint-Sébastien, plus quelque chose. *Donastia*. Un double nom. L'ibérique et sa transcription locale.

alentour, une ville qui déborde de projets. Quatre nouveaux palaces à venir. Un tourisme haut de gamme qui manque à l'Espagne. Une puissance financière, une aisance qui valent bien l'abandon du sang. Au cœur, ces ruelles qui deviendront sans doute un peu plus nostalgiques, qui se joueront, un peu plus fort, leur théâtre de l'insurrection. Plus de foot, moins de complots de zinc. Et chaque année, dans l'entrelacs des tournées de *tapas*, en avril, le souvenir de Guernica.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

Guide

• Une ville aux hôtels chers, et à la gastronomie presque donnée. Deux villes, côté pratique aussi, en une. L'Hôtel Maria Cristina, sur le Rio, juste à une encablure du pont sous lequel la marée vient se disputer avec la rivière, le palace restauré, en face du théâtre où se tient, chaque année, en septembre, le Festival cinématographique de Saint-Sébastien. Tél : 42-49-00. L'Hôtel de Londres, sur la Concha, blanc, comme les fameuses dentelles de fer forgé et les arcades de la plage. Tél : 42-69-89.

Les Basques passent pour les meilleurs cuisiniers du monde, et ce serait leur rendre justice de

dire que tout ce que la gastronomie mondiale doit au monde hispanique est né dans les ports de la mer cantabrique ou sur les monts. Une cuisine à l'ail, des jambons suspendus des années au-dessus des clients, et une spécialité, les *chipirones* à l'encre, petits calmars à la peau fine. Conscients d'être peu reconnus, les cuisiniers basques ont constitué des sociétés de gastronomie, et chaque dimanche, dans le vieux quartier de Saint-Sébastien, comme dans le plus petit village, les hommes font la cuisine entre eux.

Chaque année, des champions désignent le meilleur alchimiste de tortilles ou d'anchois au

citron, de morue ou de cabrito. Saint-Sébastien compte plusieurs restaurants de grande renommée. Parmi eux, Chomín, pour le merlu. Tél : 21-07-05 ; Kokotxa. Tél : 42-01-73 ; Nicollasa. Tél : 42-07-55. Dans la vieille ville, tous les bars proposent des plats de *tapas* qui valent souvent un repas pris à table. L'Aselena, place de la Constitution, pour ses discussions politiques sur l'inconséquence de Madrid. José Mari, Haizea, La Cepa, etc. Le mieux à faire : entrer dans tous les bars menant à l'église Santa-Maria, au pied du roc, pour y espérer, la ventre pleine, le salut de son âme.

COURRIER

Un Parisien à Bayeux

M^{me} Plé, Le Boulay-Morin, dans l'Eure, nous a adressé la lettre suivante :

C'est d'une de ces villes de province qui s'empilent de « cette sensation douce mais énervante que l'on a coutume d'appeler l'ennui » (Patrice Bollon, Bayeux, « le Monde sans visa », du samedi 6 avril), pire, de cette partie de la province dont la profondeur est inimaginable, puisque mon pavillon s'environne d'arbres, de haies et de champs de coïta, à 7 kilomètres d'Evreux, que je voudrais, malgré cet insupportable éloignement des « lumières » parisiennes, élever une – à peine audible – protestation.

Evreux, ou Bayeux, ou Vézelay, ou Chartres, qu'importe, votre envoyé spécial des samedis, quel qu'il soit, les a comprises et jugées, vite dit, vite fait, ainsi que font les vifs esprits parisiens. Malheureux provinciaux ! Nos « distractions sont profondément raisonnables », et nos plaisirs gastronomiques « soumis aux aléas de la crise de foie » et « aux spécialités baroques » (horreur !), ce qui incite les restaurateurs, leur crime accompli, à « ranger les assiettes et les petites cuillères, après 23 heures », si bien que « le silence fait parler nos villes » (ciel !), mais tout le monde sait que le silence est d'or.

Une colère raisonnable – la province, n'est-ce pas ? – ditons une colère armée mais lassée de lire toutes les semaines ces jugements ironiques et creux sur des lieux où l'on est passé, l'esprit critique (bonne chose) et l'esprit de critique (trop malheureusement) bien aigu-

sés, me pousse à protester contre une fâcheuse et insidieuse dévotion qui distillent vos envoyés spéciaux chaque fois qu'ils parlent de « nous ». J'irai même jusqu'à soupçonner que l'auteur règle un compte avec quelque chose qu'il connaît bien mais n'a pas appro-

fondi. La « France profonde » n'est ni forcément belle, ni bonne, ni amusante, mais elle comprend fort bien les sous-entendus sarcastiques. Que de Parisiens alors, étonnés de la froideur, voire de l'hostilité, dressée contre leur suffisante immodestie. Et que de provinciaux là-dessus qui ont avec délice renié leur province ! Quand à l'agitation et au clinquant vu ou soupçonné, lors de mes très fréquentes journées parisiennes, elles me font pousser le même soupir de soulagement en retrouvant mon cios qu'a dû pousser votre correspondant en rentrant dans « sa » capitale.

En effet, nous n'avons ici que soirées tranquilles, bars peitement fournis d'attardés, « fenêtres fermées, rideaux tirés ». Pas à Paris ? Seulement de spirituels journalistes virovolant dans la fièvre lumineuse des nuits parisiennes ? Pas de gens qui se lèvent tôt, qui lisent, qui rêvent, derrière des volets clos ? C'est vrai, nous n'avons pas, dans nos petites villes d'agitation nocturne. Ah ! si, j'oubliais : nous avons « heureusement » une polgône de drogues, quelques clochards qui payaient les rues habituelles, des faits divers malheureux, toujours la province n'est-ce pas ?), bref, nous pourrions séduire grâce à cela n'importe quel Parisien, avantageusement plus que nous

agressé, compressé, intoxiqué ! Mais il ne viendrait sûrement pas dans mon village : l'été, l'éclairage public s'éteint à 22 heures. Nos rues et nos ruelles sont très noires, sauf par les nuits claires, miroitantes de la pleine lune ou lorsque le ver luisant pose sa brillante émeraude dans l'allée. Le bruit est très loain, sur la route nationale, c'est... la province ! Et je me demande tout à coup pourquoi tant de Parisiens, abandonnant leur ville, viennent, à 10 kilomètres de chez moi, dans la jolie vallée de l'Eure, entretenir tant de résidences secondaires.

Pour finir, une petite anecdote. Visitant « votre » Marais, je m'éciais au vue d'une de ces vieilles ruelles, bordée d'hôtels particuliers qui semblaient « abriter quelques dérisoires souvenirs d'une époque largement révolue » : « On se croirait à Chartres, quel charme provincial ! » Notre guide s'est brusquement arrêté, m'a regardé avec surprise et a dit : « Madame, vous venez de faire le plus grand plaisir à un authentique Parisien. »

Je ne doute pas de connaître bientôt la prochaine ville et victime qui ne saura, comme Vézelay et sa basilique, Bayeux et sa broderie, ne donner à voir à notre admiration « qu'un canular d'un autre siècle qui a réussi ». Le terme « œuvre de propagande », tout en étant plus exact aurait été moins méprisant.

Peut-être n'avons-nous pas assez médité, Parisiens ou provinciaux, ceci de Thomas Mann : « Plus un esprit est grand, plus il est vaste, plus il est éloigné de cette suffisance qui est toujours la marque d'un esprit borné. »

Après la publication de « Philadelphie, les Etats-Unis à la source » dans « le Monde sans visa » du 13 avril, M. Pierre-Laurent Nicolas, de Paris, nous écrit :

J'admets pleinement votre approche picturale et architecturale. Mais peut-on évoquer Philadelphie sans citer David Goodis ? Toutes proportions gardées, cette lacune semble aussi inconcevable que de dépeindre Prague sans Kafka, Vienne sans Schnitzler, l'Amazonie sans Garcia Marquez, le pays de Caux sans Maupassant.

Auteur de dix-huit romans qui n'en constituent en fait qu'un seul dix-huit fois réécrit, sans cesse plus noir et plus flamboyant, il a situé l'action d'une bonne dizaine d'entre eux dans cette Philadelphie où il est né, où il a étudié et où il a fini ses jours à cinquante ans, écumant les bas-fonds, crevant d'alcool, de misère et de solitude. Enchaîné à cette ville qu'il haïssait et qui en retour ne lui manifeste que le plus absolu mépris. La honte de la prude et puritaine cité envers le révélateur de ces zones d'ombre qu'elle tient tant à cacher.

Roman noir ? Littérature de gare ? (...). Bien qu'architecte de formation, je persiste à penser que des mots peuvent davantage appartenir à la chair d'une ville que des pierres, particulièrement ces mots obsessionnels d'un puritain désespéré face aux lourdes et minérales

plaisanteries de l'éclectique Venturi. Première page de Vendredi 13 (1955), premiers mots : « Amenée par les deux fleuves, la froidure de janvier enfermait Hari entre quatre murs de glace qui l'enserraient inexorablement ». Quelques lignes plus loin : « Il avait Philadelphie en horreur. Il faisait encore plus froid dans Broad Street. A l'est, la Delaware dispensait ses effluves glacés. A l'ouest, la Schuylkill apportait ses frimas grisâtres et insinuants (...). La grande horloge de l'hôtel de ville indiquait 6 h 20 ». Et cinq pages plus loin : « Il avait découvert que Philadelphie n'était qu'une agglomération de petites villes à l'intérieur d'une grande. Le quartier de Germantown, par exemple, formait un tout bien défini, tout comme Frankford. De l'autre côté de la Schuylkill, il y avait aussi Philadelphie-Ouest, avec son université. Puisque la ville était si bien compartimentée, il y avait intérêt à

s'éloigner du centre et à avoir quelques-unes de ces frontières intérieures derrière soi. Il se demanda s'il y avait beaucoup de maléfices à Germantown. Au cours de ses pérégrinations, Germantown lui était apparue comme un bastion de l'honorabilité bourgeoise, légèrement guindée (...). »

Contrairement à tous les poncifs de la série noire urbaine, Goodis ignore le traditionnel affrontement du Bien – plus ou moins essulé et désabusé – et de la sanglante corruption des *upper classes*. Le premier, il s'est consacré exclusivement à la vie intense et chancelante des exclus, à l'esthétique des marges formant un pendan urbain au rural Caldwell. Goodis, l'autre Philadelphie.

David Goodis (1917-1967) est l'auteur de nombreux romans dont plusieurs ont été adaptés au cinéma : *Tirez sur le pianiste*, *Rue Barbare*, *Epaves*, *Descendez aux enfers*, *le Plongeur*, *la Lune dans le caniveau*.

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

صلى الله عليه وسلم

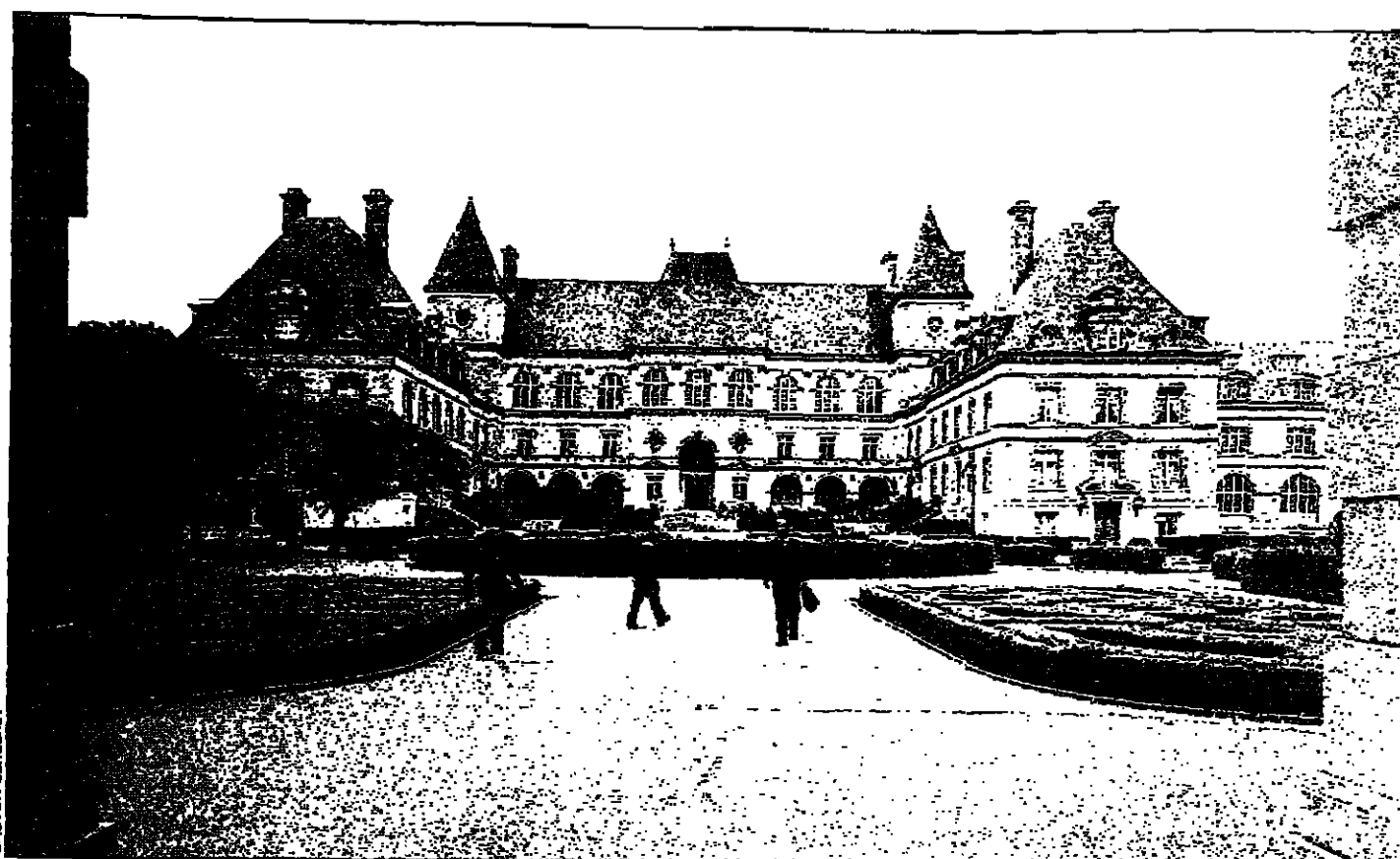
هكذا من الامل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 4 mai 1991 17

A PARIS

Inaugurée en 1925 pour « offrir un foyer de vie spirituelle et préparer un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples », la Cité internationale de Paris reste l'exemple unique au monde d'une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.



La cité des nations

Guide

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

Philosophie de Good

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

IMMOBILIER DE TOURISME

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

La Cité internationale de Paris est une communauté d'étudiants réunis dans un ensemble où seul l'affrontement des styles d'architecture dément l'idée de paix qui avait présidé à sa création. Visite.

A rumeur, soutenue, régulière, serait à l'unisson si un moteur mal embouché n'avait l'indécence de temps à autre d'y imposer sa voix. Le mouvement est univoque, régulier, presque stable, ne subissant que de lentes variations à des heures données, prévisibles : vif et haché durant la nuit, plus dense et plus lent le jour, au point de manquer s'immobiliser parfois, s'efforçant alors de ne pas succomber au silence. Vu du parc, le train ininterrompu d'automobiles est devenu moins de ces menaces auxquelles on s'accoutume que le signe d'une obstination butée, d'une barrière naïve et vaine, tant le lieu qu'elles assissent semble hors d'atteinte, acquis à la paix. Etourd par l'horizontalité des véhicules (le périphérique d'un côté et le boulevard des marcheurs de l'autre), l'œil se repose sur la verticalité paisible des troncs de tilleuls, s'arrime à leur stabilité, s'installe dans leur temps. Des frondaisons émergent une tourle à clocheton : la « force tranquille » en plein Paris.

Ce signal villageois est le premier trait exotique d'un ensemble d'une quarantaine d'immeubles composant, avec le parc, la Cité internationale universitaire de Paris, conçue au lendemain de la première guerre mondiale précisément pour bannir l'esprit de clocher, assoier une paix durable en amenant les jeunes gens et jeunes filles (avec prudence pour ce qui les concerne) du monde entier à dialoguer. Son initiateur, André Honnorat, entendait en effet « leur offrir un foyer commun de vie spirituelle et préparer par là un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples ». Très curieusement, inaugurée en 1925 une parcelle de cet espace qui se révélait partagée et parfois déchirée entre une réalité internationale et un principe supranational, délibérément laïque, d'où sont bannis temples et églises, son premier maître, Emilie Deutsch de la Meurthe, n'aspire à aucune autre forme pour célébrer l'esprit communautaire nouveau que celui de l'église.

Car si l'on sait pourquoi bâtir (la paix entre les nations), et que bâtir (des logements sains pour des étudiants), le comment bâtir va être

d'emblée le sujet d'un vif débat entre ancien et nouveau, dont les termes demeurent, pour l'agrement du promeneur, plus que visibles : vivants. L'architecte de la première fondation, Lucien Bechmann, les confie à l'illustration le 11 juillet 1925 : « Il y avait deux façons de comprendre les façades : adopter l'esprit moderne ou s'apparenter avec une architecture du passé. Mon client [Emilie Deutsch de la Meurthe] ne voulait pas que sa fondation fût table rase du passé... Je pris dans les constructions civiles et les châteaux du Moyen Âge les éléments caractéristiques de nos façades et je cherchai à en simplifier et à en moderniser l'esprit. »

« L'inspiration, commente l'actuel directeur de la fondation, Bernard Masson, n'est donc oxfordienne que par ricochet », et le clocheton du boulevard Jourdan devenu « révéru » (1) que via le modèle de l'université médiévale, matrice des collèges britanniques, eux-mêmes inspirateurs de leurs homologues américains.

Dont acte : Oxford est aussi dans Paris, même si, à y regarder de près, les pavillons bas qui entourent la place du village sont plus stylisés, plus géométriques que leur référence, et ses pelouses autrement accueillantes, car si l'on y pratique l'anglais, on y entend aussi aux beaux jours le coréen, l'italien, l'arabe, le ouloof, l'italien, le chinois, le grec, le serbo-croate, le bambara, le polonais, le japonais, l'espagnol et vingt langues encore qui font de la cité un lieu sans équivalent au monde, où l'on s'efforce plus que jamais d'accueillir le brassage en redistribuant les pensionnaires dans des pavillons autres que ceux de leurs pays d'origine.

Lucien Bechmann est à nouveau commis lorsqu'il s'agit d'ériger le grand œuvre de la Cité, la maison internationale, cette communauté des communautés, point de passage obligé pour dîner, lire, nager, changer de l'argent, se rencontrer. Mais le financier, John D. Rockefeller Jr., qui refuse l'alternative entre le passé (ailleurs) et le présent (ici), le repousse pour imposer avec son architecte américain une image du passé (ici) tel qu'on l'imagine (ailleurs). L'ensemble ne saurait avoir d'autre modèle que Fontainebleau, mais, comme le relève à son ouverture en 1936 l'architecture d'aujourd'hui : il « paraît peut-être bien français à nos amis Américains. Pour nous, son esprit et ses proportions paraissent bien... américains ». Plaque par-dessus une structure métallique, l'homage à la culture française demeure emprunté, et c'est l'apogée qui apporte la bouffée d'exotisme incontrôlée et son étrangement à ce bâtiment endimanché, qui semble susurrer aux étudiants pour tout message international : « Embourgeoisez-vous ! »

Ses plus méchants détracteurs, qui le taxent d'anticiper Disneyland (le bonhomme Mickey ne fait-il pas déjà preuve à l'époque de son envergure internationale ?), doivent songer plus encore à son

intérieur, accessible au public dans certaines parties communes, où s'affiche une pompe impressionnante. Encore que le mobilier de la cafétéria ou du réfectoire (le repas y coûte 25 F pour les visiteurs) fasse vite oublier les murs grandioses et puisse évoquer le retour dans une quelconque université parisienne d'il y a vingt ans, ce que tendrait à confirmer la minuscule librairie attenante, où continuent de se pourfendre imperturbablement les éditions soviétiques et chinoises, sous le regard empuisé d'une collection de « Que sais-je ? » abondant en deux titres sans doute essentiels en ce lieu : le *Caoutchouc* et l'*Industrie du gaz*.

La modernité est à rechercher sous le plafond à caissons Lalique de la bibliothèque, dans ses quarante-deux mille volumes et ses accès aux banques de données, dans les trois théâtres de la maison, dans ce qui la rend vivante, sportive, dans sa piscine peut-être, du plus sobre, du plus éternel 1930 (2). La demeure n'est commune que par ses activités, car pour l'apparence, ses effets de murailles, ses arcades symétriques, ses bûches taillées, ont largement usurpé sa fonction d'emblème de la Cité, en offrant une identité presque falsifiée, un détournement peut-être, un appauvrissement certain, de l'idée initiale internationale.

Et cela, alors qu'un simple promoteur peut trouver à chaque pas des interprétations autrement stimulantes de l'idée. Ainsi à l'est, passés la maison du Mexique et le collège franco-britannique, au bord d'un chemin pavé comme on les a oubliés, ces trois pavillons voisins qui s'efforcent de ne pas paraître alignés tant ils n'ont en commun que leur origine européenne et la contemporanéité de leur construction : le collège d'Espagne (1935), la maison des étudiants suédois (1931), et la fondation suisse (1933).

Le premier, castel massif, qui mêle la modernité madrilène à la tradition de Salamanque, et dont la pierre blanche et les quatre hautes tours n'attendent que le soleil pour s'hispaniser, ne fut rouvert qu'il y a trois ans par le roi Juan Carlos, après avoir été fermé sur ordre de Franco en 1968. Le deuxième, dont les proportions quasi familiales détonnent dans l'environnement d'immeubles, est affectueusement surnommé la « maison de poupée » (3) de la Cité. Avec ses ailes-de-bœuf, ses larges portes-fenêtres bleues à volets en forme de boucliers vikings, prêtes à s'ouvrir aux nuits d'été sur une terrasse descendant vers le parc, il propage l'influence suédoise jusque dans les tilleuls soudain bordés de bouleaux.

L'appartenance nationale du troisième est indiscernable, son époque délicate à établir : l'auteur seul y apparaît. Le Corbusier y inaugure un vocabulaire qu'il allait développer et affiner ultérieurement : des pilotes ancrés profondément dans le sol libèrent le rez-de-chaussée et soutiennent une dalle de béton sur laquelle repose une cage de métal où s'accroche la façade rideau. L'auteur de la Cité

radiante restera particulièrement attentif à la vie de ce bâtiment qu'il retouchera à trois reprises : en 1948 pour y peindre la fresque du salon après que l'occupant allemand eut arraché la composition photographique originale, en 1953 pour refaire la façade sud (stores et doubles vitrages), en 1957 pour y installer de nouvelles banquettes (décorées de thèmes inspirés par ses travaux à Chandigarh) et y faire repindre l'intérieur de teintes plus vives.

Aujourd'hui, le placage de la façade nord a été déposé et offre aux regards curieux un peu de la chair originelle de brique du pavillon. « Comme nombre d'œuvres de Le Corbusier, dit son directeur, Laurent Corbin, il fut construit avec relativement peu de moyens, et l'armature des plaques de ciment, comme le système d'accrochage ont rouillé et sont devenus dangereux et inséparables. L'immeuble était classé monument historique, il ne dépend plus de son pays d'origine qui finance cependant 50 % des travaux, mais des Bâtiments de France. Pour le mettre aux normes de construction actuelles, il faudrait l'épaisir de 4 centimètres, ce que refusent les autorités, car cela fausserait les proportions. Voilà qui pose le problème de la conservation, car si Le Corbusier vivait, nul doute qu'il eût, comme en 1953, fait évoluer son architecture. Peut-être en remplaçant le ciment par la pierre : il nous a fallu deux ans rien que pour retrouver le sable ocre-rose du ciment d'origine qui avait été noirci par la pollution du périphérique. »

Les principes corbusiens se retrouvent intacts un quart de siècle plus tard dans la fondation franco-brésilienne (1959) dont il est le principal coauteur, et bien vivants, quoique profondément réinterprétés, dans la fondation Avicenne (1969) ex-maison de l'Iran, abandonnée peu après son ouverture par le shah à la collectivité, en raison de l'agitation hostile à son pouvoir qui y régnait, et où deux architectes iraniens associés à deux Français (André Bloc et Claude Parent) ont suspendu à trois portiques d'acier une double boîte de logements d'où semble exhaler un vaste et sobre escalier.

Au côté de la maison du Cameroun, fermée après la mort d'un étudiant dans la nuit du 7 janvier 1973 lors d'affrontements entre partisans du prince Sihanouk et du gouvernement Lon Nol, et dont les ouvertures obturées de parpaings témoignent silencieusement d'une nation en cessation d'Etat ; au côté de la tardive (1956) fondation Heinrich Heine (en raison de leurs menées agressives, l'Allemagne et l'Italie furent longtemps écartées d'une œuvre vouée à la paix), la fondation Avicenne représente le point final (dans le temps) et sommital de la Cité. C'est du haut de ses neuf étages que se mesure le chemin parcouru en soixante-six ans, et que l'on peut juger du mariage des bâtiments avec les 30 hectares du parc.

Mais si celui-ci fait le bonheur des Parisiens aux beaux jours, il désespère ses jardiniers : « C'est la misère » s'exclament-ils, nous

qualité d'espace exemplaire. L'éclectisme des pavillons lui-même est intéressant, parce que, sans tomber dans le néorégionalisme, leur individualité propre qui exprime des valeurs nationales un peu exotiques, conduit à découvrir qu'il existe d'autres choses ; c'est une ouverture sur le monde. »

Mais la fondation ces temps-ci est plutôt à se renfermer et à s'assourcir, et la Cité va devoir s'ébrouer si elle ne veut pas devenir une cité-dortoir pas comme les autres. Des délicates années 68 il ne reste qu'un minuscule « Che » (4) malicieusement gravé dans le marbre rockefellerien. L'organisation des comités de résidents, et une mixité généralisée. Bon prétexte aujourd'hui à nombre de pavillons jadis construits en U (une aile par sexe) pour tenter de la transformer en O par des haies et des grillages, écorrant un peu plus le grand principe communicateur. L'individualisme des cinq mille cinq cents résidents se renforce dans ces tentatives isolationnistes, et les activités culturelles comme le théâtre drainent essentiellement les visiteurs extérieurs. Des généreux principes fondateurs ne resterait pour un peu que les adjectifs « pratique » et « confortable » enfouis derrière une collection de façades, un parfum d'exposition universelle qui autorise le promeneur à voguer d'une cascade de toits japonais à un néo-Erechtheion, et un décor en dur offert à des générations de cinéastes comme Jean-Jacques Annaud qui fera passer le mois prochain l'Amant de Marguerite Duras par les laques de la maison des étudiants de l'Asie du Sud-Est.

Jean-Louis Perrier

- (1) Oxford est surnommée « la Cité des docteurs rêvés ».
- (2) Pour les personnes extérieures à la Cité, l'abonnement annuel est de 600 F.
- (3) Qu'importe si Henrik Ibsen était norvégien.
- (4) Surnom du guerillero cubain Ernesto Guevara (1928-1967).

► La Cité internationale universitaire de Paris s'étend du 1 au 81, boulevard Jourdan (quatorzième). Bus RATP : 21, 67 et PC. RER ligne B, station Cité-Universitaire. Le parc (domaine privé) admet les visiteurs, mais les pavillons ne sont généralement accessibles au public que lors d'expositions ou de concerts. Des visites de groupes commentées (d'une durée de trois heures environ) peuvent être organisées auprès de Danièle Déroulède (tél. : 45-89-88-52). L'ouvrage de Bertrand Lemoine, la Cité internationale universitaire de Paris est publié aux éditions Hervas, 124 pages.

TOUTES DIRECTIONS.

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif « tout compris ». Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude.

Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, priez d'appeler Toffi 0504 0138 entre 8 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.

Budget

Bridge

n° 1433

LE SOMMET DE L'ART

Il est intéressant de comparer la façon de jouer de quelques-uns des meilleurs joueurs du monde. Voici par exemple un chelem joué au cours d'un des tournois de la Staten Bank à La Haye par l'Américain Rodwell à une table et par l'Autrichien Berger à une autre table.

♠ R V 5 4 2	♠ A R 9 8 7 4 3 2
♥ V 6 5	♥ A 10 9 8
♦ A 10 8 7	♦ A 10 9 8
♣ 10	♣ D 5

Ann : N. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est
Fucik Zia Torrance Rodwell
Passe 3* Passe 6*

Quest ayant entamé la Dame de Cœur, comment Rodwell en Sud a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

RÉPONSE

Rodwell a coupé l'entame et a donné un coup d'atout pour faire tomber le 6 et le 9 ; ensuite, il a tiré As, Roi de Trèfle et a coupé le 4 de Trèfle, puis il a coupé une deuxième fois Cœur et, Ouest n'ayant plus fourni, il était évident que Est, qui avait un Pique, deux Trèfles et huit Cœurs, n'avait que deux Carreaux. Dès lors, comment fallait-il terminer le coup ?

Rodwell a joué le... Valet de Carreau couvert par la Dame et l'As, il est retourné dans sa main à l'atout et a rejoint le 4 de Carreau pour le 2 et le 10 de Carreau avec la certitude qu'il ne pouvait plus perdre puisque, si Est prenait le 10, il serait obligé de rejouer Cœur et permettrait la défausse du dernier Carreau de Sud et la coupe du mort.

L'Autrichien Berger fit le même jeu d'élimination des Trèfles et des Cœurs, mais, au lieu de commencer par jouer le Valet de Carreau, il a tiré l'As de Carreau et a rejoint Carreau en espérant que Est (le Canadien Kokish) aurait au moins un gros honneur dans ses deux Carreaux.

Pourquoi cette ligne de jeu était-elle moins bonne ? Parce que Berger aurait perdu deux Carreaux si Ouest avait eu le mariage quatrièmement à Carreau, alors que Rodwell ne pouvait pas chuter en commençant par jouer le Valet de Carreau.

CHAMPIONNAT D'EUROPE PAR PAIRES

Le championnat d'Europe par paires a lieu tous les deux ans. L'Italie a servi de théâtre à cette épreuve à Salsomaggiore en 1989 et à Montecatini en mars dernier. Les récents vainqueurs ont été les Français Abecassis et Quantin, mais la plus belle donne est celle qui, dans le précédent championnat, a permis au Finlandais Vitasalo de réussir ce chelem :

♠ 8 4 3	♠ A R 10 9 7 5 2
♥ V 7 5 2	♥ 10 9 3
♦ R D V 9 3	♦ A R 10 9 7 5 2
♣ D 6	♣ A R 10 9 7 5 2

Ann : O. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est
Feichtin Lassila Straßer Vitasalo
1* 2 SA 4*
contre passe passe passe

Quest a entamé l'As de Cœur, comment le Finlandais Vitasalo a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

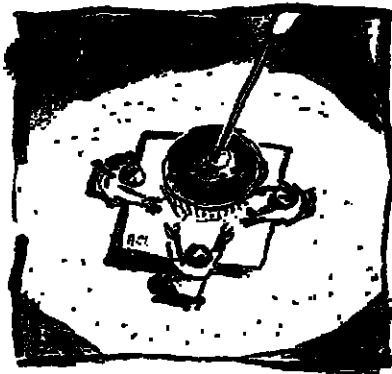
La surenchère de « 2 SA » indiquait un bicolore de mineures. Elle était courageuse, vulnérable, et on comprend que Sud n'ait pas résisté à déclarer le chelem en pensant notamment que Nord avait chicané à Cœur et qu'il n'y aurait qu'un Pique à perdre.

BRIDGE AU SUPER

Sous ce titre astucieux et un peu racoleur, Michel Lebel et Guy Dupont, les rédacteurs de la revue *La Lettre du Bridge*, viennent de publier aux éditions Du Rocher deux livrets d'une cinquantaine de pages intitulés *Fiches d'enchères Standard* et *Fiches d'enchères Compétition*.

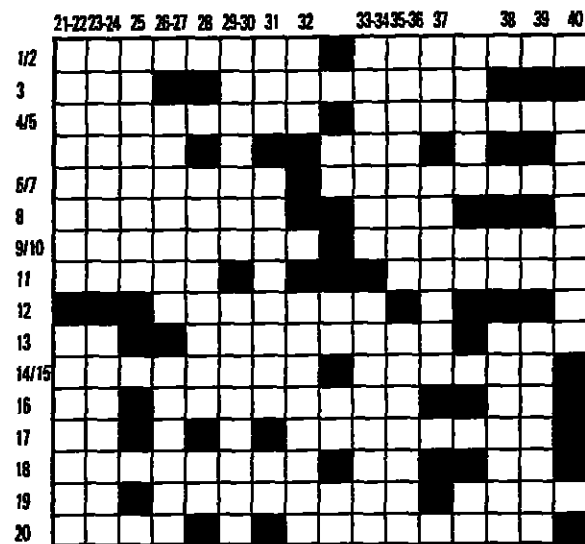
On y passe en revue de nombreuses séquences d'enchères avec les conventions les plus modernes et l'interprétation à leur donner. Attention, cependant, ces deux mémentos présentés sous forme de tableaux ne sont pas des ouvrages à lire, mais à consulter sur des points précis dont quelques-uns, même pour le livret *Standard*, sont difficiles (85 F chaque livret. Rens. : la Lettre du Bridge, 33, avenue de Ségur. Tél. : (1) 42-73-01-70).

Philippe Brugnion



Anacroisés

n° 664



HORIZONTALEMENT

1. ADEORRTY - 2. BEIORSU (+ 3).
3. AENNNKTY (+ 2). - 4. CDEIOTUV.
5. ELINORS (+ 6). - 6. AAELEPS.
7. AAEIOBR. - 8. EEEINRT (+ 4).
9. AAEINNTT. - 10. EINOSSU.
11. ANSSU. - 12. ACILLST.
13. AEILSTU. - 14. EEILLOT.
15. ABEIMS (+ 2). - 16. EELNORST.
17. A. - 17. AINNOTTU. - 18. AAILNOT.
19. AAEINNT. - 20. EINOSSU.

VERTICALEMENT

21. AEOPTTU. - 22. ADENOOT.
23. ANORSTU. - 24. AAEINRT (+ 4).
25. AAEINRTT. - 26. DEEILNT.
27. AEILLNT. - 28. AACDELR (+ 1).
29. AAILNST. - 30. EEILLOT.
31. ABEIMSTU. - 32. ADEORS (+ 1).
33. AINNOSTU (+ 1). - 34. ABEILST.
35. AAEINNT. - 36. AAEINNTT.
37. EELNORST. - 38. EELNORST.
39. EINOSSU. - 40. AAEINNT.

SOLUTION DU N° 663

1. ALPAGUES. - 2. ABACOST (CABOTAS). - 3. PIMBINAS, fruits de l'obier (quab). - 4. RAYAUDAT. - 5. NUERIONS (REUNIONS). - 6. MARGAUDA. - 7. DOLOSIF.

8. RANIMERA (AMARINER, MARI-NERA, MARAINE, MARNERAI).
9. NAZARENE. - 10. DIESONS (DIS-SONE). - 11. BOUVRIIL, partie d'abat-toir. - 12. EUBURNE. - 13. EMBRAYA. - 14. UNISSENT (SUNNITES). - 15. ERECTIT, rectifié (RECTITE). - 16. LONGERAI (REGIONAL). - 17. USURIER. - 18. ECOPERAI. - 19. ECTYPES, idée provenant de la représentation. - 20. GIRELLES, poissons (GRESILLE, GRILLON). - 21. ACREMENT (CAMERENT, ECREMANT, MACE-RENT, MECREANT). - 22. PETEUSE. - 23. AUDIMATS. - 24. PAVEREZ (REPAVEZ). - 25. ABEURTER, (s)obstiner (HEUR-TER). - 26. GOULAFRES, goinfres. - 27. EPONYMIE, magistrature (antiq. gr.). - 28. EPANDRE (PENARDE, REPANDE). - 29. ATTRES, disposition d'une habitation (ITERAS.). - 30. BULLDOG. - 31. ABORDA. - 32. BINIONS. - 33. ORIENTER. - 34. ANCOLIE (ONGIALE). - 35. VESPERAL (PRELEVAS, PREVALES). - 36. OSASSES. - 37. IRANIE. - 38. TARIFAIA (RATIFIA, TARIFA). - 39. LUTINES (LUTINES, LUTINES, INSULTÉE).

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Echecs

n° 1435

Match Francfort-Sindelfingen, mars 1991.

Blancs : A. Khalifman.

Noirs : Fahnenschmidt.

Défense sicilienne.

Variante de Scheveningue.

1. e4	g5	14. Fd7	Dd7
2. Cf3	g6	15. Fd3	Cd7
3. d4	Cd4	16. Df3	Td8
4. Cxd4	Cd4	17. Ta4	Cd5
5. Cc3	a6	18. Cxd5	Txd5
6. Fd3	b6	19. b4	Cd7
7. b4	Fd7	20. Cxd4	Rd8
8. f4	b4	21. Dg3	Rd8
9. h4	Dc7	22. Dd3	Cd8
10. a4	b6	23. Fd3	Dd7
11. e5	d5	24. Td3	Td8
12. b5	Cd7	25. Td3	Td8
13. Ff3	Fd7		

NOTES

a) Ou 9. Ff3 ou 9. Fd3. Le retrait du R, hors de la diagonale g1-a7, est une mesure prophylactique souvent nécessaire quand le F-D est en c1 et quand les Blancs menacent de percer par f4-f5 ou par e4-e5.

b) Si 9... Cc6 ; 10. Cxd5, bxc6 ; 11. e5 ; avec avantage aux Blancs ; si 9... b5 ; 10. Ff3, Ta7 ; 11. Dd1. Les Noirs envisagent, après 9... Dc7, de poursuivre sur 10. Dd1 par 10... b5 ou par 10... Cc6.

c) Un blocage stratégique de Maroczy. Si 10. Ff3, e5 ; si 10. f5, e5 ; 11. Cb3, b5 ; 12. Ff3, Fb7.

d) Moins précis que la suite connue 10... Cc6 ; 11. Cb3, b6 ; 12. Ff3, Td8 ; 13. Dd1, Ta-b8 ; 14. Fd3, Ca5 ; 15. Td1, Cc4 ; 16. Fc1, b5.

e) Une réfutation énergique. 11. Ff3, Fb7 ; 12. g4, Cc6 ; 13. g5, Cxd4 ; 14. Dxd4, Cd7 ; 15. f5, Cc5 ; 16. f6, gxf6 ; 17. gxf6, Fxf6 ; 18. Fh6, Rh8 ; 19. Fxh8, Txh8 donne aux Noirs une bonne compensation pour la qualité (Smagin-Stohl, 1990) mais 11. Ff3, Fb7 ; 12. e5 ; comme dans notre partie est excellent. D'autres idées comme 11. Ff3, Fb7 ; 12. Fd3, Cc6 ; 13. Cxd6, Fxd6 ; 14. Dd2, Dd7 ; 15. Tg3, d51

f) Si 11... Cc8 ; 12. exd6, Fxd6 (ou 12... Cxd6 ; 13. f5) ; 13. f5, e5 ; 14. Cd5, Dd8 ; 15. f6, exd4 ; 16. Fxd4 avec une forte attaque (Tal-Panik, 1983).

g) Si 12... Dd5 ; 13. Fd6, Dc5 ; 14. Fd7, e5 ; 15. Fxd6, exd4 ; 16. Cc4 avec avantage aux Blancs.

h) Quoique souvent joué, ce coup donne aux Noirs un jeu difficile. 15... Td8 est également douteux ; 16. Dh5, Cx8 ; 17. Cf3, h6 ; 18. Ta-d1, Cc6 ; 19. Fxh6 ; Peut-être

faut-il envisager la suite 15... Fc5 ; 16. Cf3, Cc6 ; 17. Cc4, Tf-d8 ?

i) En liaison avec la chasse b2-b4, cet échange est redoutable comme la pratique l'a montré.

j) L'échange des D n'améliore pas la position des Noirs ; 18... Dxc6 ; 19. Dxc6, Txc6 ; 20. b4, Cb7 ; 21. Td7, Txc3 (ou 21... Fxb4 ; 22. Ca2, Cc5 ; 23. Cxb4) ; 22. Txd7, Cd8 ; 23. b5 ; comme dans la partie Klován-Machutsky, 1981, ou 20... Cb3 ; 21. Tf3, Txc3 ; 22. Cc4, Txc2 ; 23. Txb3, Txc3 ; 24. Fg3.

k) Les Blancs ont un net avantage ; si 20... Dc7 ; 21. Cb6 ; si 20... Fxb4 ; 21. Fb6, Cxd5 ; 22. Cx6, Rh8 ; 23. Fxg7, Rg7 ; 24. Dh5.

l) Seule défense : si 21... f5 ; 22. exf6, Cxh6 ; 23. Fd5 et les Blancs dominent positionnellement l'échiquier.

m) Avec plusieurs menaces sur le R noir : si 22... Td8 ; 23. Cg5 et si 22... Tc7 ; 23. Tf3 et Td3.

n) Si 23... Fxb4 ; 24. Cb6.

o) On sent bien le désarroi des Noirs qui, après Txc6-Dc8-Rh8-Cb8-Db7, ne savent plus comment égaliser.

p) Entrée en jeu d'une pièce lourde dont le tir via h3 est impossible.

q) Si 25... Tc-d8 ; 26. Cd6 (et non 26. Txd7, Rg8) avec gain et si 25... g6 ; 26. Txd7 ; Rxd7 ; 27. Dh3+ ; Rg8 ; 28. Ff6 avec gain.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1434

S. RADCHENKO (1991)
(Blancs : Rg8, Td1, Fd7, Pg7. Noirs : Rh4, Ta7, Fg6, Ph5.)

1. Th1+, Rg5 (et non 1... Rg3 ; 2. Tg1+, Rf2 ; 3. Tg6, Txd7 ; 4. Th6) ; 2. Tg1+, Rh6 ; 3. Rh8, Ff7 ; 4. Ff8, Ta8 ; 5. g8-c4+ ; Fxg8 ; 6. Tg6 mat.

Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1435

A. CONSTANTINOV (1989)

Blancs (5) : Rh4, Fb2, Pf7, g6, g3. Noirs (4) : Rh6, Fh7, Cb8, Pc2. Les Blancs jouent et gagnent.

1. a b c d e f g h

2. a b c d e f g h

3. a b c d e f g h

4. a b c d e f g h

5. a b c d e f g h

6. a b c d e f g h

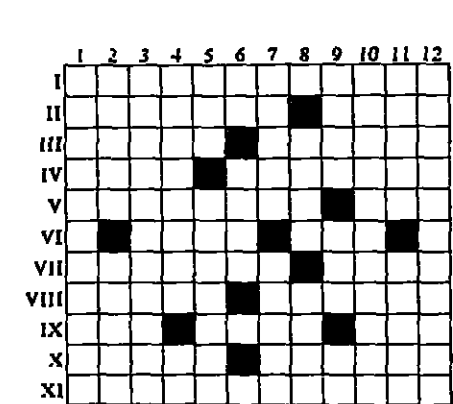
7. a b c d e f g h

8. a b c d e f g h

9. a b c d e f g h

Mots croisés

n° 662



HORIZONTALEMENT

1. Quand Panurge le consulta, ce n'était pas un hypocrite comme au dix-septième siècle. - II. Va se dégarer. Transmis ou fut obligé de capituler. - III. Ordre pour un bûcheron. Ils lésinent, eux-là. - IV. Sert de calendrier. Enlèveras de l'épauiseur. - V. Cru. Toujours à part. - VI. Se montrent nuancés. Sont à quarante, comme les voleurs. - VII. Messes basses ? Eut des jumeaux. - VIII. Remise en ordre. C'est la grande ville fâchée. - IX. Aspire aux armes. Vers la gauche, on peut y tremper. Il lui manque au moins ses ailes. - X. En bout de course. Si ce partage est ainsi, c'est de l'abus. - XI. Plus il est fort, plus il laisse un goût amer.

VERTICALEMENT

1. Il a fort à faire à l'extrême gauche. - 2. C'est que sa déception aura été grande. Forme de poèmes baudelairiens. - 3. Délégués. - 4. Ne fait pas souffrir. Préposition. - 5. Il leur reste à croquer et à embellir. Très

fort. - 6. En partie. Torrent. - 7. Il est toujours poli. Colorant. - 8. Bon pour le cachou. Suivi. - 9. Ils sont développés, dans ce groupe. Commence à s'arrêter. Gagners-t-il ? - 10. N'est pas forcément une fan de Vercingétorix. - 11. Perspective à long terme. Outil. - 12. Passeraient au crible.

SOLUTION DU N° 661

Horizontalement
I. Thaurifère. II. Rado. Index. III. Oreillard. FP. IV. Ube. Egru. V. Béguine. Nord. - VI. Lu. Tarte. Nci. - VII. Exhalaison. VIII. Alène. Demi. - IX. Elli. Tria. Ao. - X. Toléré. Lupin. - XI. Bénédicte.

Verticalement
1. Trouble-fête. - 2. Herbeux. Lob. - 3. Usen. Huile. - 4. Roi. Italien. - 5. Illéale. Ri. - 6. Fulgurantes. - 7. Artier. - 8. Rira. Es. Ile. - 9. Andin. Odeur. - 10. Id. Nonne. Pl. - 11. Référé. Maie. - 12. Expéditions.

François Dorlet

Dames

n° 405

LE DIPTYQUE DE CLERC

Match Moscou-Huissin, 1989

Blancs : Kandaorow (Moscou).

Noirs : Clerc (Huissin).

Ouverture : Raphaël.

1. 32-28	16-21	19. 37-31	14-19 (g)
2. 23-29 (a)	20-25	20-46-35	19-30
3. 39-33 (b)	21-26	21. 35-24	9-14
4. 44-39	17-22 (c)	22. 44-40	4-9
5. 50-44	12-17	23. 40-35	14-19 (h)
6. 37-32 (d)	26-37	24. 49-44	19-30
7. 42-31	21-26	25. 35-24	10-14
8. 47-42	26-37	26. 44-40	14-19
9. 42-31 (e)	8-12	27. 40-35 (f)	19-30
10. 29-24 (i)	19-30	28. 35-24	12-18
11. 35-24	3-8	29. 32-27 (m)	7-12
12. 48-42	14-20	30. 38-32	17-22 (n)
13. 34-29 (g)	10-14	31. 28-27 (o)	11-22
14. 41-37	18-22	32. 26-28	18-23
15. 31-26 (h)	11-16	33. 29-27	20-47 (p)
16. 46-41	7-11	34. 7-1	47-29 (r)
17. 40-34 (i)	1-7	35. 34-23	8-12
18. 45-40	5-10	36. 18-18	13-44 (q)

NOTES

a) Face au dixième mondial dans la hiérarchie des grands maîtres internationaux, le maître soviétique manifeste, dès ce deuxième temps, son orientation vers un jeu défensif.

Après 1... (16-21), les tendances modernes préconisent plutôt 2. 31-26 ouvrant sur d'innombrables débuts, dont 2... (20-24), à l'avec de multiples suites explosives comme dans un tenté de faute réussi par Perot, face à Pontet, au championnat de

Paris, 1955 : 3. 37-32 (11-16) ; 4. 36-31 (7-11) ; 5. 41-36 (14-20) ; 6. 34-30 (18-23) ; 7. 46-41 (12-18) ; 8. 41-37 offrant le passage à dame fatal, illustration de l'extraordinaire profondeur du jeu 8... (21-27) [la faute] ; 9. 32-27 (23-41) ; 10. 12-18 (41-46) ; 11. 30-19 (46-14) [le meilleur]. A partir de là, tous les coups joués de part et d'autre sont les plus forts : 12. 40-34 (13-19) ; 13. 34-30 (19-24) ; 14. 30-19 (14-46) [la dame noire évitera toute une série d'écueils avant de sombrer] ; 15. 39-34 (46-14) ; 16. 42-37 (14-46) ; 17. 33-28 (46-40) [la dame noire disparaît dans un crochet] ; 18. 45-34 (11-16) ; 19. 32-27 (11-16) [signalé par Pierre Lucot dans son recueil de coups de début].

a) Dans le jeu actuel, on poursuit plus généralement par 2... (11-16) ; 3. 38-32 (18-22) ; 4. 37-31 (21-27) ; 5. 32-21 (16-27) ; 6. 42-38 (7-11) ; 7. 41-37 (1-7) (Astar-N'Diaye, championnat du monde, 1986, Groningen).

c) Anodin pour les non-initiés, 4... (17-21) crée une sensation d'inhibition, ou tout au moins de gêne, pour l'adversaire.

d) Un « oui » franc et presque unanime pour ce coup de patte d'instinct destiné à préserver le développement du flanc gauche.

e) Mais les Noirs possèdent une structure d'un équilibre parfait comparativement à la petite

faiblesse de l'aile gauche adverse.

f) Autre exemple de l'aspect évolutif du jeu après cet échange et la présence d'un bon pion taquin à 24.

g) Acceptation de l'enchaînement et brusque montée de la tension. A noter, exemple élémentaire, que 13. 31-26 perd en quatre temps : 13... (20-29) ; 14. 34-23 (18-29) ; 15. 33-24 (17-21) ; 16. 26-17 (11-35), rafle quatre pions, +.

h) 15. 31-27 ne serait pas satisfaisant car 15... (17-22) et, selon la prise retenue, les Blancs peinent avec, soit un pion faible à 26, soit exposés qu'ils seraient à la perte de leur pion à 24.

i) Sans craindre 17... (14-19) ; 18. 28-23 et si 18... (19-30) ; 19. 23-18 (12-23) ; 20. 29-27, égalité.

j) L'opportunité sans faille : à l'instant où les Blancs n'ont plus la ressource de 28-23.

k) Harcèlements incessants du pion taquin à 24.

l) Réduits constamment à la défensive.

m) 29. 28-23 n'était pas jouable puisque 29... (22-28) ; 30. 23-14 (28-48) [dame] ; 31. 31-27 (20-29) ; 32. 27-21 (16-27) ; 33. 41-37 (48-31) ; 34. 26-37 mais N+1.

n) Le G.M.I. Clerc apporte avec éclat la dimension supérieure pour une lumineuse combinaison de gain en sept temps et à variantes.

o) Si 31. 26-17 (12-21) ; 32. 28-26 (18-23) ; 33. 29-18 20-47, dame, +.

p) Dame.

q) L'originalité de la combinaison.

son : les Noirs sacrifient leur dame noire pour constituer un bûcher sur lequel s'échouera la dame blanche, réduite alors à l'état de mailloin pour la rafle finale.

a) C'était le diptyque de Clerc.

PROBLÈME
M. SABATER
(Bourg-la-Vallée)
(1984)

1 2 3 4 5

6 7 8 9 10

11 12 13 14 15

16 17 18 19 20

21 22 23 24 25

26 27 28 29 30

31 32 33 34 35

36 37 38 39 40

41 42 43 44 45

صدا من الاول

Echecs

La caillette

CAILLETTE ? J'avoue avoir longtemps cherché d'où pouvait venir le mot. Parmi les définitions (elles sont quatre dans le Grand Larousse) figure : « partie de l'estomac des ruminants sécrétant la préure ». D'autre part, au mot « crépine », je lis dans le Petit Robert qu'il s'agit de la « membrane enveloppant les viscères du veau et du porc ». Or les caillettes sont enveloppées de crépine... Alors...

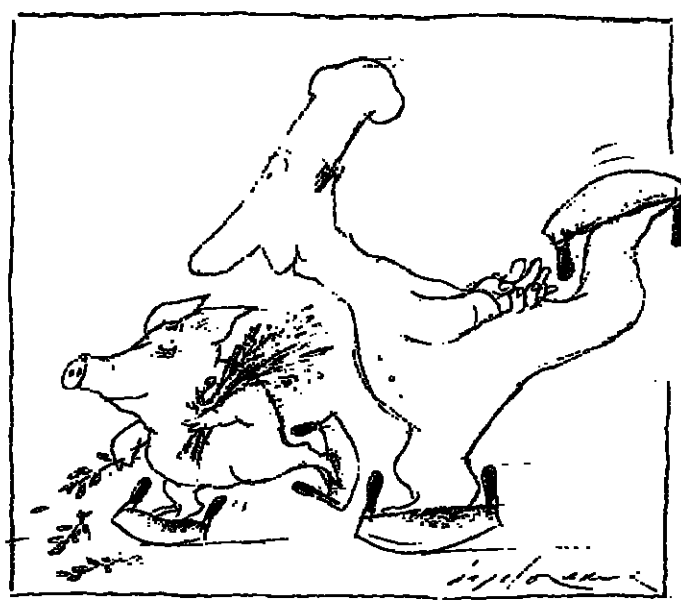
Acceptant cette version, il me restait à en découvrir l'origine. Austin de Crozes les veut du Dauphiné (où les caillettes de Chabeuil, en effet, sont connues), mais René Jouveau, dans sa *Cuisine provençale*, nous dit que le mot vient du provençal *gais*, qui, dans cette langue, désigne le ris de porc. Et dans mon souvenir elles ne peuvent être que vivaroises, telles que

ma grand-mère les préparait en son village de Vinezac.

Aussi bien le Sud ardéchois est-il de langue d'oc.

Notons encore que Mistral, dans le *Poème du Rhône*, a chanté :
Li caïeto...
... D'erbo chaplado e cuecho au four, ben lmo.
ce qui signifie : « Les caillettes d'herbes hachées, cuites au four, bien onctueuses ».

Dans l'admirable *Odeurs de forêt et fumets de table*, Charles Forot raconte qu'un charcutier de Saint-Félicien, en Vivarais, préparait de si merveilleuses caillettes qu'il fournissait le plus grand restaurant du coin. Il ajoute : « Celles que l'on sert parfois à Paris font une triste réputation à ce plat paysan. » A vrai dire, s'il fut, il y a quelques lustres, régulièrement à la carte de *L'Enclos de Ninon*, à la Bastille (les



patrons, les frères Tessier, étaient des Vans, dans le sud de l'Ardèche), il avait totalement disparu. J'ai été heureux de le retrouver à la carte de l'ami Bourrier, à l'enseigne *Le Lyonnais* (26, rue d'Armaille, 75017 Paris).

La recette ? Celle que donne

Charles Forot mélange 250 g de feuilles de blettes et 250 g d'épinards rafraîchis et hachés mêlés de 250 g de mou, d'un oignon coloré au saïndoux, sel, poivre, une pointe d'ail, le tout bien mêlé en forme de petites boulettes et celles-ci enveloppées de crépine.

Serrées l'une contre l'autre dans un plat de terre, couronnées chacune d'un petit bout de lard, on les cuit au four (celui du boulanger, autrefois, était préféré !).

Certains ajoutent du lard gras en dés, ou lient le hachis de deux œufs battus. C'est le fait, je crois bien, des caillettes drômoises, plus riches en viande qu'en herbes. Ma grand-mère, au contraire, usait de toutes les herbes possibles : blettes et épinards, mais aussi celles qu'elle « rencontrait » en promenade : orties, pissenlits sauvages, etc. Je l'ai même vu y ajouter une ou deux fleurs de coquelicot, mais oui ! Et naturellement beaucoup de saïndoux pour « amadouer » le tout. Ces caillettes une fois cuites, elle les mettait en pot de grès, recouvertes de saïndoux. Il n'était plus qu'à les réchauffer au four pour s'en régaler, voire de les laisser ensuite refroidir pour les casse-croûtes.

Le tout arrosé... de cornas ou de saint-joseph, ces vins vivarois délicieux, si mal connus. Certes. Mais aussi, autrefois, de ce vin prohibé, dit clinton, et provenant d'un cépage aujourd'hui déconseillé si même il existe encore. Si vous trouvez - ou préparez - des caillettes « riches », c'est-à-dire plus « viandes », qu'herbées, alors pourquoi ne pas les servir, bien chaudes, sur une crêpe ardéchoise ? Il s'agit de pommes de terre râpées à cru, bien égouttées et séchées, mêlées d'une gousse d'ail également râpée, d'un soupçon de lard toujours râpé, poivrées, salées, le tout lié d'un œuf bien battu. Le mélange de la pâte obtenue, mis en boulettes, pressé à la main et aplati, faites rissoler les crêques dans l'huile d'olive. Egouttez bien. Une caillette là-dessus, c'est tout un folklore dans l'assiette !

La Reynière

Miettes

Un lecteur de provinces s'élève contre le fait que trop de (bons) restaurants sont à Paris fermés le dimanche. On peut regretter en effet que les guides ne dressent point une liste des « ouverts le dimanche » (le Bottin gourmand le faisait naguère, mais plus aujourd'hui).

Bonne adresse : celle de l'Hôtelier de la Vallée heureuse, à Poligny (Jura), tél. : 84-37-12-13. Cuisine créative, nous dit un lecteur *La Vallée heureuse* figure dans le *Michelin* et le *Bottin gourmand* 1991 (en promotion). L'Escargot Montorgueil (38, rue Montorgueil, 75001 Paris; tél. : 42-36-83-51), la célèbre maison qui fêtera l'an prochain son cent-soixantième anniversaire, a décidé, sous l'impulsion de Koukette Terrail (et de son jeune chef Thierry Gay), de servir désormais les sushis avec les « trois plats de minuit » à 100 F.

250 ans de grands vins

Domaines du Château de Sancerre
92 hectares dont 71 hectares de premiers et grands crus.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Documentation LM
BOITE POSTALE 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. : (80) 22-14-41
TELEX : BOUCHARD 350 830 F

Grand Vin de Beaune Grands
Vins de l'Enfant Jésus
1980

FOIRE DE PARIS du 27-4 au 9-5-91
Porte de Versailles, stand 76,
bâtiment 7, niveau 3, allée J.

* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

Les morilles

LES morilles aiment le printemps à retardement et craignent les températures excessives. Elles affectionnent les hauts lieux de l'Histoire, les champs de bataille qui ont remué les terres. On se souvient encore, en Lorraine, de la récolte de 1919 et, en Normandie, des cueillettes de l'année 1945. A Colombey-les-Deux-Églises, Gérard Natali (*Auberge de la Montagne*, tél. : 25-01-51-69) les sert en crêpe à la crème, en garni tournedos et pigeonneaux. A déguster avec un assemblage de chardonnay blanc et pinot noir de René Dosne à Colombé-le-Sec. Dans cette région, les morilles poussent aux confins du domaine de Clairvaux, territoire attaché par les moines de Cîteaux à la forêt gauloise, ultime coteau témoin, près de Bar-sur-Aube, du vignoble champenois.

Paradoxe de l'écologie, le champignon pousse parfois mieux où la civilisation a sévi. Peu après la première guerre mondiale, dans la cour de la mairie du V^e arrondissement, le professeur Molliard récolta parmi un amas de vieux papiers une poignée de morilles, ce champignon ascomycète, comme la truffe, dont les spores tapissent l'intérieur de l'algèole.

Elève de Pasteur, il éleva une meule dans son laboratoire, faite de couches superposées de marc de pommes et de feuilles de papier. Il obtint de façon éphémère la culture de la morille. Au naturel, elle aime les sols sableux, siliceux, la broussaille, les bois clairs, les friches et les terres brûlées. Au point que certains partisans de l'écobuage mettent le feu à la montagne pour accélérer la pousse du divin champignon.

Littelle, la France, la Suisse, la Turquie et les grandes plaines des États-Unis la guettent avec l'arrivée du printemps. Chaque année se tient un Festival de la morille dans le Minnesota. Mais elle provient aussi d'Europe de l'Est, sans susciter - dit-on - comme pour les champignons d'automne, de contrôle pointilleux sur les rayonnements auxquels elle aurait pu être soumise. La morille pousse, il est vrai, avec une rapidité étonnante. A Canto-Perdigu, dans

les Alpilles, miracle de spontanéité naturelle, on la voit surgir en une nuit, et, d'heure en heure, on peut observer la pousse hâtive de ces mitres, de ces ombelles ou de ces chapeaux.

Trouver un champignon, c'est une survivance de notre mémoire de la cueillette. Il faut du flair et la transmission d'un savoir. Emile Jacquetant, mycologue suisse, a mis trente ans pour réaliser un corpus des cent cinquante variétés de morilles (!). Jean-Claude Ferrero (restaurant au 38, rue Vital, Paris-16^e; tél. : 45-04-42-42) en utilise régulièrement une quinzaine de variétés. Mais seuls des yeux exercés peuvent distinguer la *Morchella vulgaris* et *Morchella elata*, les meilleures espèces comestibles, de la fausse morille dangereuse, sa voisine obligée, son côté d'ombre.

Il y a nécessité absolue de faire cuire la morille, après l'avoir fendue en deux et brossée sans eau si possible, car elle recèle des hémolysines. Jean-Claude Ferrero insiste sur le mystère non maîtrisé de la fécondation qui pourrait pallier leur relative rareté. Et en expliquer - sinon en justifier - parfois le prix : entre 300 F et 500 F le kilo pour des morilles « aux origines quelquefois douteuses », selon Jean-Louis Balmissse, morillier du marché de l'Alma à Paris; 1 600 F en début de saison, chez Fauchon place de la Madeleine. La majorité des morilles, pourtant, sont importées.

La cueillette est passion. On subodore, on flaire. On reconnaît les traces aux pieds des baltiers, non loin de la clairière. On apprend bientôt que le compost léger de bryère est prééminent dans cette pousse propitiatoire. On la découvre, cachée sous un lit de feuilles sèches, aux racines du frêne, lieu d'ombre et de mystère, où croît le mycélium, partie végétative du champignon. Le thalle est le lieu de son osmose symbiotique avec les puissances souterraines et les asticoles ! Croyance que n'aurait pas reniée les Maîtres sonneurs et François le Champi.

Du Bugey sévère, patrie de Brillat-Savarin, à l'Auvergne débonnaire, avec le bon Cur-

nonsky, voici la morille impatrimonisée, petite reine de la cuisine. D'abord elle se sert en ragout, avec quelques échalotes tombées au beurre et de la crème crue, au sortir de l'écremeuse. Elle s'épanouit alors en saveurs telluriques. La cuisson des morilles est simple mais précise. Elles ne doivent pas être trop « bavardes ». Ferrero, déjà nommé, les prépare ainsi et les sert avec un flan d'asperges et Alain Passard (*Arpège*, 84, rue de Varenne, Paris-7^e; tél. : 45-51-47-33) sait les rendre aériennes et parfumées : Paul Canal (*Port Alma*, 10, avenue de New-York, Paris-16^e; tél. : 47-23-75-11) les marie avec des noix de saint-jacques. Gaston Bachelard, dans la *Poétique de l'espace*, souligne que la morille relève de la miniature par sa texture, voire de la nature domestiquée, comme le bonnai.

Elle supporte le séchage, sans perdre ses qualités essentielles. C'est ainsi qu'elle est vendue toute l'année, en sachets transparents. Un moyen prudent de conjurer le risque de confusion qui guette le cueilleur imprudent. Saint Christophe est bon père nourricier : il sait courir les bois. N'est-il pas efficace aussi pour écarter le mauvais sort qui pèse sur les aliments préparés et gâtés par l'acide citrique, l'acide benzoïque et autres conservateurs anti-oxydants qui - plus que les champignons vénéneux - empoisonnent notre ordinaire ?

Francis Ponge n'a pas dressé la topographie des morilles. On le regrettera. Il faut se reporter aux planches aquarellées du *Muséum*, sur vélin. Et si l'image mythique ne rejoint pas la manducation totemique, il n'y aura pas de sentiment de plénitude. On vous le dit, participer de la nature par une bonne cuisine de morilles à la crème, c'est un rêve de « bon sauvage ».

Jean-Claude Ribaut
(1) Emile Jacquetant : *Les Morilles*, Bibliothèque des Arts, Paris.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER		
CHAMPS-ÉLYSÉES	GODELINS	PORTE D'ORLÈANS ALÉSIA
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jusc. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-87-88-51 - F. dim. M.J. r. L.M. Nordmann, 19 Spécialités éthiopiennes.	ESPACE ST-GOTHARD, 45-38-52-58 6, rue d'Aleia (14 ^e). F. dim. soir. Spéc. poissons. Fruits de mer. Viandes d'un chef du Périgord.
COPENHAGUE , 1 ^{er} étage	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
FLORA DANICA, sur un jardin	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 ^e F. lundi 43-46-73-33 Musique, danse indienne. Cuisine raffinée	LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e) F/dim 43-25-77-66 Alex aux fourneaux.
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41		

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur	Paris
06400 CANNES HÔTEL LIGURE***NN 5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES Tél. : 93-39-03-11 - Télex 970275 FAX 93-39-19-48 A 300 m de la célèbre Croisette et des plages Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.	PORTE DES LILAS HÔTEL LILAS GAMBETTA** 223, avenue Gambetta Tél. : 43-62-85-60 Télex : 211838. Fax : 43-61-72-27 Chambres insonorisées (290 F à 340 F) TV couleur. Tél. direct, minibar.
NICE HÔTEL LA MALMAISON Belle Vue sur la mer Hôtel de charme près mer. calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. : 93-87-62-56 - Télex 470410 Télécopie 93-16-17-99.	SORBONNE HÔTEL DIANA** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bains, w.c. TV couleur. Tél. direct. Fax : 46-34-24-30. De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.
Montagne	Provence
05340 PELVOUX Pension complète + clubs enfants + montagne + skis + rafting + V.T.T. + piscine + tennis : 1498 F semaine réduction enfants de 25 % à 50 % AUBERGE LA BLANCHE N° VERT APPEL GRATUIT 05-03-29-21.	VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION AUX BAUX-DE-PROVENCE LE MAS DE L'OLIVIER*** Un nouvel hôtel grand confort, avec 20 chambres climatisées, au cœur d'une oliveraie. Magnifique piscine paysagée. Tennis. Parking fermé. A proximité : golf 9 et 18 trous, équitation, vol à voile... Et, tout autour, le site prestigieux et idyllique des BAUX-DE-PROVENCE. Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.
05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras) 2 040 m, site classé du XVIII ^e siècle Été-Hiver, plus haute comm. d'Europe 2 hôtels 2 étages Logis de France Ski de fond, piste, promenade Meublés, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08 LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.	Suisse
SAVOIE Vacances de printemps en SAVOIE : Calme, détente, nature. Chalet de l'ŒULE ROUGE XVIII ^e s. ** LOGIS DE FRANCE. Guide Auto Journal. 1 600 m. Expo. panoramique plein sud : « Les disciples d'Épiscure sauront s'y retrouver. » Pension 1/2 pension. Famille SURRIER - LA CHAL 73530 SAINT-JEAN-D'ARVES. Tél. : 79-59-70-99.	LUGANO L'HÔTEL WASHINGTON*** Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking 1/2 pension : FS. 73 à 85 par pers. Tél. : (1949)156-41-36.
	TOURISME
	Home d'enfants
	Vacances d'été
	HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIII ^e , confort., rénov., au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuis. saine et équilibrée, chbres 2 ou 3 avec sdb, W.-C. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation, échecs, peinture sur bois, herbiers, fabrication du pain, découverte environnement. Tarif tout compris : 1 880 F/semaine par enfant + option V.T.T. Tél. : (16) 81-38-12-51. Le Crêt-Agaveux - La Longeville 25650 MONTBENOIT.
	SUISSE
	VALAIS : Magnifique chalet, soleil, vue. 0041 614020233.

Restaurant
La Mare au Diable
Déjeuners d'Affaires ou Dîners Romantiques aux Chandelles
Fermé dimanche soir et lundi
Tél. : 60-63-17-17 - Fax : 64-41-88-49
Accès direct R.N. 6 - Entre Lissajhat et Melna 77550 REAU

La Thélème

Marseille, cité la plus virile de France, aime bien culturellement se laisser mener par des femmes. Il y a eu la reine-comtesse Jeanne, la comtesse Pastré, la « reine » Edmonde (Charles-Roux). Maintenant, c'est au tour des sœurs Laffitte d'imposer leur marque sur la doyenne des villes françaises.

ET à Marseille, tout pouvoir est romain, absolu. Celui qui règne peut et doit prendre des risques. Simone et Jeanne Laffitte sont allées jusqu'à créer de nouvelles traditions. « Il faut bien que quelque chose commence un jour ! » Le peuple d'abord, le temps ensuite, apportent le sceau de la légitimité.

Le 21 juin prochain, donc, le maire de Marseille, serré de près par son adjointe au tourisme, l'éditrice Jeanne Laffitte, sortira du Vieux-Port, suivi de toute une flottille, pour célébrer au large, en vue du château d'If, « les noces de Marseille et de la mer ». Venise le fait depuis belle lurette, mais les Marseillais, qui doivent eux aussi presque tout à la Méditerranée, et un millénaire avant les Vénitiens, s'il vous plaît, n'y avaient jamais songé. Ils se contentaient, en famille, pour Pentecôte, de manger le colombine, gâteau contenant un oiseau en céramique (« Qui la colombe aura, dans l'année se mariera ! »), rappelant le mariage, en 594 av. J.-C., de la proto-Marseillaise ligurienne Gyptis avec le futur Massaliote grec Protis. Union du terroir et du large.

Le même 21 juin, cours d'Estienne-d'Orves, en plein centre, les Marseillais, masqués ou non, danseront, participeront à une « fête d'artifice », libre adaptation de la Flûte enchantée de Mozart, année oblige, puis regarderont en musique s'embrancher une pyramide de feu, *physica buffa*.

C'est sur cette arrière vouée au héros à l'antique que fut Honoré d'Estienne d'Orves (1901-1941), officier de marine gaulliste et essayiste, fusillé par la Gestapo, c'est là que les sœurs Laffitte ont livré leur premier grand combat public : l'hydrie – la Tarasque, en parler marseillais – c'était un *parc-auto*, vaste comme un paquebot et sinistre comme une prison, construit là en 1965, à la place d'un marché aux légumes en plein air, lui-même successeur d'un canal relié au Vieux-Port, comblé en 1925.

Il s'agissait ni de rouvrir la voie d'eau ni de rappeler les *partisanes* – appellation locale des dames de la Haille – mais de donner aux Marseillais, en sus évidemment d'un garage souterrain, une promenade sans nuisances à cinq minutes de la Canebière, abandonnée, elle, au charroi et aux *néfastes foods*. En même temps, les façades riveraines retrouveraient air et lumière, révéleraient leur superbe rigueur Louis XIV, Louis XV ou Louis XVI.

Alors que l'ombre hideuse du parc-auto assombrissait encore tout alentour, Jeanne puis Simone par défi, apportèrent en 1980 leurs pénates professionnelles dans d'anciens arsenaux (*arcenaulx* dans l'orthographe du quinzième siècle, restée longtemps en vigueur dans la province) loués aux héritiers Proust et Mauriac. On rigola de ces deux pauvres femmes qui voulaient « démolir le parking ». Une gâlerie !

Je vous épargnerai le calvaire administratif-politico-financier que durent affronter nos deux futures églises et leur Association culturelle des Arcenaulx. Edmonde, étant alors cosouveraine de Marseille avec Gaston (Deferre), apporta heureusement son soutien de choc, et les murailles de Jéricho s'effondrèrent en 1988 au bruit d'un concours international d'idées suscitant quatre-vingt-trois projets. Cinq furent retenus et ont inspiré le nouvel aménagement, dû à Charles Rové, architecte du cru.

Pendant les travaux, prenons le temps de remonter la filière Laffitte, au cas où vous auriez cru que les sœurs démolisseuses sont des *homo novus* nouvellement débarqués dans la métropole du Midi, d'où leur ardeur digne de néophytes... Sans rapport avec le corsaire Jean Laffitte, le banquier louis-philippard de Maisons-Laffitte où le cépage bordelais (Château Lafite n'a d'ailleurs droit à aucun doublement de ses consonnes), les deux Marseillaises peuvent exciper néanmoins d'un joli pedigree, entièrement culturel qui plus est, c'est-à-dire en France le fin du fin.

Sans doute est-ce un ex-colporteur d'almanachs d'origine basque, fixé à Marseille au début du dix-neuvième siècle, où il fut à la fois imprimeur, éditeur et libraire, qui est l'ancêtre éponyme. La monarchie de Juillet ne parvint pas à implanter les Bourbons-Orléans, mais elle laissa derrière elle une solide dynastie éditoriale, qui allait trôner durant des générations dans le quartier de la Canebière.

Elle y diffusa aussi bien les *Chansons provençales* de Victor Gelu (1806-1885), boulanger, acteur et enfin, dès 1840, poète

populaire adulé, éternel Mistral du *populo*, que la première *Grammaire française à l'usage des immigrants italiens*, outil décisif pour l'intégration de ces étrangers, dont les descendants forment aujourd'hui la moitié de la population marseillaise.

Durant la Grande Guerre, le chef de la lignée Laffitte, Paul, envoyé au Maroc sous les ordres de Lyauté, y introduit non point l'édition française, mais... le lys, et s'y taille un nom comme... bienfaiteur de l'apiculture chérifienne. Pendant ce temps, à Marseille, l'épouse de Paul, pour pallier les pertes dues à la pénurie de papier, ouvre une brocherie à côté de la librairie. (Ses enseignements gourmands ne seront pas perdus, et la tradition culinaire des Laffitte réapparaîtra au grand jour lorsque Simone prolongera sa librairie par un restaurant méridional.)

Sous la IV^e République, Laffitte continue à être le principal libraire de cette ville de tout temps réputée « anticulturelle », et même « scélérate », à en croire M^{me} de Sévigné, mais où ceux qui font ou vendent les livres n'ont jamais vraiment manqué de chaland (aujourd'hui même, en dépit de la FNAC et du

Virgin Megastore, cinq ou six librairies importantes continuent d'avoir pignon sur rue à Marseille).

La V^e République vit, pour la première fois, vaciller un peu la dynastie édito-libraire : le seul héritier mâle, Louis, se désintéressait peu à peu de l'activité familiale. Pouvait-on s'en remettre à deux fillettes, Jeanne et Simone ? Devait-on sauter le pas et abolir la loi salique interne ? Si Simone se livrait à des études littéraires à Aix-en-Provence, Jeanne, dès quinze ans, était « mise aux bouquins ».

En 1968, déjà rodée au métier, elle se lançait dans le livre ancien avec une petite aide en liquide de son père : puis ce fut, dès 1972, Jeanne Laffitte Reprints, qui affiche maintenant deux mille titres sur toutes les régions de l'Hexagone : enfin les Editions du Quai, pour les titres nouveaux, littéraires et autres. La vieille maison prenait, au féminin, un rude coup de jeune.

« Depuis lors, nous n'avons jamais été à l'aise financièrement, toujours jonglant, toujours calculant, mais jusqu'à présent toujours là », confesse Jeanne, tête financière du duo, et qui sait également

quels sont les problèmes de toute la profession depuis son *Rapport sur la diffusion du livre en Provence-Alpes-Côte d'Azur* (1983). Le dernier chiffre d'affaires annuel consolidé du groupe Laffitte a été de 18 millions de francs, soit 9 millions de francs pour le restaurant, 6 millions de francs pour les éditions et 3 millions de francs pour la librairie.

Elle est là, Jeanne, dans son strict bureau d'adjointe au maire, sur la Canebière, visage net, robe moutarde et noir, parlant de la violence et du verbe et du vent dans sa ville, de ses gros clients des universités nord-américaines, du poème de Mistral, *Mireille*, traduit en japonais. On l'appelle du bout du monde afin d'obtenir des places pour le prochain « spectacle » de l'Olympique de Marseille. Elle aiguille vite là où il faut avant de déployer devant vous les nouveaux projets municipaux pour le cours d'Estienne-d'Orves : des statues, mais surtout des minimarchés spécialisés sous parasols blancs – brocante, timbres, *taralletes* (les fameuses poteries provençales pour enfants).

Près de l'ancienne capitainerie des galères, aménagée en hôtel, au

milieu de cet espace redevenu partie intégrante du visage urbain, le « petit empire » des sœurs Laffitte dévide discrètement, sur mille mètres carrés en retrait du cours, sa librairie – qui n'est plus cependant la première de Marseille par le revenu –, ses éditions, ses salles d'expositions et de conférences, sa boutique d'antiquaire (affermée), son rayon traiteur et vins, son restaurant enfin, où les artichauts en braise (50 F) voisinent avec la soupe de fèves (60 F) (1) ou la boudin (2) à la Raimu (100 F). En regard de ces débauches pour le palais, un « menu littéraire », renouvelé chaque mois, est également proposé (3). Ces temps-ci, on y trouvait aussi bien *Monsieur Jean ou l'amour absolu*, par Georges Ribemont-Dessaignes, curieux texte dadaïste de 1934 repris récemment par les éditions Alia (159 F), que la dernière incursion éditoriale de Jeanne Laffitte vers le septentrion : *les Ponts de Paris*, par Jean Piatou et Michel Canial-Dupart (450 F), (*le Monde* du 28 mars).

Différente de Jeanne, Simone montre néanmoins la même haute taille, les mêmes visages et vêtements nets (tenue rouge et noir aujourd'hui). Elle présente les productions maison, très diversifiées : *Jason le Phocéien* (bande dessinée), *Un hiver berbère* (ethnologie), *Marseille et les peintres*, de Marielle Letour et Jean Boissien, le *Dictionnaire taromachique*, l'*Histoire de La Chaise-Dieu*, etc. (4). Sur nos têtes les énormes poutres d'origine ont été soigneusement découpées et sous nos pieds le sol des anciens magasins des galères est resté doucement inégal. Partout des tableaux modernes, des gravures anciennes, des livres d'hier ou d'aujourd'hui, même dans le restaurant.

Les clients vont et viennent, choisissent des cartes postales d'art ou font dédicacer son dernier titre à Jules Roy ou à Jean Boissien, notre ancien confrère du *Provençal*, devenu historiographe officiel de la ville, achètent ou feuilletent des « poches » ou des « Pléiades ». La lumière n'est pas agressive (sauf dans le restaurant même, où des projecteurs mal orientés vous éblouissent). Echappée des cuisines, une odeur de thym annonce le dîner. « On a le temps, les sœurs ferment tard. » Sous leurs ordres, une cinquantaine de personnes, du chef cuisinier au garçon libraire spécialisé, ont inventé une autre vie pour ces arsenaux qui, au dix-huitième siècle, employaient vingt mille personnes.

Les dames Laffitte ont encore créé une tradition dans ce port conche-tôt, moins anticulturel que discret dans ses loirs (sauf bien sûr à l'Opéra et au stade) : elles ont marié en un seul lieu, sans complexe et sans ridicule, la tête et le ventre, implanté à Marseille la flânerie conjointement littéraire et gastronomique, ramené en visite vers le centre les bourgeois cultivés et orchestré la renaissance d'un quartier populaire sans en chasser les natifs.

Un nuage quand même sur ce beau travail : les enfants de la famille ne sont pas du tout intéressés pour le moment ni par la librairie, ni par l'édition, ni par la restauration...

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Non provençal des crabs.
(2) Non provençal de la lotte. A propos de la gastronomie méridionale, voir aussi le reportage sur le restaurant marseillais Brun, publié par « le Monde sans visa » du 13 janvier 1990.

(3) Jeanne Laffitte édite régulièrement un catalogue pour les livres anciens, un autre pour sa propre production, et également un *Répertoire des ouvrages disponibles sur Marseille*. Puisqu'on est dans le Midi, signalons également l'excellent petit catalogue de l'éditeur-libraire algérois Châtel, installé maintenant dans la maison de Molière en Langue d'Oc (Bouquinerie du Haut Quartier, 44, rue Conti, 34120 Pézenas).

(4) La librairie de Simone Laffitte n'a plus de rayon maritime particulier, mais, à cent mètres de là, Les Chemins de la mer (9, rue Estienne-d'Orves, 13001 Marseille : tél. : 91-54-44-89) offrent tout ce dont on peut avoir besoin pour aborder la Méditerranée avec le corps ou l'esprit, des cabas jusqu'aux livres.

Librairie-restaurant des Arcenaulx, 25, cours d'Estienne-d'Orves, 13001 Marseille. Tél. : 91-54-39-37. Ouvert tous les jours sauf dimanche, de 10 h 30 à 6 h 30.



YVES JEANMOLIN/GRAPHO

Jeanne et Simone Laffitte.

des sœurs Laffitte